

هكذا من لا أمل

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

FONDATEUR HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR JACQUES LESOURNÉ

SAMEDI 30 MARS 1991

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE N° 14362 - 8 F

Les Kurdes sans amis

« Les Kurdes n'ont pas comme un défi, la devise favorite de ce vieux peuple indo-européen, musulman et farouche, dont l'ardeur au combat impressionnait déjà, il y a plus d'un siècle, le comte de Gobineau. Ecartelés entre cinq États - l'Irak, la Turquie, l'Iran, le Syrie et l'URSS - les quelque vingt millions de Kurdes n'ont pas fini de lutter dans la solitude. »

A la faveur de l'après-guerre du Golfe, les quatre millions de Kurdes irakiens avaient jugé le moment favorable pour faire revivre leur grand rêve d'autonomie, déjà chèrement payé au cours de nombreuses rébellions noyées dans le sang. Exploitant les faiblesses de l'armée de Bagdad, principalement occupée à écraser le soulèvement chiite dans le Sud, les Peshmargas (« ceux qui vont au-devant de la mort ») occupèrent rapidement les principales villes du nord-est de l'Irak, où vit une population tout entière acquiesce à leur cause. Et le principal chef kurde, M. Jalal Talabani, put entrer mardi dernier, en compagnie d'un groupe de journalistes étrangers, dans Zakho, l'une des villes « libérées » sans combat par ses fidèles.

MAIS la satisfaction des Kurdes pourrait bien être sans lendemain. Les forces irakiennes ont repris dès jeudi le contrôle, après l'avoir « nettoyé » de ses insurgés, de la ville de Kirkouk, cœur d'une riche région pétrolière. Une fois de plus, les Kurdes risquent de faire les frais des dures réalités régionales.

Ils ont l'habitude, il est vrai, des injustices de l'Histoire. La plus cruelle date d'une précédente après-guerre, celle qui leur fit perdre pour argent comptant la promesse d'un Etat kurde contenue en 1920 dans le traité de Sévres. En signant le traité de Lausanne trois ans plus tard, la France et la Grande-Bretagne, oubliant leurs engagements, sacrifièrent la rêve kurde (tout comme, d'ailleurs, le rêve arménien) sur l'autel de leurs avidités et des intérêts de la Turquie moderne.

EN vérité, aucun pays du Proche-Orient ne veut d'une autonomie kurde en Irak, car tous redoutent son effet de contagion auprès de leur propre minorité, qu'ils continuent de tenir « sans l'avouer » pour une cinquième colonne potentielle. Ainsi, toute l'habileté du président turc, M. Turgut Ozal, a consisté à libérer l'usage de la langue kurde pour désamorcer d'éventuelles revendications plus politiques. En octroyant à « ses » Kurdes certains droits culturels, la Turquie tente d'éviter la réémigration, chez elle, des aspirations séparatistes.

Sur la question kurde, la communauté internationale s'est toujours montrée pusillanime. Ainsi les Kurdes s'estiment, non sans raison, injustement dévalorisés par rapport aux Palestiniens, beaucoup moins nombreux qu'eux mais bien moins oubliés. La France, qui jadis les a trahis, souhaite, comme l'a rappelé M. Mitterrand début mars, qu'on respecte aujourd'hui les droits du peuple kurde, en tant que minorité. Mais elle ne va pas jusqu'à soutenir son aspiration à l'autonomie à l'intérieur des frontières existantes.

Lire nos informations page 3

M0147 - 0330 0 - 6.00 F



Après la manifestation de Moscou, un nouveau défi à M. Gorbatchev

Les réformateurs russes préparent l'élection de M. Eltsine au suffrage universel

Le calme était revenu, vendredi 29 mars, à Moscou, à la suite de négociations entre le pouvoir et les partisans de M. Eltsine. Environ 200 000 Moscovites avaient pu manifester, la veille, sans incidents face aux forces de l'ordre qui les ont empêchés d'approcher du Kremlin. Réunis le même jour, les députés de Russie, après avoir voté largement en faveur de M. Eltsine, ont refusé de siéger « sous la menace des fusils ». Les parlementaires ont repris leurs travaux, vendredi, après le retrait des forces de l'ordre du centre de la capitale, selon Tass. Les démocrates russes veulent maintenant lancer un nouveau défi à M. Gorbatchev en organisant l'élection au suffrage universel de M. Eltsine à la présidence de Russie.

Haro sur le « trio maudit »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Peuple russe, combien de temps supporterez-vous encore la clique criminelle du Parti communiste ? » Un jeune homme discute tranquillement avec un groupe de militaires en brandissant au-dessus de leurs têtes une pancarte artisanale, portant cette inscription sacrilège dont plus personne ne s'offusque à Moscou. La manifestation organisée par le mouvement Russie démocratique, interdite puis tolérée par le pouvoir central, n'a pas encore commencé ; de petits groupes se forment au carrefour du boulevard circulaire et de la rue de Tver, l'ancienne rue Gorki,

la plus prestigieuse de la capitale, sur cette place Maïakovski, naguère lieu de rencontre des dissidents, qui se retrouvaient au poste avant d'avoir pu dévoter leurs banderoles.

Tout à l'heure, les manifestants seront 100 000, selon la police, 500 000 selon les organisateurs, 200 000 selon des estimations plus réalistes, rejoignant par un autre cortège qui s'est formé à quelques kilomètres de là sur la place de l'Arbat. Ils sont moins nombreux que le dimanche 10 mars, où ils avaient été plus de 300 000 à défiler sous les murs du Kremlin. C'est toutefois un succès pour les opposants à M. Gorbatchev, car cette foule tranquille a dû braver

les interdictions et les peurs accumulées depuis des décennies pour venir conspuer les dirigeants : Gorbatchev, promis à une retraite prochaine, et le « trio maudit » Pugo, Kravtchouk, Iazov - la police, le KGB et l'armée.

Pour dissuader les Moscovites de manifester, les autorités avaient mané, au sens propre du terme, la crosse et le bâton. Cioquante mille hommes avaient été déployés autour du centre historique de Moscou, des militaires, des forces du ministère de l'Intérieur, mais aussi des soldats de la célèbre division Tomanskaja et des élèves de l'Académie des blindés.

DANIEL VERNET
Lire la suite page 7

L'Albanie au seuil de la démocratie

A la veille des premières élections pluralistes le 31 mars les grandes villes semblent acquiesces à l'opposition

TIRANA

de notre envoyé spécial

Couché dans l'herbe en haut de la colline, le « brigadier » fume sa dernière cigarette de la journée. Un peu plus bas, une dizaine de femmes, coiffées blanches sur la tête, robe usée et souliers éculés, courbées le long d'un mince filet d'eau, arroseront le champ à l'aide d'une écuelle en fer. Intimidées par le journaliste de passage dans cette campagne à plus de 100 kilomètres au sud de Tirana, elles n'osent pas répondre aux questions et se penchent un peu plus vers la terre.

Heureusement, le « brigadier », qui est en fait le responsable de cette unité de travail, descend, sans se presser, pour nous accueillir. Les femmes acceptent alors une ébauche de dialogue. Oui, elles vont voter le 31 mars. Bien sûr qu'elles soutiennent le Parti du travail albanais (PTA, communiste), puisque celui-ci présente les meilleurs candidats... A propos, connaissent-elles le nom du candi-

dat du parti dans leur circonscription ? Non, avouent-elles avant que le brigadier ait eu le temps de répondre... « C'est le Parti du travail qui nous assure notre pain de tous les jours, affirme l'une d'elles. Et d'ailleurs, dans ma famille, tout le monde va voter pour lui. » Le « brigadier » acquiesce. Mais voilà qu'une petite fille - dix ans, treize ans ? - lance : « Mais maman, pourquoi tu dis que tout le monde va voter pour le Parti du travail ? » Puis, comme étonnée elle-même de sa propre impertinence, elle replonge dans les jupes de sa mère. Même le « brigadier » sourit.

Cette « tranche de vie » albanaise montre d'abord l'extrême pauvreté de l'agriculture de ce pays : chaque jour ces femmes doivent en effet marcher pendant plus d'une heure pour un salaire de 200 lèks (100 francs français) par mois. Elle illustre aussi le principe bien connu de la libération par le travail de la femme socialiste (et méditerranéenne). Elle explique

enfin les difficultés de tout pronostic à quelques jours des premières élections libres au pays des Aigles. Car quelques dizaines de kilomètres plus loin, les membres d'une coopérative agricole se grèvent nous disent tous qu'ils voteront pour le parti d'opposition, le Parti démocratique.

Certes, le loog de la route, on voit plus de « V » de la victoire, symbole du Parti démocratique, que de poings fermés. Certes, les « meetings » du Parti démocratique rassemblent davantage de monde et avec beaucoup plus d'enthousiasme que les « conférences » du Parti du travail. Certes, les grandes villes et certaines régions, notamment dans le Nord, semblent d'ores et déjà acquiesces à l'opposition. Mais comment voteront les centaines de milliers d'Albanois de la campagne, qui gardent souvent un silence prudent ? Tel est le mystère.

JOSÉ-ALAIN FRALON
Lire la suite page 6

L'inculpation de son chef de cabinet met en difficulté M. Michel Noir



L'affaire du cambriolage de la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre de M. Michel Noir, maire de Lyon, a été marquée, jeudi 28 mars, par l'inculpation des auteurs et organisateurs présumés de ce cambriolage, mais aussi de M. Bernard Sarroca, chef de cabinet du maire de Lyon. M. Sarroca, qui a été remis en liberté après son inculpation pour complicité de vol avec effraction et recel, a démissionné du poste qu'il occupait auprès de M. Noir. Cette affaire met évidemment en difficulté la maire de Lyon, tandis que les milieux politiques locaux restent silencieux ou manifestent leur embarras devant cette rocambolesque histoire.

Lire page 10 les articles de ROBERT BELLERET, BRUNO CAUSSE et JEAN-YVES LHOMEAU

Cités à la dérive

Les nouvelles violences de Sartrouville illustrent le mal-vivre des jeunes banlieusards

par Philippe Bernard

Vaux-en-Velin, Argenteuil, Sartrouville... Elle s'allonge, la liste des villes où les jeunes ne semblent trouver que la violence pour exprimer leur colère à l'égard d'un monde qui les exclut. Devant la gravité et la répétition de ces événements, la tentation est grande de les englober dans un vaste fourre-tout, où viendraient se mêler les questions d'urbanisme, de délinquance, d'emploi et... d'immigration.

L'assimilation, hâtive, risque de se révéler inopérante à l'usage. Les révoltés de la cité des « Indes » ne sont pas uniquement des « voyous » que dénonce le maire de Sartrouville. Et leur origine très majoritairement maghrébine n'est pas la cause principale de leur mal-vivre. Les jeunes Français « de souche » dont ils partagent l'errance ont réagi strictement de la même manière qu'eux : ils ont supporté ni la

réouverture du centre commercial sitôt le saog de leur camarade essuyé, ni les harangues du maire sur le thème de la délinquance - par ailleurs réelle - et de l'insuffisance des moyens de police.

Et s'ils évoquent d'abord les méthodes des sociétés de gardiennage et des supermarchés et l'absence totale de lieu de réunion dans une cité de 1 600 logements, leur agacement profond concerne leur avenir professionnel et social. Pourront-ils un jour aller vivre ailleurs que dans une cité-ghetto où le dernier bus passe à 20 h 30 ? Trouveront-ils une formation, puis un emploi autre qu'un « petit boulot » - celui de vigile par exemple - qui leur assure la reconnaissance sociale à laquelle ils aspirent ?

La réponse à ces questions vitales leur apparaît si évidemment négative, l'horizon à ce point bouché, que l'air, autour d'eux, devient irrespirable et le climat explosif.

Lire la suite page 9

Crise gouvernementale en Italie

M. Giulio Andreotti remet sa démission au président Cossiga

page 6

Un entretien avec le président du Parlement européen

M. Enrique Baron Crespo est favorable à une présence communautaire à l'ONU

page 4

Nouveaux horaires scolaires

A partir de la rentrée prochaine, des expérimentations seront autorisées dans les écoles primaires et maternelles

page 9

« Sur la vie » et le sommaire complet se trouvent page 30

ANDRÉ STIL
de l'Académie Goncourt

Gazelle

roman

Un homme, une femme et la sensualité d'un pays comme écrivain naturel de leur passion.



Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 250 DM ; Autriche, 32 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 70 p ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 375 p ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Après-guerre

« Il faut restaurer l'image internationale du Japon »

nous déclare l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Miyazawa

Ancien vice-premier ministre et chef de l'un des grands clans du Parti libéral-démocrate au pouvoir, M. Kichijirō Miyazawa, qui a été ministre des affaires étrangères, est l'un des hommes politiques japonais les plus en vue des questions internationales. Il avait été contraint de quitter ses fonctions de ministre des finances en 1988, à la suite du scandale Recruit, dans lequel était impliqué l'un de ses secrétaires.

Sortant progressivement de la retraite qu'il s'était imposée, M. Miyazawa a récemment proposé un « plan Marshall » pour le Proche-Orient. Il est l'un des deux ou trois figures du camp conservateur qui pourraient succéder à l'actuel premier ministre, M. Kaifu.

« Comment jugez-vous l'attitude adoptée par le Japon au cours de la crise du Golfe ? N'est-elle pas marquée par ses attitudes internationales ? »

« C'est la première fois, depuis la défaite, que le Japon a été contraint de réfléchir sur lui-même : il a dû prendre ouvertement parti et décider s'il participait ou non à une action collective. Nous l'avons fait, dans le cadre de notre Constitution.

« Sans doute, vu de l'étranger, semblons-nous avoir fait trop peu, et trop lentement. Le Japon a cependant donné une réponse adéquate, et nos partenaires doivent mesurer le chemin parcouru. Le processus de décision a été confus, contradictoire parfois, et beaucoup d'interrogations seraient pu être évitées. Mais la décision a été prise. Par rapport à ce qu'était le Japon avant le 2 août 1990, je crois qu'un

pas a été franchi. Notre réponse a été peut-être tardive, elle n'en représente pas moins, de notre point de vue, une étape importante.

« Le Japon entend-il être actif dans la reconstruction et la stabilisation de la région ? »

« Bien entendu. Mais nous devons aussi être prudents et ne pas apparaître comme ayant le profit pour principal objectif.

« Nous avons les mains propres »

« Quelles sont les grandes lignes de votre projet du Fonds de stabilisation et de reconstruction ? »

« La reconstruction de la région sera un problème énorme. La restauration de la stabilité des pays producteurs de pétrole concerne le Japon au premier chef, étant donné sa dépendance en matière pétrolière. L'Allemagne étant accablée par les problèmes de la réhabilitation, notre rôle n'en est que plus important.

« Nous avons commencé à fournir une aide économique à la région et aux pays d'Asie qui ont souffert du conflit, de la Jordanie à l'Égypte, en passant par le Pakistan ou les Philippines. La contribution japonaise à ce Fonds de stabilisation, qui n'est qu'une ébauche que nous discutons au sein de mon groupe parlementaire, devrait s'élever à plusieurs dizaines de millions de dollars.

« En vue d'un contrôle des ventes d'armes, seriez-vous partisan d'une révision de la politique d'assistance japonaise, en réduisant, par exemple, l'aide aux pays exportateurs d'armes ? »

« Nous avons les mains propres en ce domaine. Nous devons inciter les autres nations à contrôler le marché des armes et à ne pas répéter les mêmes erreurs. Cela dit, il est difficile d'aller jusqu'à réduire

l'aide aux pays qui vendent des armes. Nous serions dans une situation impossible, à l'égard notamment de la Chine. Quant aux pays qui importent des armements, nous nous trouverions dans une situation assez délicate avec ceux qui se fournissent aux États-Unis. Je pense que, dans une première étape, il faut parvenir à une ouverture du marché des armes, permettant de savoir en moins qui achète quoi, et à qui.

« La guerre au Proche-Orient a confirmé la primauté des armes sur la diplomatie dans la résolution des conflits. Dans un tel contexte, comment le Japon, qui ne possède pas d'armes, peut-il exercer son rôle ? »

« La fin de la guerre froide a eu deux effets : elle a aggravé les risques de guerre locale, mais elle a donné aussi une place nouvelle aux Nations unies. Celles-ci ont agi efficacement dans la crise du Golfe, et leur rôle devrait être renforcé. C'est dans ce contexte que le Japon peut peser d'un certain poids. Cette crise a été un test pour l'ONU comme elle l'a été pour le Japon.

Il faut cesser d'atémoyer

« Pensez-vous que le Japon puisse avoir un jour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ? »

« Je n'y compte pas beaucoup. Le Japon ne disposant pas de moyens militaires, ne pense pas qu'il puisse apporter une grande contribution au Conseil de sécurité. Sans doute est-ce là une opi-

nion minoritaire dans le monde politique japonais, généralement favorable à une révision de la Charte.

« Ce dont on doit être sûr, c'est qu'il n'est pas question que le Japon devienne une puissance militaire. Si un jour l'ONU disposait d'une force armée qui lui soit propre, alors le Japon pourrait éventuellement y contribuer, même militairement. En attendant, notre rôle ne peut consister qu'à contribuer au maintien de la paix et de la stabilité mondiales par une assistance aux pays dans le besoin, en réduisant les disparités Nord-Sud et ainsi, peut-être, les risques de conflit.

« Si demain vous deveniez premier ministre, quelle serait la première tâche que vous vous assigneriez ? »

« La manière dont a été gérée la crise du Golfe démontre que le gouvernement a trop délégué sa responsabilité à l'administration. Celle-ci est certes efficace, mais elle ne peut faire face à des situations exceptionnelles. La gestion des affaires au Japon est moins flamboyante, dirais-je, qu'elle ne l'est en Occident : elle tient davantage de la coordination.

« Mais il faut aussi, dans certaines circonstances, cesser d'atémoyer. Ce serait un premier point. Le second : restaurer l'image internationale du Japon. La perte de crédibilité que vous évoquiez est due précisément au facteur précédent : la crise du Golfe était l'occasion, insuffisamment exploitée à mon sens, de faire reconnaître la position spécifique du Japon sur la scène internationale. Il serait temps de le faire. »

Propos recueillis par PHILIPPE PONS

Réformer l'ONU ?

par Jean-Pierre Cot et Alain Pellet

ALORS que la Charte de l'ONU a enfin trouvé un commencement d'application en ses dispositions essentielles au cours des semaines écoulées, d'anciens réclament aujourd'hui la réforme de l'organisation au nom du droit international.

Les Nations unies sont un instrument au service d'une volonté politique. Le droit peut être un moyen de faire aboutir celle-ci ; mais il ne saurait être l'unique. Les données du problème et de penser que cet instrument et cette volonté puissent être exclusivement au service du droit.

Le droit n'existe pas en soi. Résultat d'un débat politique, il est mis en œuvre par des autorités politiques. Il est, dès lors, parfaitement normal que le Conseil de sécurité définisse le cadre de l'action des États. C'est son rôle ; ce n'est pas celui de la Cour internationale de justice, qui, pour sa part, n'est pas chargée de poser des règles juridiques, mais de les interpréter et les organes politiques de l'organisation en ressentent le besoin, ou de trancher des litiges entre États si ceux-ci consentent.

L'ordre international doit être fondé sur le régime du droit. Mais « la paix par le droit » n'en demeure pas moins une dangereuse illusion si le slogan signifie qu'il existe un droit immuable que seuls pourraient mettre en œuvre des tribunaux, qui n'existent pas, comme le serait aussi l'espoir, pour l'instant vain, d'une sorte de gouvernement mondial assuré par les Nations unies.

Une technologie de la paix

L'ONU n'est pas, pour autant, dépourvue de moyens d'action et peut mettre à la disposition des parties aux conflits qui déchirent les États « une technologie de paix » dont elle a acquis la maîtrise, et contribue ainsi à résoudre la paix.

Au-delà du conflit entre l'Irak et le Koweït, l'ONU peut aussi servir de cadre à la recherche de solutions à d'autres problèmes : s'agit-il du Proche-Orient ou ailleurs ; elle ne peut les imposer. Elle peut contribuer à l'indispensable dialogue israélo-palestinien ; elle ne peut y suppléer. Elle peut adopter des résolutions on des décisions adressées à Israël, à la Syrie ou au Liban, à la Turquie (au sujet de Chypre), au Pakistan et à l'Inde (à propos du Cachemire), voire à l'Argentine et au Royaume-Uni en ce qui concerne les Malouines.

Dans l'affaire du Koweït, les principes du droit ont correspondu aux intérêts des plus puissants et ont, par l'habile utilisation qui en a été faite, contribué à affermir la sécurité. Tant mieux. Mais cette conjonction des intérêts et du droit est exceptionnelle ; un hasard ne suffit pas à fonder « un nouvel ordre international » dont le droit serait l'alpha et l'oméga.

L'ONU ne pourra renouveler une opération de sécurité collective de ce genre que si on lui donne le moyen de le faire. Y est-on prêt ? Rien n'est moins sûr.

Le 6 mars, le président Bush a, dans une belle envolée lyrique, prophétisé que « les Nations unies, libérées de l'impasse de la guerre froide, sont en mesure de réaliser la vision de leurs fondateurs ». Fort bien. Mais les États-Unis, qui, par l'acharnement de l'administration Reagan à démolir le « machin », ont placé l'organisation en état de cessation de paiement et ont refusé de démanteler son personnel, sont-ils maintenant prêts à remplir leurs obligations financières ? Forts de l'affirmation

renouvelée de leur écrasante supériorité politique et militaire, sont-ils disposés à laisser l'ONU jouer un rôle autonome et remplir sa fonction essentielle de légitimation de manière objective et pas seulement lorsque le sentiment commun ou largement majoritaire correspond à leur volonté et à leurs intérêts ? Au surplus, nul ne sait combien de temps se maintiendra le consensus qui a rendu possible l'action du Conseil de sécurité au cours du semestre écoulé. Une certaine impartialité de l'organisation est condition de sa légitimité, donc du maintien de consensus nécessaire à son action.

Les moyens d'agir

D'excellents esprits recherchent le moyen de tourner le problème et proposent une réforme de la Charte, qui serait d'abord celle du Conseil de sécurité, au sein duquel on supprimerait les privilèges des Cinq Grands, permanence et veto. C'est jouer les Diables de l'internationalisme et se voiler la face devant les réalités : le texte adopté en 1945 présente l'avantage de réaliser un équilibre entre les différents groupes d'États : entre les puissances – eux-mêmes reconnus des privilèges qui correspondent à leur puissance – et les faibles – qui bénéficient du privilège du nombre ; entre le Conseil de sécurité, gardien de la paix et de la sécurité, et l'Assemblée générale, porteuse des espoirs de tous. Toucher à ces équilibres subtils, c'est s'exposer à défaire, brutalement, tout l'édifice.

D'autres bonnes âmes préconisent, au contraire, l'augmentation du nombre des membres permanents du Conseil de sécurité. Outre que cela n'est guère compatible avec l'abolition des privilèges dont rêvent certains, ce serait s'engager dans une voie sans issue. Quel critère retiendrait le seul conservateur, fondé sur l'engagement dans des opérations de sécurité collective, ne conduit certainement pas à offrir, aujourd'hui, un siège permanent à l'Allemagne ou au Japon, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont restés discrets dans les mois précédents.

Le moment est mal choisi pour proposer des réformes de la Charte, de toute façon, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont, juridiquement, les moyens de s'opposer – et ils le feront. Il est, surtout, assez paradoxal d'envisager une révision de la Charte alors que, pour la première fois, les Nations unies ont démontré, avec éclat, qu'elle pouvait être appliquée, telle qu'elle a été conçue, efficacement et de manière satisfaisante.

Il y a mieux et plus urgent à faire. Dans l'immédiat : construire la paix. À plus long terme : donner à l'ONU les moyens de ses objectifs, notamment en utilisant mieux, plus complètement et plus systématiquement toutes les possibilités offertes par la Charte. Faire face en période de crise exceptionnelle est une chose ; assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales pour les années à venir, en évitant, justement, des crises de l'ampleur de celle qui vient d'ébranler le monde, en est une autre. Il y a donc de la volonté et de la persévérance.

► Jean-Pierre Cot est ancien ministre et député au Parlement européen. Alain Pellet est membre de la Commission du droit international de l'ONU. Ils ont assuré la direction du commentaire, article par article, de la Charte des Nations unies, dont la seconde édition vient de paraître aux éditions Economica.

COURRIER

Dévergondages

UNE des victimes de la guerre du Golfe a été la langue française. Il suffit d'écouter radio et télévision pour en être malheureusement persuadé. La (faible) importance de la France et sa (modeste) participation à cette guerre sont, entre autres, des causes de l'invasion des ondes de toutes sortes par le langage anglais.

Déjà et depuis le mot le plus simple et le plus éblouissant de notre langue, le *oui* qui affirme qu'on a écouté, qu'on a compris, qu'on est d'accord. Remplacé par *nimporte quoi* : « C'est-à-dire ? Absolument. »

Cependant, si on pouvait être si relativement insouciant, on ne s'en rendrait pas compte. On ne s'en rendrait pas compte car ce qui est une valeur absolue. Ou bien la réponse est : *tout à fait, complètement* ; ou encore ce n'est pas : *effectivement, ou cinq sur cinq*, qui font militaire.

On pourrait croire qu'une troupe est placée quelque part, qu'elle a y trouva ou y a pris position, ou simplement qu'elle y est. Déterminez-vous, elle y est positionnée, ce qui permet de la localiser. On a même entendu que des prisonniers étaient mal-nutris (ou nutrits). Ne nous en étonnons pas puisque les artistes, de leur côté, peuvent être nomades.

Il n'y a plus d'occasions, seulement des opportunités. La logique n'a plus rien de commun avec la logique. C'est la

raison pour laquelle, remplacé, c'est pourquoi. Il ne suffit pas de dire que l'évaluation coïncide et est supérieure, il faut dire qu'au niveau des forces aériennes, les armées de la coalition ont fait preuve d'une écrasante supériorité qui ne laissait aucune chance à l'adversaire. Voilà qui fait bien, et qui permet de gagner du temps. On aurait pu dire aussi bien : *sur le plan de...* sans plus de considération de plan que de niveau. L'un s'investit dans un problème dont il a tenté l'approche après s'être senti concerné ; l'autre se sent interpellé au niveau de son vécu.

Chaque soir, on ne nous souhaite pas une bonne soirée ni même une très bonne soirée, mais une très, très bonne soirée. Que sera-ce quand la soirée sera vraiment bonne ? On n'aime pas, pour le moins on adore. Le prétexte bavard de service ne comprend-il pas que, à force d'être gais, ces euphoriques n'ont plus aucun poids ?

Il paraît que les écoles, les collèges, les lycées ont des difficultés ; c'est probable. Les coupables, c'est vous, mesdames et messieurs qui disposez d'un micro. Coupables de la décadence de la pensée en France.

O. HATZFELD
Montreuil (Seine-Saint-Denis)

Conducteurs sous surveillance

Décidément, l'irrationalisme se conjugue à la mauvaise foi : les nouvelles mesures concernant la « sécurité routière » en sont un lamentable exemple.

A qui fera-t-on croire, en effet, que repasser son permis améliorera la conduite du malheureux qui aura perdu ses six points, puisque tout le monde sait qu'il ne s'agit que d'un b-a-ba et que la vraie capacité de conduire s'acquiert avec l'expérience ?

A qui fera-t-on croire, également, que les stages de « recyclage » prévus, obligatoires et payants, pourront servir à autre chose qu'à punir ?

Enfin, à qui fera-t-on croire que de se sentir à la merci de multiples

pièges, de plus en plus sophistiqués, comme à la guerre, le conducteur sera plus sérieux, plus essentiellement à la conduite d'une automobile ?

En fait, si « on n'a pas de pétrole », « on n'a pas plus d'idées ». Le manque d'imagination, de créativité, de nos ministres, de dévouement, devient inquiétant.

D'autant qu'il pénalise, une fois de plus, les gens modestes. Car rien n'est impossible à celui qui peut payer les amendes, les inscriptions au permis, un chauffeur si nécessaire ; pas les contrôles obligatoires pour les voitures de plus de cinq ans, évidemment, puisqu'il en change beaucoup plus souvent !

JEAN-PIERRE GRANDJEAN
Cort.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Télax : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Télax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimeur
du « Monde »
12, r. M. Gumbert
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-23-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS PP. Paris RP

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	406 F	572 F	798 F
6 mois	789 F	1 123 F	1 569 F
1 an	1 490 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AFRIQUE

Allégresse vite retombée au Mali

Déception de la population et de l'opposition civile
devant la récupération du pouvoir par les militaires

BAMAKO

de notre envoyée spéciale

Le vent d'allégresse, qui avait salué la chute du président Moussa Traoré ce début de semaine, est rapidement retombé. Les félicitations officielles et les hommages solennels que la junte militaire adresse quotidiennement au « peuple » et aux « associations démocratiques », ont pris une saveur cruellement ironique.

Le Mali est sommé de prendre le pli. Celui des uniformes aux couleurs de la junte. La télévision d'Etat, dont le principal talent réside dans ses facilités d'adaptation comparables à celles du caméléon, fournit un des plus beaux exemples de ce changement de ton.

Depuis le mercredi 27 mars, le chef officiel de la junte, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, a droit, sur le petit écran, aux faveurs qu'on réserve d'habitude en Afrique au chef d'Etat en titre. Lui, pourtant, ne l'a pas. S'il préside, formellement, le Comité de réconciliation nationale (CRN) — nom de baptême que s'est choisi l'équipe des officiers putschistes, — les « Monsieur le Président » qu'il débite le présentateur à longueur de bulletin, ne laissent guère de place au doute. Les déplacements quotidiens de cet officier — ici, lors d'une cérémonie « à la mémoire des victimes des émeutes », là, à l'issue d'une rencontre avec les dignitaires musulmans — occupent désormais l'essentiel du journal télévisé. Quant aux « associations démocratiques » de l'opposition, elles doivent se contenter de la portion congrue. Jeudi soir, la Radio Télévision Malienne (RTM) n'a pas jugé utile de diffuser la moindre image du retour de M. Tal, l'un des plus importants figures de la vie politique

malienne, qui tenait à Bamako sa première conférence de presse après s'être exilé en France.

Selon des sources officielles, proches de l'ancien régime, le véritable « homme fort » de la junte militaire n'est pourtant pas, malgré les apparences, celui qui la préside. Le véritable chef d'orchestre serait le lieutenant-colonel Oumar Diarra, alias « Birus », ancien aide de camp du président Moussa Traoré, dont il était devenu, au fil de douze années d'étroite collaboration, le conseiller numéro un. « Sans lui, jamais le coup d'Etat n'aurait pu avoir lieu », affirme-t-on à Bamako.

« Amicale des promotionnaires »

C'est à l'école militaire de Kien (en Union soviétique) que cet officier, d'origine peule, a débuté sa formation. « Il y a passé sept années avant de retourner au Mali », raconte un de ses proches. Et c'est sur les conseils des Soviétiques que le président Traoré décida, en 1979, de prendre « Birus » comme aide de camp. Une position privilégiée qui permet au jeune officier de faire comme à des postes importants plusieurs de ses anciens compagnons de promotion. C'est ainsi que l'actuel président du CRN est intégré chez les parachutistes — lesquels deviendront, quelque temps plus tard, le noyau dur de la garde présidentielle, les fameux « brats rouges ».

En 1987, « Birus » prend le galon : il est nommé directeur de la Sécurité d'Etat — ce sont les fonctions s'apparentant à celles de services secrets et des renseignements généraux. Homme de confiance du

président, il le coovaine de désigner, deux ans plus tard, en 1989, un autre de ses compagnons de promotion, Anatole Sangaré, à la direction de la police nationale. Ce dernier figure également aujourd'hui parmi les membres du CRN. Cette même année, « Birus » retrouve, une seconde fois, sa place d'aide de camp. « Tous les officiers qui voulaient une audience avec le président Traoré, dit-on, devaient passer par « Birus » ; c'est lui qui décidait ».

Doté, en outre, de ceux qui le fréquentaient, d'une « intelligence exceptionnelle », cet officier de quarante-trois ans, au « tempérament renfermé » et à l'impassibilité légendaire, a-t-il vraiment été le cerveau du putsch victorieux du 25 mars ?

Les terribles émeutes des 22 et 23 mars ont servi de détonateur. Les futurs putschistes mettaient rapidement leur plan au point. « Moussa était fini et il le savait. Mais ça l'a rendu fou : il était prêt à faire tout pour sauver le régime », raconte un de ses proches. Et leur image que les organisateurs du complot décident alors d'intervenir ? Le succès, en tout cas, est complet.

« Lundi, en début de soirée, « Birus » est monté au palais de Koulouba. C'est lui, et lui seul, qui a réussi à convaincre Moussa. Affirmant au président que sa sécurité serait mieux assurée s'il rejoignait la base aérienne et que, de là, il serait plus aisé de quitter le pays, il a fait réunir la plupart des ministres et des cadres du parti... » Tous les gros poissons du régime, le chef de l'Etat le premier, sont ainsi tombés dans le filet. « Le palais était encerclé : quand il est sorti, Moussa a vu les soldats, prêts à tirer. Il a compris tout de suite,

mais il était trop tard... » Cette version de l'histoire, difficile à authentifier, alimente toutes les conversations des cercles « éclairés ». En fait, le Comité de réconciliation nationale, le CRN pourrait être réassemblé, pour reprendre le vocabulaire local, « amicale des promotionnaires ». Les méchantes langues ajoutent que le chef officiel de la junte est rentré de France — où il complétait sa formation d'officier à l'école militaire — il y a seulement quelques semaines.

Comme la plupart de ses pairs, le « brillant lieutenant-colonel Toumani Touré » n'a pas grand chose à voir avec la génération vieillissante du « lumpen militaire » africain, terme inventé dans les années 80 pour qualifier l'ancien dictateur ougandais, Idi Amin Dada.

« Un état fort »

Le président du CRN et sa douzaine de compagnons ont plutôt le profil des Thomas Sankaré : des militaires modernes et cultivés. L'informaticien serait, dit-on, la marotte favorite du lieutenant-colonel Oumar Diarra.

Mais, pour l'homme de la rue, moderne ou pas, un militaire reste avant tout un militaire : ce n'est pas après avoir subi, pendant vingt-deux ans, « la tyrannie » du général Moussa Traoré, que l'on peut accepter de gaieté de cœur l'instauration d'un nouveau régime militaire.

« L'armée, on n'en veut plus ! un militaire au pouvoir, ce n'est rien d'autre qu'un sanguinaire... Regardez ces cadavres : ça ne suffit pas comme preuve ? » fulmine un étu-

diant en médecine de l'hôpital Gabriel-Touré. Sur le carrelage rougi de sang, huit corps de jeunes garçons sont alignés côte à côte. Ils ont les yeux ouverts. L'un d'eux a eu le crâne décalotté par la mitraille. « C'est après avoir tué les civils qu'ils se mettent avec l'opposition. Et ils pensent qu'on va accepter ça ? » lance encore l'étudiant.

« L'heure n'est plus au procès, mais à l'action », a déclaré, jeudi, le président du CRN. Ce doit le Mali à « besoin », à présent, c'est « du multipartisme » et « d'un Etat fort », a-t-il ajouté. A l'évidence, le dialogue avec le Comité de coordination des « associations démocratiques » (les civils) connaît quelques ratés. L'ancienne opposition au régime du président Moussa Traoré a publiquement exigé, ce même jeudi, que le futur gouvernement de transition compte quatre militaires et trente-quatre civils. Les moyens de pression, malotruant que la rue a retrouvé un semblant de calme, paraissent cependant bien limités. Les syndicalistes de l'Union nationale des travailleurs maliens (UNTM) dénonçant « les tentatives avouées et insouffertes de récupération » du pouvoir, ont promis d'organiser prochainement des « meetings de mobilisation ».

Pratiquement inexistantes hors de Bamako, l'ex opposition aura du mal, de ce point de vue, à concurrencer l'armée. Jeudi, des renforts militaires sont arrivés dans plusieurs villes du pays, notamment à Ségou. Et la junte vient de décider de maintenir à leur place tous les anciens gouverneurs de province et tous les directeurs de cabinet. La partie de bras de fer ce fait que commencer.

CATHERINE SIMON

NIGÉRIA

Plus de vote secret

Les Nigériens voteront à l'avenir en se plaçant au fil indien devant l'affiche de leur candidat et non en glissant un bulletin dans l'urne.

Le Conseil de gouvernement des forces armées, instance suprême du pays, a pris cette décision pour les futures élections nationales, fédérales ou présidentielles. Après vingt ans de régime militaire, la junte au pouvoir s'est engagée à transmettre le pouvoir aux civils en octobre 1992 et a créé deux partis, qui devront former un gouvernement.

Ce système de vote public a déjà été utilisé pour des élections locales en décembre dernier : les partisans avançant qu'il permet de lutter contre la fraude mais ceux qui défendent la vote secret soulignant que cela dissuade les électeurs de participer au scrutin : an décembre, le nom des votants avait été évalué à 20 % seulement de l'électorat. — (AFP, Reuters.)

ZAIRE

Début du procès des responsables présumés du massacre de Lubumbashi

Reporté à deux reprises, le procès des responsables présumés du massacre commis en mai 1990 à l'université de Lubumbashi (capitale de la province du Shaba) s'est ouvert, jeudi 28 mars, à Kinshasa.

Pour avoir commandité une expédition punitive contre des étudiants, l'ancien gouverneur du Shaba, M. Koyagalo Nkase Te Gengombo, comparait avec une dizaine d'autres accusés. Dans la nuit du 11 au 12 mai 1990, un commando masqué d'hommes armés de couteaux, de machettes et d'armes automatiques avait fait irruption dans l'université pour « donner une leçon à des étudiants réfractaires ». Ces incidents avaient fait un mort et une trentaine de blessés, de sources officielles. Mais pour Amnesty International et la presse belge, le bilan aurait été de plusieurs dizaines de morts.

L'affaire avait fait grand bruit allant jusqu'à provoquer la mise en veilleuse de la coopération belge-zaïroise et le report du sommet de la francophonie prévu initialement à Kinshasa et qui pourrait se tenir à Paris en novembre prochain. — (AFP.)

BÉNIN

Le président élu a été hospitalisé à Paris

Trois jours après son élection à la présidence du Bénin, M. Nicéphore Soglo, cinquante-six ans, a été admis, jeudi 28 mars, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris. Selon ses proches, il souffre d'une fièvre typhoïde et d'une sciatique.

M. Soglo a quitté Cotonou mercredi soir à bord d'un avion français du GLAM (Groupeement des liaisons aériennes ministérielles). Son porte-parole, M. Théodore Holo, a annoncé à la radio qu'il serait de retour dans la capitale béninoise pour la cérémonie d'investiture prévue pour lundi prochain, mais on doute à Paris qu'il puisse rentrer aussi rapidement. L'annonce de son départ a immédiatement relancé les interrogations de la classe politique béninoise sur la capacité physique de M. Soglo à assumer à court terme la charge de l'Etat. — (AFP.)

○ CAMEROUN : mesures de clémence en faveur des détenus politiques. — Le chef de l'Etat camerounais, M. Paul Biya, a décidé de prendre des mesures de clémence en faveur de détenus politiques, a-t-on annoncé jeudi 28 mars de source officielle, sans préciser le nombre des prisonniers qui co-bénéficieront. Ces mesures concernent d'abord les personnes impliquées dans la tentative de putsch de 1984 contre le Président Biya, mais elles s'étendent également à tous les autres détenus politiques, ont indiqué des sources proches de la présidence. — (AFP.)

DIPLOMATIE

Un entretien avec le président du Parlement européen

« Une présence communautaire à l'ONU marquerait un pas décisif vers la politique extérieure commune » nous déclare M. Enrique Baron Crespo



naulaire, afin qu'il y ait une prise de position commune. Une présence communautaire à l'ONU marquerait un pas décisif vers la politique extérieure et de sécurité commune. Dans un premier temps, il serait souhaitable que la Grande-Bretagne et la France soient capables d'exprimer la voix de la Communauté.

— Pendant la crise du Golfe, le Parlement européen s'est-il montré responsable ?

— Pendant la crise, le Parlement s'est montré responsable et passionné. Mais il faut tenir compte du fait qu'il n'y a pas de majorité gouvernementale, pas de gouvernement qui le contrôle. C'est donc un Parlement très libre.

— Eviter un retour à une « Sainte-Alliance » ?

— Libre ou irresponsable ?

— Je parlais de l'irresponsabilité démocratique de la Communauté, pas de celle du Parlement européen. Le Parlement a un désavantage : le conseil européen discute à huis clos, alors que le Parlement

s'exprime en public. Nous sommes en train de bâtir des déséquilibres et des déficiences du fonctionnement des institutions communautaires. Le problème, c'est que chez nous on le voit plus clairement parce que c'est ouvert à tous.

— Parmi les réformes à venir, il est fortement question de renforcer le conseil européen en le dotant d'un secrétariat permanent aux moyens conséquents. Craignez-vous que cela se fasse au détriment du Parlement ou de la Commission ?

— On est en train de discuter de la possibilité de mettre en commun les attributs essentiels des Etats : les finances, la monnaie, la sécurité, la défense. L'imagine que ces chefs de gouvernement et d'Etat n'entendent pas aller au chômage politique. Donc, cette évolution se confirme, le conseil européen absorbera le conseil des ministres, qui deviendra son secrétariat. Le danger, c'est d'évoluer vers un directoire qui serait un peu un retour à une « Sainte-Alliance ». Pour le Parlement européen, c'est la question de savoir si l'on est capable de créer un véritable partage du pouvoir législatif entre le Parlement et le Conseil des ministres.

La question du siège

— Vous croyez que le Parlement obtiendra une telle co-décision dès la fin de la conférence intergouvernementale sur l'union politique ? Apparemment, la plupart des Etats membres ne le souhaitent pas.

— C'est un long processus, et on a déjà fait des pas importants. Il y a des propositions sur la table qui sont très intéressantes : l'Allemagne est assez équilibrée, l'Italie, comme d'habitude, est très avancée, il y en a d'autres. Je suis sûr qu'il y a des réticences, et il sera anormal qu'au début de ce processus nous soyons déjà tous d'accord.

— Croyez-vous que le Parla-

ment va jouer un rôle important dans le processus d'union économique et monétaire (UEM) ?

— L'UEM ne peut pas être la consécration d'une espèce de syndicat ou de club des banquiers ou des ministres de l'économie et des finances, — si importants soient-ils. Il est fondamental d'exercer un contrôle démocratique sur ce processus. Nous y sommes déterminés. Ce n'est pas seulement le problème du Parlement européen. Est-ce que tous nos parlements et tous nos gouvernements vont être dessaisis en faveur d'un groupe de gens qui seraient un peu les gardiens du temple de l'argent ?

— La thèse du Parlement, c'est l'autonomie de la banque centrale. Nous préférons le mot « euro-monie » au mot « indépendance » parce que cette banque doit rendre des comptes, et elle doit le faire dans un contexte démocratique.

— Pour ce qui est du siège du parlement, chacun connaît votre préférence pour la capitale belge. A terme, le parlement sera-t-il installé à Bruxelles ?

— On me fait là un faux procès. On ne peut pas trouver, depuis que je suis arrivé à la présidence, une déclaration dans laquelle j'affirme ma préférence pour Bruxelles. Ce que je dis, c'est qu'il faut réformer sans délai les procédures, et je m'y applique. Il est impossible d'avoir un Parlement qui ne siège que quarante-huit jours par an en séance plénière.

— En tant que parlementaire européen espagnol, vous préférez siéger à Bruxelles ou à Strasbourg ?

— Aussi près que possible du conseil et de la Commission. L'important, c'est d'avoir un dialogue permanent. Si le conseil était capable de faire face à ses responsabilités — et depuis trente ans, on attend sa décision, — nous pourrions arriver à un accord.

Propos recueillis par MARCEL SCOTTO et MARIE-PIERRE SUBTIL

EN BREF

○ Le roi Hussein à Paris pour tenter de rompre l'isolement de la Jordanie. — Le roi Hussein de Jordanie a entrepris, jeudi 28 mars à Paris, une visite de travail de deux jours dans l'espoir de sortir son pays de l'isolement diplomatique et économique dans lequel il se trouve en raison de son alliance avec l'Irak. Le souverain jordanien, qui devait être reçu vendredi par le président Mitterrand, rencontrera également le premier ministre M. Michel Rocard, le ministre de la Défense M. Pierre Joxe ainsi que le ministre des affaires étrangères, Roland Dumas. Le fait que le roi Hussein — qui a déjà été reçu par M. Mitterrand le 3 septembre et le 5 novembre derniers — ait choisi Paris pour sa première visite dans un pays occidental depuis la fin de la guerre du Golfe, s'explique par les déclarations en point et la position positive adoptées par la France à l'égard du problème palestinien, a déclaré un haut responsable jordanien. — (AFP, AP.)

○ Le groupe de Schengen supprime l'obligation de visa pour les Polonais. — Les six pays du groupe de Schengen (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Italie) devaient signer vendredi 29 mars, à Bruxelles, un accord levant l'obligation de visa pour les ressortissants polonais le 8 avril prochain, a-t-on appris de source officielle à Bonn. — (AFP.)

○ M. Michel Rocard en visite en Suisse. — Le premier ministre, M. Michel Rocard, a « comblé une lacune » en accomplissant, mardi 26 mars, une journée de travail à Berne, la première d'un chef de gouvernement français depuis l'avènement de la V^e République. M. Rocard s'est notamment montré disposé à soutenir le projet de liaison TGV Mâcon-Genève, à condition que Berne participe à son financement.

○ Le ministre soviétique des affaires étrangères en visite à Tokyo. — Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Gromyko, est arrivé vendredi 29 mars à Tokyo pour mettre au point les derniers détails de la visite du président Mikhail Gorbatchev au Japon, prévue du 16 au 19 avril. Le contentieux territorial des Kouriles devrait figurer au centre de la visite de M. Gromyko. — (AFP.)

ITALIE : les partis de la coalition en désaccord sur le rôle du chef de l'Etat

Démission du gouvernement de M. Giulio Andreotti

Le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a annoncé, vendredi matin 29 mars, la démission de son gouvernement de coalition. Les cinq partis (démocrate-chrétien, socialiste, républicain, social-démocrate et libéral) sont en désaccord, notamment sur le mode d'élection du chef de l'Etat et le rôle joué par l'actuel président de la République, M. Francesco Cossiga, dans la vie politique italienne. M. Andreotti a cependant déclaré que, ces problèmes « une fois clarifiés », les cinq formations étaient disposées à travailler de nouveau ensemble « avec un nouveau programme » jusqu'en 1992, terme de la législature.

ROME

de notre correspondant

Pour un catholique comme Giulio Andreotti, le président du conseil italien, tomber un vendredi saint doit sans doute vouloir dire quelque chose. Sans doute est-il destiné à se succéder à lui-même. Peut-être pas dans les trois jours qui viennent, mais qu'à cela ne tienne... La crise fatale au quarante-neuvième gouvernement en quarante-cinq ans de vie républicaine n'est ni inattendue, ni porteuse d'une rupture définitive. Loin de là. Les secrétaires des partis de la majorité qui le soutient ont déjà confirmé, jeudi après-midi, leur volonté de collaborer à nouveau avec le président du conseil sortant. Mystères de la politique romaine... La crise était dans l'air depuis quelque temps.

Exactement depuis le 14 mars dernier, lorsque M. Bettino Craxi, secrétaire du Parti socialiste — principal allié des démocrates-chrétiens au sein de la coalition, — avait annoncé qu'il trouvait que l'équipe gouvernementale en place commençait à s'essouffler.

C'était peu dire. Trois ministères vacants (dont deux à la suite du décès de leur titulaire), la fin de la période de retraite imposée par les événements du Golfe et le rapprochement des échéances électorales de 1992 (législatives, choix par le Parlement d'un nouveau président de la République) étaient en fait autant de raisons pour déclencher des manœuvres de repositionnement des partis et de leurs dirigeants au sein de la coalition. Manœuvres auxquelles, en Italie, on se livre assez régulièrement.

« Interventionniste » ou « incolore »

L'éventuelle possibilité de résoudre le tout à l'amiable, c'est-à-dire par un remaniement ministériel et la signature d'un nouvel accord entre les partenaires de la majorité a dû être abandonnée au début de la semaine à cause de l'apparition tout à fait inattendue d'un phénomène jusqu'ici étranger à la politique italienne : l'entrée en scène d'un président de la République « interventionniste ». De chef d'Etat « incolore » et discret — respectueux jusqu'à l'extrême limite de l'effacement auquel la Constitution oblige les chefs d'Etat en Italie, — M. Francesco Cossiga a fini par assumer, au fil des mois et des polémiques, le rôle de véritable grain de sable dans les rouages bien huilés de la politique politique...

Le week-end dernier, en l'absence de Giulio Andreotti, en voyage à l'étranger, on a pu assister ainsi, trois soirs de suite, à des performances télévisées du président qui a exploité son talent oratoire pour se faire entendre. Que ce soit sur des affaires en cours, comme le réseau secret antimafia « Gladio » ou des scandales exhumés du passé tel le prétendu patriotisme de certains adhérents de la loge maçonnique P 2 ou encore sur la situation politique actuelle — il y aurait, selon M. Cossiga, un complot pour le faire démissionner. Ces propos ont suscité beaucoup de remous et un résultat tangible : un simple remaniement ne pouvait suffire.

M. Bettino Craxi, le chef du Parti socialiste (PSI), dont le cheval de bataille est, depuis quelques années, la réforme du système politique dans un sens présidentiel, a pris le relais du président. Les critiques de M. Cossiga relatives au mauvais fonctionnement de la vie politique italienne — critiques qui semblent trouver un large écho dans l'opinion publique — ont été utilisées par le leader socialiste pour renforcer sa propre idée. Son accord de participation au futur gouvernement pourrait en fait passer par l'acceptation, par ses partenaires de la coalition, du principe d'un référendum sur le régime présidentiel.

On saura dans les prochains jours si M. Andreotti, démocrate-chrétien, est prêt à payer ce prix en dépit des réticences que provoque, au sein de son propre parti, l'idée d'un « président à la française ».

(Interim.)

Les présidents des six Républiques amorcent le dialogue à Split

YUGOSLAVIE

Afin de tenter de sortir de la crise dans laquelle se débat le pays, les six présidents des Républiques yougoslaves se sont rencontrés, jeudi 28 mars à Split, sur la côte dalmate, en Croatie. C'est la première fois que ces dirigeants se retrouvent en dehors de la présidence fédérale pour discuter du devenir du pays. Ces entretiens ne sont qu'un premier pas et seront suivis de cinq autres, dans chacune des Républiques, en cours des deux mois à venir.

SPLIT

de notre envoyé spécial

Personne ne s'attendait à ce que cette première rencontre dégage un accord sur l'essentiel. Mais le simple fait que les six hommes se soient assis pendant plus d'une demi-journée à la même table dans la villa Dalmatia (une des anciennes résidences de Tito), qu'ils aient accepté de poursuivre le dialogue, comme l'indique le communiqué final et qu'ils se soient présentés tous ensemble devant la presse, est déjà considéré comme un succès, moins d'un mois après les affrontements du 9 mars à Belgrade qui ont fait planer les risques d'une intervention militaire.

La réunion de Split n'a pas été qu'une simple prise de contact. Elle a permis à chacun d'exposer ses vues sur l'avenir du pays, de mettre le doigt sur les divergences (profondes) et de se poser les questions à examiner. Des ébauches de compromis se sont même esquissées sur certains points, aux dires du porte-parole de la présidence croate, M. Mario Nobilo. Une voie pourra-

elle être trouvée vers le consensus ? Cela paraît difficile au vu des positions toujours opposées de la Serbie, d'une part, qui veut le maintien de la Fédération, de la Croatie et de la Slovénie de l'autre, qui sont favorables à une formule plus souple d'association ou de communauté d'Etats garantissant la souveraineté de chacune des Républiques. Mais au moins on se parle, ce qui a fait reculer le spectre de la guerre civile et du démantèlement de la nation, qui hante tous les esprits.

Non à la « Serbo-slavie »

Le temps du dialogue a pris le pas sur celui de la tension en raison notamment de l'affaiblissement de la position de M. Stobodan Milosevic, le président serbe, après les victoires de Belgrade et sa tentative avortée de faire intervenir l'armée pour dompter les Républiques frontalières. La rencontre du 25 mars à Karadordovo, un domaine de chasse à la frontière serbo-croate, entre M. Milosevic et son homologue croate M. Franjo Tudjman, a été le premier signe d'apaisement.

A Zagreb, on ne cache pas que si l'accalmie est de bon augure, il ne faut pas croire que les Serbes aient renoncé à leur projet de Grande Serbie qui ferait du pays la « Serbo-slavie », comme ils le disent. Dans les milieux politiques croates, on ne jure désormais que par la formule de communauté d'Etats, calquée sur le modèle de la CEE. Il n'est pas question de renoncer à la souveraineté nationale, que ce soit pour la Croatie ou la Slovénie, qui se disent disposées à la séparation si un compromis satisfaisant n'est pas trouvé. La Bosnie-Herzégovine et la Macédoine penchent aussi en faveur d'une souveraineté reconnue. Sur quel schéma se bâtira donc le nou-

vel Etat yougoslave ? Il paraît douteux que l'on ait la réponse dans deux mois, comme l'ont souhaité MM. Milosevic et Tudjman à la suite de leur rencontre de lundi.

Un message de M. Bush

Ce n'est certainement pas un hasard si le même jour le président George Bush a adressé une lettre au premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, pour l'informer que les Etats-Unis ne donneront leur soutien « à aucun groupe ethnique ou nationaliste », affirmant que Washington ne veut pas « encourager ceux qui veulent diviser le pays ». « Ce serait tragique », a ajouté le président, « si la Yougoslavie ne peut comprendre le moment historique [celui des mutations en Europe de l'Est] qui lui donne la possibilité de mettre en place une nouvelle structure démocratique et de trouver sa place dans une Europe qui serait une entité libre ».

Les choses sont donc claires. La Maison Blanche ne tolérera pas l'éclatement de la Yougoslavie et apporte son soutien à M. Markovic à un moment où l'on murmure qu'il pourrait être sacrifié en échange de la cessation de l'aide de M. Milosevic aux quelque 600 000 Serbes vivant en Croatie.

MICHEL BOLE-RICHARD

□ Interruption du débat parlementaire sur la sécession de la Slovénie. — Le Parlement de Slovénie a interrompu, jeudi 28 mars, un débat sur la sécession de cette République de la fédération yougoslave, en estimant qu'il était plus judicieux de le reprendre après une analyse des résultats de la réunion des six présidents yougoslaves à Split, a rapporté Radio-Belgrade. — (AFP)

L'Albanie au seuil de la démocratie

Suite de la première page

Une chose est évidente : après quarante-cinq ans de domination sans vergogne, de pressions idéologiques incessantes, de contrôle de tous les rouages de la société albanaise, le Parti du travail a perdu de sa superbe. Il veut même adopter un profil si bas, et si occulte, qu'il n'arrive à décourager ses propres militants. A Shkrapa, par exemple, considérée comme la ville la plus fidèle au régime d'Enver Hoxha et qui devrait, en majorité, voter pour le Parti du travail, les communistes interrogés vous avertissent d'embêter qu'ils ne sont membres... d'aucun parti. Cela dans un pays où, il y a trois mois à peine, la carte du Parti du travail était le sésame obligé pour obtenir un poste de quelque importance.

Mercredi 27 mars, le premier ministre, M. Fatos Nano, est allé sans doute le plus loin que l'on puisse imaginer dans ce « strip-tease idéologique ». N'a-t-il pas notamment déclaré — en anglais puis en français — que l'Albanie devait s'intégrer à « monde civilisé » ? N'a-t-il pas dit tout le bien qu'il pensait des Etats-Unis, l'« ennemi mortel », « un pays ouvert, pragmatique et respectant les autres peuples où qu'ils soient » ? Enver, réveille-toi, ils sont devenus fous, doivent penser certains militants de la première heure.

Adil Guri, vingt-neuf ans, le responsable local des « volontaires » pour Enver Hoxha — les « durs de durs » emmenés par un étrange officier, écrivain à ses heures, M. Hysni Millotiri — se fera tout patelin pour vanter le pluralisme ambiant, mis en œuvre par le président Ramiz Alia, « Prométhée de la démocratie ». Gani Jkolla, trente-huit ans, mécanicien, est, lui, haut responsable du Parti du travail dans un autre bastion communiste, Peza. Dans la pièce principale de sa petite maison, tous les murs sont couverts de photos ou de portraits d'Enver Hoxha. Les dix livres qui composent sa bibliothèque sont tous de la plume de l'ancien dictateur. Lui aussi n'a qu'un seul mot à la bouche : démocratie pluraliste.

Mais évoque l'attitude des jeunes révoltés de Tirana qui ont déboulonné en février la statue d'Hoxha, et les anciens clics relégués aussitôt. Celui-ci parlera des « forces obscures », celui-là

des « forces noires ». Tous voueront aux gémonies ces « hooligans » — comme l'avait déjà dit leur fait Nicolas Ceausescu pour qualifier les émeutiers de Timisoara — manipulés par « les ennemis de l'étranger et les ennemis de l'intérieur ». Quant aux erreurs de l'ancien régime, on s'en tient à quelques généralités : « trop bureaucratique, trop centralisé, trop fermé sur le monde ». Sans d'aucune manière remettre en



cause l'essence même de la dictature. Ainsi Khefil Dioni, secrétaire du comité central du Parti du travail et qui passe pour le numéro deux du régime, n'hésite pas à déclarer : « C'est vrai que cela a été une erreur d'interdire toutes les pratiques religieuses dans le pays. Mais, que voulez-vous, c'est la jeunesse albanaise qui avait exigé cela. Peut-être que nous n'aurions pas dû la suivre ».

Le test est symptomatique. Interrogez les Albansais sur les élections du 31 mars. Si votre interlocuteur dit que ce seront les premières élections « pluralistes » du pays, alors il y a toutes les chances qu'il vote pour les communistes. En revanche, ceux qui parlent des « premières élections libres » appor-

teront vraisemblablement leurs suffrages au parti d'opposition.

En mai prochain, le Parti du travail tiendra un congrès extraordinaire où il devrait poursuivre son aggrégation. Certains évoquent même la possibilité de le voir se transformer en « parti social-démocrate ».

Déception et désespoir

Mais la place sera peut-être déjà occupée. M. Skender Sijoushi, ministre de l'éducation dans le précédent gouvernement, a l'intention, avec plusieurs autres personnalités du Parti du travail, de quitter celui-ci pour fonder lui aussi

logue de quarante-six ans, nous avait déclaré que son parti présenterait des candidats dans toutes les circonscriptions, sauf dans celle de M. Ramiz Alia, « car c'est lui qui va conduire les réformes » (le Monde du 24 décembre 1990). Or, dimanche, le chef de l'Etat aura notamment en face de lui un candidat du Parti démocratique. « Ramiz Alia n'a pas joué le jeu d'arbitre », déclare M. Sali Berisha. Il est resté en même temps chef de l'Etat et chef du parti. « Nous avons tout fait pour que le président Alia quitte son rôle de responsable partisan », ajoute l'écrivain Benik Mustajaj. Des intellectuels lui ont même écrit une lettre ouverte. En vain.

Pour Benik Mustajaj, créateur du Forum des droits de l'homme et aujourd'hui candidat du Parti démocratique à Tirana, l'Albanie a été proche de la guerre civile lors des événements de février, et le peuple albanaise est tout à la fois « égaré et désespéré ». « En Albanie, ajoute Benik Mustajaj, c'est d'ailleurs la même chose. » Il reconnaît que la grande erreur du Parti démocratique est d'avoir inclus dans son programme la possibilité pour les paysans de vendre leurs terres à des étrangers. Erreur dans laquelle s'est engouffré le Parti du travail, qui ne cesse de répéter aux agriculteurs qu'ils vont être déposés, en cas de victoire de l'opposition, du petit lopin de terre dont ils disposent depuis quelques années seulement.

Reconnaissant que de nombreux anciens membres du Parti du travail les ont rejoints, les responsables du Parti démocratique excluent toute forme de collaboration future avec les communistes. Position adoptée aussi par le Parti républicain, formation de notables en dépit de la relative mansuétude dont ils bénéficient de la part du PTA. Celui-ci souhaiterait en effet, avant tout — quel que soit le résultat des élections — former un gouvernement de coalition. Avec une opposition qui n'en a cure. Sauf si un parti l'emporte très nettement, l'Albanie risque donc de vivre pendant plusieurs mois une situation « à la bulgare », de paralysie totale des institutions et d'agitation populaire.

Il faudra ensuite aborder l'essentiel, c'est-à-dire remettre au travail un pays cassé par un système absurde et qui vit au ralenti depuis plusieurs mois. Dans les rues de Tirana, de Shkoder ou de Berat, ne voit-on pas aujourd'hui de plus en plus de fenêtres dont les vitres ont été remplacées par du contreplaqué, faute de verre ?

JOSE-ALAIN FRALON

IRLANDE DU NORD

Un attentat fait trois morts dans le comté d'Armagh

Trois adolescents, deux garçons et une fille, ont été tués dans l'attaque lancée, jeudi soir 28 mars, par des hommes armés contre la camionnette d'un vendeur ambulancier de confiseries dans un quartier catholique du comté d'Armagh, en Irlande du Nord, a annoncé la police. Plusieurs autres personnes ont été blessées lors de cette attaque à l'arme à feu qui a eu lieu non loin de Craigavon, près de la frontière de la République d'Irlande.

Selon le porte-parole de la police, cet attentat a été un « des plus brutaux et des plus aveugles » de ces dernières années. Les corps des victimes ont été à ce point criblés de balles qu'ils seront difficiles à identifier.

Les représentants de la commu-

nauté catholique ont immédiatement attribué l'attaque aux loyalistes (protestants probritanniques), responsables de la majorité des attentats commis depuis le début de l'année en Irlande du Nord. Au début du mois, quatre catholiques avaient été tués dans un pub à Cappagh (comté de Tyrone) par la Force des volontaires loyalistes en Ulster.

La police craint que cette dernière meurtre ne provoque une violente réaction de la part de la communauté catholique à la veille des célébrations qu'elle organise chaque année pour marquer l'anniversaire de son « soulèvement pascal » de 1916 à Dublin contre le gouvernement britannique. — (AFP)

EN BREF

□ AFGHANISTAN : libération de trois membres du CICR enlevés par des moudjahidines. — Trois ressortissants suisses membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été libérés mercredi 27 mars, quinze jours après avoir été enlevés, dans la province de Kandahar, par le chef rebelle afghan Haji Asadullah (le Monde du 23 février), a annoncé le Comité jeudi à Genève. Un quatrième membre de l'équipe avait été libéré le 10 mars. — (Reuters)

□ ALGERIE : quatre Français et un Italien condamnés à un an de détention pour vol de « pashas ». — Quatre Français et un Italien, dont les identités n'ont pas été révélées, ont été condamnés par le tribunal de Tamenasset à une année de prison ferme et à des amendes pour « vol du patrimoine national », a affirmé jeudi 28 mars la télévision algérienne. En novembre dernier, la radio avait annoncé l'arrestation de quatre touristes français pour détention illégale de pièces archéologiques prélevées dans le massif de l'Ahaggar : selon la radio, un lot de pierres taillées, de fragments de poterie, et d'ossements, datant de sept mille ans. — (AFP)

□ LIBAN : au moins cinq morts à Beyrouth dans un attentat à la voiture piégée. — Une voiture piégée a explosé, vendredi 29 mars, dans la banlieue nord (chrétienne) de Beyrouth, faisant au moins cinq tués et plusieurs dizaines de blessés, selon un bilan provisoire officiel.

L'explosion a eu lieu dans le quartier d'Antelias et a provoqué de très importants dégâts matériels. Selon le procureur de la République la voiture contenait plus de 100 kilos d'explosifs. — (AFP)

□ POLOGNE : première réunion de conseil pour les relations polono-juives. — Le conseil pour les relations polono-juives, composé d'une vingtaine d'intellectuels juifs et catholiques, s'est réuni pour la première fois, jeudi 28 mars à Varsovie, en présence du président Lech Walesa. Le conseil a « regretté » les cas « honteux » d'antisémitisme qui se sont manifestés « au cours de la campagne électorale ». — (AFP)

□ SRI-LANKA : des élections locales auront lieu le 11 mai. — Le gouvernement a annoncé jeudi 28 mars que des élections locales seraient organisées le 11 mai dans l'île, à l'exception des provinces du Nord et de l'Est, où les rebelles tamouls réclament l'indépendance. — (Reuters)

□ VIETNAM : des travailleurs ont été rapatriés de Bulgarie. — Un premier groupe de 130 travailleurs vietnamiens est arrivé jeudi 28 mars à Hanoi, dans le cadre d'un programme de rapatriement décidé après les heurts à Sofia entre la police et des ressortissants vietnamiens (le Monde du 20 mars), a annoncé vendredi l'organe du Parti communiste vietnamien, Nhan dan. — (AFP)

EUROPE

URSS : haro sur le « trio maudit »

Suite de la première page

Des centaines de camions avaient été amenés pour barrer l'accès à la place Rouge. Et même temps, les magasins de Moscou avaient été un peu plus remplis qu'à l'ordinaire, mais le plaisir rare de pouvoir acheter un sac de farine n'empêchait pas de manifester.

Toute la journée de jeudi, les palabres entre les amis de M. Eltsine et les représentants du gouvernement soviétique s'étaient poursuivies, chacun étant soucieux d'éviter à la fois de perdre la face et d'être à l'origine de violences aux conséquences incalculables. Devant le Soviet suprême de l'URSS, M. Anatoli Sobtchak, maire de Leningrad, n'avait sans doute pas exagéré la gravité de la situation en déclarant : « Si la décision du gouvernement d'interdire la manifestation est appliquée, cela conduirait à des affrontements sans précédent qui pourraient être suivis par une grève générale et l'effondrement des structures de l'Etat. »

« Sous la menace des fusils »

Le Congrès de Russie, convoqué à l'initiative des communistes pour censurer M. Eltsine, avait commencé jeudi matin par des débats brouillés sur le déploiement de forces à Moscou. La majorité des députés ont finalement refusé de voter « sous la menace des fusils ». Dans une première résolution, votée par 532 voix contre 286 et 93 abstentions, ils ont annulé la décision du gouvernement soviétique d'interdire toute manifestation dans la capitale entre le 26 mars et le 15 avril. Mais ce vote avait une portée plus symbolique que réelle, puisque c'est le pouvoir central qui dispose encore de la force.

A la fin de la matinée, le vice-président du Soviet suprême de Russie, M. Rouslan Khasboulatov, était envoyé auprès de M. Gorbachev pour tenter de le faire revenir sur sa décision. Il était difficilement imaginable que le président soviétique eût et fasse ainsi la démonstration de sa faiblesse. M. Gorbachev expliqua donc à M. Khasboulatov qu'« aucune décision concernant l'ordre public, le respect de la loi et de l'ordre dans la capitale et le pays tout entier, comme la protection des droits de l'homme, ne pouvait être annulée ». Devant ce refus, le Congrès de Russie décida par 615 voix contre 354 et 20 abstentions d'ajourner ses travaux jusqu'au lendemain, M. Gorbachev ayant promis que les troupes seraient retirées de Moscou dès vendredi matin.

Une heure avant le début de la manifestation prévue à 18 heures, les dirigeants soviétiques essayèrent de faire voter par le Soviet suprême de l'Union une résolution demandant à la municipalité de Moscou et au Parlement de Russie d'appeler les Moscovites à rester chez eux. Mais ce texte ne fut même pas mis aux voix, ses chances d'être adopté étant quasiment nulles. Les négociations se poursuivaient entre les organisateurs de la manifestation et les autorités. Finalement, il était décidé que le centre resterait

interdit, mais que les forces de l'ordre n'interviendraient pas contre la foule rassemblée sur la place Maïakovski et sur la place de l'Arbat, si elle n'essayait pas de franchir les cordons de police. La manifestation s'est donc transformée en un gigantesque meeting où des députés de Russie et le maire de Moscou, M. Gavril Popov - mais pas M. Eltsine - se sont succédé au micro ; un message de solidarité de Vladimir Lukin, célèbre dissident des années 70 qui vit maintenant en Grande-Bretagne, a été également lu.

Aucun incident sérieux n'a eu lieu, les consignes ont été, dans l'ensemble, bien respectées. Place de l'Arbat, quelques manifestants ont bien essayé de tromper la vigilance de la police en se faufilant entre les camions, mais des militaires à cheval les ont immédiatement repoussés. Les députés de Russie ont alors improvisé un service d'ordre pour séparer les manifestants de la police.

A la fin de la manifestation, un autre groupe d'un millier de personnes n'a fait face, peinant une heure place Ploebkine, aux cordons de militaires, casque sur la chapka et baïonnette de plexiglas, qui barraient la rue de Tver, renforcés par des troupes du ministère de l'Intérieur, avec matraque et gilet pare-balles.

Le bilan politique de la journée est plutôt bon pour M. Eltsine. Avec le mouvement Russie démocratique, qui soutient sa candidature à la présidence de la Russie, il a réussi à braver les oukases du pouvoir central et a fait descendre dans la rue des dizaines de milliers de manifestants en leur montrant son sens des responsabilités. Au Parlement, il a obtenu des votes en faveur de ses idées, qui ont mis le groupe communiste dans une situation difficile. 539 députés avaient été convoqués mercredi au comité central du Parti communiste soviétique pour recevoir les instructions de vote. Plus d'un tiers n'ont pas respecté les consignes et ont rejoint le marais dans ses votes favorables à M. Eltsine.

Calendrier des élections

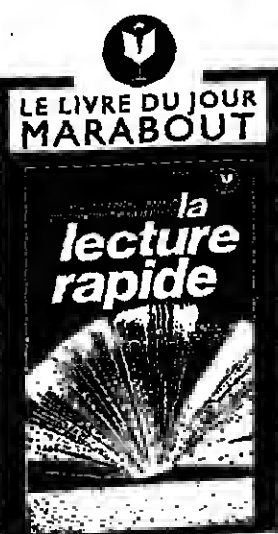
Cet échec conduit maintenant le PC russe, qui était à l'origine de la session extraordinaire du Congrès, à jurer ses grands dieux qu'il n'a jamais voulu renverser le président mais seulement lui demander des comptes sur sa gestion.

L'opposition démocratique à M. Gorbachev ne veut pas perdre de temps pour tirer parti de la situation. M. Popov a esquissé le calendrier : fin mai, élections du président de la Russie au suffrage universel direct et renouvellement de toutes les assemblées locales et régionales par un vote démocratique. Entre-temps, adoption d'une nouvelle législation sur l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics en Russie.

L'argumentation à la limite de la simplicité : toutes les décisions du gouvernement russe, si bonnes soient-elles - sur la réforme économique, la privatisation des entreprises, la distribution des terres, etc. - restent des chiffres de papier aussi longtemps que la Russie ne dispose pas d'un pouvoir exécutif fort et démocratique capable de faire prévaloir sa légitimité sur celle du pouvoir central.

M. Gorbachev, qui a déjà indiqué que l'élection d'un président de la Russie reviendrait à provoquer une scission de l'URSS, peut difficilement tolérer ce défi. D'un autre côté, les moyens politiques pour s'y opposer ne sont pas nombreux. M. Eltsine disposant visiblement d'une majorité au Parlement et dans le pays. L'autre hypothèse est l'instauration de l'état d'urgence, qui permettrait de contraindre l'opposition au silence, d'ajourner toute élection pendant un certain temps et d'imposer des réformes économiques par des mesures autoritaires. Mais M. Gorbachev, qui a conduit la perestroïka depuis six ans avec un sens aigu du compromis, est-il prêt à franchir le Rubicon ?

DANIEL VERNET



AMÉRIQUES

ARGENTINE

Les accusations de corruption se multiplient contre l'entourage du président Menem

Corruption, trafic de drogue, contrebande d'automobiles de luxe : les « révélations » sur l'entourage du président Menem se succèdent en Argentine. Elles commencent à embarrasser le gouvernement et effaiblissent sérieusement le chef de l'Etat.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Dans la cascade de « révélations » sur les affaires douteuses dans lesquelles est compromis l'entourage du président Menem, celle qui fait le plus de bruit concerne un réseau international de trafiquants de drogue, dans lequel seraient impliqués des proches du président, qui aurait aidé au blanchiment de marchandises en Argentine et en Uruguay. Selon l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16*, l'une des personnes en cause serait la

belle-sœur de M. Menem, M^{me} Amira Yoma, secrétaire à la présidence. Un juge de Madrid aurait ouvert une enquête sur ses activités, à la suite des dénonciations d'un trafiquant panaméen actuellement emprisonné en Espagne. Ce dernier affirme que M^{me} Amira Yoma (sœur de l'épouse du président) a fait plusieurs voyages entre New-York et Buenos-Aires en transportant, chaque fois, dans ses valises, dix millions de dollars provenant d'un réseau de trafiquants liés au cartel de Medellín.

Selon la confession de ce trafiquant, publiée par *Cambio 16*, et largement reproduite par la presse et la radio-télévision argentines, M^{me} Amira Yoma aurait bénéficié de la complicité de son ancien mari, M. Ali Ibrahim, responsable des services de douane à l'aéroport international de Buenos-Aires. Son frère, M. Emir Yoma, serait également impliqué de façon indirecte dans cette affaire. Homme de confiance du président, il avait dû démissionner en

janvier de son poste de conseiller à la Casa Rosada à la suite des dénonciations formulées par l'ambassadeur américain à Buenos-Aires, M. Terence Todman. L'ambassadeur s'était plaint du fait que de hauts responsables argentins aient réclamé des pots-de-vin à des compagnies américaines pour faciliter leurs activités dans le pays. M. Emir Yoma avait été cité parmi les coupables. L'affaire avait éclaté peu après la visite de M. Bush en Argentine. Elle avait déclenché une crise au sein du gouvernement et provoqué son renvoi.

M. Menem s'est porté garant de l'honnêteté de sa belle-famille et a traité les accusations portées contre elle de « campagne internationale contre l'Argentine ». Néanmoins, un juge argentin a été envoyé en toute hâte le 24 mars à Madrid pour s'entretenir avec son homologue espagnol et prendre connaissance du dossier. Le scandale se produit dans un climat de

campagne électorale. Dans six mois seront renouvelés les gouverneurs, les maires et une partie de la Chambre des députés. Le scrutin s'annonce difficile pour le parti péroniste au pouvoir, qui accuse certains radicaux de l'opposition d'être à l'origine d'une « campagne de diffamation ».

Contrebande de voitures

Les problèmes familiaux du président ne s'arrêtent pas là puisque sa femme, M^{me} Zulema Yoma, dont il est séparé depuis des mois, a déposé le 26 mars une demande de divorce, l'accusant « d'infidélité » et « d'injure graves ». Les familles Yoma et Menem sont liées de longue date et dominent la vie politique de la province de la Rioja (au nord de l'Argentine) dont M. Menem fut gouverneur avant d'accéder à la présidence en juillet 1989.

« Les Péronistes ont le cholestérol, nous avons la corruption ». Cette plaisanterie désabusée des Argentins est alimentée quotidiennement par la presse : pots-de-vin touchés par la police, vol de cinq mille lignes de téléphone par des employés des télécommunications, etc. Un important homme d'affaires, ami intime du président Menem, M. Constantino Vipi, a reconnu lundi 25 mars, à la télévision, avoir commis « une imprudence » en faisant entrer illégalement dans le pays une Mercedes-Benz au nom d'un handicapé physique et ecclésiastique, de ce fait, des lourdes taxes douanières qui frappent ce type d'importations. La police a découvert un important réseau de contrebande d'automobiles de luxe prétendument destinées à des handicapés, en fait à des industriels, des hommes politiques, des artistes et des sportifs célèbres. Le juge chargé de l'enquête a déjà ordonné plusieurs arrestations.

Lors de son arrivée au pouvoir, le président Menem avait promis de lancer une vaste campagne contre la corruption. Or l'Eglise catholique affirme que le bleu, s'il n'est pas nouveau, « s'est généralisé ». Le primat d'Argentine, Mgr Antonio Quarracino, a souligné le 13 mars qu'il se développait, au moment même où la situation économique devenait une « angoisse » pour beaucoup d'Argentins.

CHRISTINE LEGRAND

(Publicité)
Révélateurs des chercheurs suisses

LES OBSÉDÉS DE LA CHEVELURE

RALE. En France, les personnes atteintes du problème de la chute des cheveux en touchent un nombre impressionnant.

Beaucoup d'entre elles risquent d'être reconnues comme de vraies obsédées de la chevelure. Une occasion peut-être unique est à leur portée aujourd'hui. Il arrive des laboratoires d'une société de R&D (Carniphar Lab), siège reconnu des chimistes de la chimie, une préparation cosmétique à base de Nicotanol (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique) qui semble en mesure de prévenir la chute des cheveux.

Cette nouveauté a été testée par le professeur Ernst Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Allemagne. C'est en délimitant une petite partie du cuir chevelu des volontaires soumis aux tests par un tatouage de petits points blancs, qu'il a pu constater que la chute moyenne du nombre total de cheveux diminuait par trois personnes différentes étaient traitées à la fin des applications par rapport au début. En un peu plus de trois mois, sur plus de la moitié des cas, la chute des cheveux était diminuée.

Cette nouveauté, commercialisée sous le nom de Labo, est en train d'arriver aussi dans les pharmacies françaises, après l'accueil très positif que lui ont réservé les pharmacies suisses.

GILLES BAUDIN

(1) La coalition de gauche présidée par Salvador Allende, et renversée le 11 septembre 1973 par le putsch du général Pinochet.

ASIE

BIRMANIE : alors que la junte militaire consolide son pouvoir

Pékin a livré d'importantes quantités d'armes à Rangoun

BANGKOK

de notre correspondant

Revenus au pouvoir en septembre 1988, les généraux birmanais ont pu célébrer en toute quiétude, mercredi 27 mars, la fête des forces armées, même en l'absence des ambassadeurs occidentaux qui ont délibérément boudé les cérémonies. Selon des sources bien informées à Rangoun, Pékin vient de livrer à la junte militaire un important matériel de guerre pour lutter contre les minorités insurgées du nord du pays, y compris les seigneurs de la drogue comme le célèbre Khun Sa. Ces livraisons comprennent dix douzaines de chasseurs-bombardiers F-6 et F-7 ainsi que des chars, des transports de troupes blindés, de l'artillerie antiaérienne et des patrouilleurs maritimes.

La junte n'a donc pas de quoi s'inquiéter, en dépit de la gifle qu'elle a reçue le 27 mai dernier lors d'élections qui avaient vu la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de M^{me} Aung San Suu Kyi emporter plus de 80 % des suffrages. Depuis lors, près du quart des nouveaux élus seraient en fuite, morts ou emprisonnés. Malgré sa victoire, la très populaire M^{me} Suu Kyi est maintenant en résidence surveillée depuis juillet

1989 : elle a récemment dû vendre jusqu'à son plan pour survivre. Les militaires, enfin, refusent toujours de transférer le pouvoir aux civils.

Le chef de la junte, le général Saw Maung, vient encore de s'en expliquer dans un long discours, accusant les politiciens de vouloir, sous prétexte de démocratie, reprendre le pouvoir et affaiblir les forces armées. Il a également nié, comme d'habitude, les témoignages concordants sur les arrestations arbitraires d'opposants et le recours à la torture dans les prisons.

L'opposition et le clergé mis au pas

Selon les mêmes sources, le pouvoir continue d'employer tous les moyens - intimidation, arrestations (...) - pour tenter de démanteler la LND. Ce qui explique que quelques députés se sont réfugiés en zone insurgée, près de la frontière thaïlandaise, en décembre dernier, pour y proclamer un « gouvernement national de coalition ». Mais leur initiative ne semble guère avoir eu d'échos à Rangoun.

Selon une rumeur circulant dans la capitale birmane, la junte pourrait convoquer, avant le premier anniversaire des élections, une

« Convention nationale » formée de représentants, tirés sur le volet, des quelque 90 partis ayant présenté des candidats, des 135 minorités ethniques du pays et des professionnels. Cette Convention aurait un « droit de regard » sur un projet de Constitution rédigé par ce qui reste des élus de l'an dernier réunis en Assemblée constituante. La junte aurait le dernier mot sur ce texte, qui serait soumis à référendum. Une nouvelle assemblée serait ensuite élue. Un transfert du pouvoir aux civils ne serait envisagé qu'après.

Ce montage ne semble avoir pour objet que de reporter indéfiniment tout changement. Disposant de nombreux privilèges, les 250 000 militaires forment une « nomenclature de type soviétique » appartenant à la junte. La réouverture du commerce sur la frontière chinoise permet d'approvisionner les marchés, ce qui donne une « impression d'activité et de prospérité », selon les mêmes sources qui soulignent, en outre, la quasi-absence d'investissements étrangers. Le clergé bouddhiste, comme l'opposition civile, n'est mis au pas. Même si la situation générale du pays est décriée comme « consternante », les généraux semblent avoir encreu du temps devant eux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le rôle du préfet dans la coopération intercommunale inquiète les députés de la droite

La session extraordinaire du Parlement s'est achevée, dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 mars, à l'Assemblée nationale, sans que les députés aient pu terminer l'examen du projet de loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République. Ce texte, préparé par M. Pierre Joxe et présenté par son successeur au ministère de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, sera de nouveau soumis aux députés après la trêve pascale, le mardi 2 avril, jour de l'ouverture de la session ordinaire de printemps.

Il y a quelques jours, ce n'était encore qu'un sujet de plaisanterie, d'échange, pour badiner, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, entre un très « laïcisé » député de Meurthe-et-Moselle, M. André Rosinat (UDF-Rad.) et son compère de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, qui, jamais au grand jamais, n'aurait accepté de s'exprimer le vendredi 28 mars, à la veille du jour dit, le sursis fut entretenu par le gouvernement, représenté par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, en charge précisément, et parmi beaucoup d'autres tâches, des cultes. La grande querelle de la coopération intercommunale allait-elle se doubler d'une très brève guerre de religion ?

Au rythme d'un article à l'heure, au quatrième jour de l'examen du projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République, c'était pourtant inévitable : la nuit n'y suffirait pas. Plus « bon papa » que jamais, le président de séance, M. Georges Hage (PC, Nord), avec ses cheveux blancs, pouvait bien tenter de pousser le pas de ses collègues, en soupirant : « Vous n'êtes plus dans les amphithéâtres de votre jeunesse... »

L'un des principaux bretteurs de l'opposition, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), lui répliquait, bon enfant, sous ses cheveux gris : « Je souhaiterais qu'on aille plus lentement. Ce n'est pas si simple, on légifère ! On en était alors à l'article 28, et le projet en compte soixante-sept. M. Méhaignerie aura son vendredi saint. Les députés ne reprendront que le 2 avril l'examen de ce projet.

Pendant huit heures, l'examen scrupuleux du projet proposé par le gouvernement a cependant permis à l'Assemblée nationale de parvenir jusqu'aux abords de l'un des principaux points de divergence entre la majorité, relative, de l'Assemblée et son opposition. Selon l'article 49 du projet de loi, serait instituée dans chaque département une commission de la coopération intercommunale, chargée de « renforcer » et d'« harmoniser » cette coopération, composée d'élus, certes, mais présidée par le préfet.

Pour de nombreux députés, c'est là le signe que le gouvernement cherche à revenir sur les lois de

décentralisation et que, de surcroît, il veut forcer la main aux communes. « C'est une véritable tentative de porter atteinte au principe de la libre administration des collectivités locales », a rétorqué M. Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes). Visiblement traumatisé par un éventuel retour en force du représentant de l'État dans les départements, M. René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire) a commenté son propos par ce lapsus : « Monsieur le Président, monsieur le Préfet... »

En défendant un amendement de M. Dominique Perben (RPR, Saône-et-Loire), selon lequel « les communes choisissent librement et en toute indépendance les modalités et les structures de coopération intercommunale », M. Robert Poujade (RPR, Côte-d'Or) n'a ainsi précisé : « Pour nous, c'est une véritable clause de conscience. »

Souvent hésitant, depuis le début de ces débats, sur la marche à suivre, M. Philippe Marchand a sans doute donné quelques motifs supplémentaires d'inquiétude aux députés de l'opposition en évoquant, dans un souci d'ouverture, que, « en tant qu'il s'agit du projet, au départ, ne [l']enchante pas ». Toutefois, en demandant que le vote soit réservé sur le premier article du chapitre relatif à la coopération intercommunale, M. Marchand a pu préciser qu'il n'est « pas impossible que le gouvernement soit ouvert » à la discussion sur les dispositions prévues pour élaborer les schémas départementaux destinés à favoriser

la création des communautés de villes ou de communes, cette nouvelle forme d'association avancée par le projet.

Cela signifie que la fin de semaine sera mise à profit pour tenter de trouver un compromis sur la première des trois conditions posées par l'intergroupe de l'opposition. Les deux autres, plus politiques, avancées de la décentralisation en matière de logement social et de formation professionnelle, et possibilité, pour les collectivités locales, d'aider pour partie aux dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privés, devront, dans le même temps, transiter par l'hot-débat, voire par l'Élysée.

JEAN-LOUIS SAUX

o Recrutement exceptionnel de magistrats en 1991. — Les députés ont définitivement adopté, jeudi 28 mars, à l'unanimité, le projet de loi organique permettant un recrutement exceptionnel de quatre-vingt-quinze magistrats en 1991. Les effets conjugués de la baisse du nombre de candidats à l'École nationale de la magistrature, de l'allongement de la durée de la scolarité à l'ENM et des départs en retraite ont en effet entraîné un accroissement du nombre d'emplois vacants et ont conduit le gouvernement à ouvrir une « troisième voie » provisoire pour entrer dans la magistrature.

L'opposition paraît durcir sa position sur le projet de statut de la Corse

Après l'échec de la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat (le Monde du 28 mars), la commission des lois de l'Assemblée nationale a examiné, jeudi 28 mars, le projet de nouveau statut pour la Corse, qui devrait être soumis en nouvelle lecture aux députés le 3 avril. Pour « marquer leur désaccord total » avec le rapporteur, M. José Rossi, président du conseil général de la Corse-du-Sud, député (UDF-PR), favorable au projet du gouvernement, les députés RPR — MM. Pierre Pasquini et Jean-Paul de Rocca-Serra — ont quitté la séance de la commission.

M. Rossi était en position inconfortable depuis qu'il avait accepté, à l'automne dernier, d'être le rapporteur du projet de loi sur le statut de la Corse. Membre du groupe UDF et du Parti républicain, il était le cible du RPR, hostile au projet. Jeudi, le président du groupe RPR, M. Bernard Pons, a reproché à M. Rossi, dans un communiqué, sa « soumission totale » au texte gouvernemental, qu'il lui fait grief d'avoir repris « intégralement », sans « tenir compte des avis des autres parlementaires de l'île ». Cette attaque n'est, selon M. Rossi, qu'une « sortie théâtrale ». Le rapporteur juge normal, au contraire, que la version votée en première lecture par l'Assemblée ait été, pour l'essentiel, rétablie jeudi par la commission, après que le Sénat eut, en première lecture, validé le texte de sa substance (le Monde du 24-25 mars).

La recherche d'une majorité

A l'Assemblée, le projet était passé avec dix voix d'avance (275 « pour », 265 « contre » — le Monde du 25-26 novembre). Seuls les députés socialistes, cinq UDF et sept non-inscrits avaient voté « pour ». Seize UDF, cinq UDC, un apparenté PC, cinq non-inscrits et les neuf radicaux de gauche s'étaient abstenus, le PCF votant contre, ainsi que le RPR, la majorité de l'UDF et de l'UDC. Depuis, il semble que certains députés de droite et du centre, convaincus par M. Rossi de s'abstenir en première lecture, ont évolué sous la pression de leurs appareils politiques respectifs. Les élus du Midi auraient été sensibles, aussi, aux prises de position hostiles de Corcos de la diaspora, qui sont en nombre significatif dans

leurs départements. Le gouvernement n'est donc plus assuré, dans l'état actuel des choses, d'une majorité pour voter son texte en deuxième lecture.

A priori, il existe trois possibilités d'évolution pour que le projet soit adopté : soit le premier ministre a recours à l'engagement de responsabilité (l'article 49, alinéa 3 de la Constitution), qui permet de faire adopter un texte sans vote, sauf si le gouvernement est censuré ; soit il reconnaît à l'article premier, qui évoque l'existence du « peuple corse » : seuls les groupes socialistes et communiste étant favorables à une telle reconnaissance, cette suppression renforcerait l'opposition du PCF, mais léverait les préventions d'une partie de la droite et du centre et permettrait l'adoption du projet ; soit dernière possibilité, le PCF assouplisse sa position et accepte de s'abstenir pour compenser l'opposition de la droite.

Les socialistes et le gouvernement, désormais conscients de la portée symbolique, dans l'île, de l'article premier, ne souhaitent pas y renoncer. Ils orientent donc leurs efforts, pour le moment, en direction du PC, qu'ils tentent de mettre devant ses responsabilités, notamment locales. Il s'agit de faire valoir aux communistes que leur abstention sur l'ensemble du projet est la seule façon de préserver la reconnaissance du peuple corse. D'autant que M. Rossi lui-même juge meilleure la définition proposée par les sénateurs communistes, selon laquelle le peuple corse est une « partie intégrante de la nation française » et non pas, comme dans le projet initial, une « composante du peuple français ».

Les socialistes, qui ont commencé à négocier, envisagent également de renforcer le volet économique du texte — « tant que cela reste raisonnable », précise-t-on à Matignon, — ce qui correspondrait à un souhait émis en première lecture par les députés communistes mais aussi par d'autres orateurs. Ainsi, un amendement communiste rétablissant un comité de coordination pour le développement industriel de la Corse, pourrait être adopté en séance. Pendant les débats, le gouvernement pourrait également prendre des engagements en faveur d'un ensemble de dispositions assurant un développement économique de la Corse, dans le cadre de l'application du nouveau statut.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

A Marseille

M. Mauroy scelle la réconciliation des socialistes et « investit » M. Bernard Tapie pour les élections régionales

M. Pierre Mauroy s'est rendu à Marseille, jeudi 28 mars, afin d'officialiser le processus de réunification de la famille socialiste locale, engagé par la fédération des Bouches-du-Rhône deux ans après l'exclusion des militants qui s'étaient ralliés à la candidature dissidente du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, lors des élections municipales.

Le premier secrétaire du PS a souhaité, d'autre part, que M. Bernard Tapie conduise la liste de la majorité présidentielle aux élections régionales.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Une cinquantaine d'élus marseillais, ou d'arrondissement marseillais, dont certains avaient volontairement rompu avec le Parti socialiste avant 1989, ont demandé leur réintégration, qui doit être entérinée lors de la convention nationale du PS, les 6 et 7 avril prochain. M. Vigouroux lui-même, qui se proclame « de plus en plus socialiste », diffère cependant, pour le moment, son retour au parti.

Jeudi soir, lors d'un meeting qui a fait salle comble, organisé au parc Chabanol par la fédération du PS et par Carrefour socialiste, l'association de M. Charles-Emile Loo, les retrouvailles ont été célébrées dans une atmosphère de liesse. « Ce soir, c'est le coup de sifflet final d'une séparation trop longue. La guerre est bien finie ! » a proclamé le premier secrétaire fédéral, M. François Bernardini.

« Quelle joie ! » s'est exclamé, de son côté, M. Loo, ancien patron de la fédération et principale figure du « sobisme » vigouriste. Quant à M. Mauroy, qu'accompagnait M. Daniel Vaillant, membre du secrétariat national chargé des fédérations, ses sentiments se sont résimés à un constat enthousiaste : « Voilà, à Marseille, le PS rassemblé ! »

Il reste que seuls, pour le moment, M. Loo — ancien membre du courant de M. Mauroy et ses amis de Carrefour socialiste — ont effectivement renoué avec la fédération.

D'autres militants exclus, comme M. René Olmeta, ancien député, et les adhérents de son Club d'action et de réflexion pour Marseille (CARPM), ou des personnalités comme M. Albert Hini, premier

adjoint, nu M. Jean-Jacques Léonetti, ancien député, maire du deuxième secteur, ont adopté une position attentiste. Manque, surtout, à l'appel, M. Vigouroux, qui a réchauffé sollicitations dont il a été l'objet.

M. Mauroy, qui a conversé avec M. Vigouroux jeudi matin, à Paris, juge l'attitude de ce dernier « tout à fait normale ». « Compte tenu des conditions dans lesquelles il a été élu maire, je pense, a-t-il déclaré, lors d'une conversation avec les

journalistes, que pendant l'exercice de son mandat, il ne reviendra pas au parti. Mais c'est un socialiste. » Reste le problème des relations — conflictuelles — entre M. Vigouroux et M. Tapie dans la perspective d'un éventuel retour de ce dernier aux élections régionales. « A supposer qu'il en ait envie, estime M. Mauroy, M. Vigouroux n'est pas en état de l'empêcher. » Le premier secrétaire du PS a désormais donné, publiquement, son blanc-seing à cette candidature, considé-

Après les déclarations de M. Longuet

Malaise dans l'opposition sur les alliances avec le Front national

Les récentes déclarations de M. Gérard Longuet, président de la fédération nationale, sur la possibilité d'accords locaux de l'opposition parlementaire avec le Front national suscitent un certain malaise chez les centristes et une demande d'explication de la part du parti d'extrême droite. A trois semaines de distance, M. Longuet a dit une chose et son contraire.

« Le fonds de commerce du Front national va s'effondrer. (...) Ce n'est pas au moment où Jean-Marie Le Pen exhorte son antisémitisme qu'il faut lui courir derrière. (...) J'ai un avantage sur beaucoup : les hommes du Front national, je les connais bien. On ne pourra jamais faire quelque chose de bien avec eux », affirmait le président du PR au début du mois (le Monde du 8 mars). « Il n'est pas nécessaire de courir après le Front national, mais je ne vois pas non plus l'intérêt de lui renvoyer dedans », a affirmé, à la fin du mois, M. Longuet, en estimant qu'il convenait de « laisser le libre arbitre aux responsables locaux » pour d'hypothétiques accords de désistement entre l'UDF et le Front national aux élections régionales (le Monde du 29 mars).

Le RPR, qui, depuis l'automne 1988, refuse toute alliance « à quelque niveau que ce soit » avec le Front national, considère qu'il s'agit d'un problème propre à l'UDF, où l'on admet, en privé, que les derniers propos de M. Longuet entaillent une « gaffe » car, selon la confédération, le parti d'extrême droite va pâtir de la position adoptée par M. Jean-Marie Le Pen pendant la crise du Golfe. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, pour qui cette question est « une ligne rouge

à ne pas franchir », a été le seul, jeudi 28 mars, à réagir publiquement, au républicain, sur la possibilité d'accords locaux de l'opposition parlementaire avec le Front national. « Une vérité au niveau national pour les élections législatives et une vérité locale pour des alliances locales. L'opposition a pris une décision claire : pas d'alliance avec le Front national. Elle s'applique pour toutes les élections et pour toutes les formations de l'opposition. »

Le même jour, M. Bruno Megret, député général du Front national, a déclaré que M. Longuet « devait assumer clairement son ouverture », « cesser d'attaquer le Front national et reconnaître que M. Jean-Marie Le Pen défend des valeurs qui sont compatibles avec les nôtres ». Dans un entretien à l'hebdomaire Minute-La France, début février, M. Michel Poniatowski, sénateur (Républicain indépendant) du Val-d'Oise, avait souhaité un « arrangement électoral » avec le parti d'extrême droite. En réponse, la publication officielle du « président », la Lettre de Jean-Marie Le Pen du 15 mars, écrit : « Voilà donc enfin des yeux qui s'ouvrent et le bon sens élémentaire qui se manifeste. » En revanche, M. Jean-Marie Le Chevallier, député européen et directeur de cabinet de M. Le Pen, montre une certaine méfiance, dans un entretien à National-Hebdo du 21 mars, en indiquant que le rôle de l'ancien ministre de l'Intérieur « au sein du dispositif résorbatif de réduire le Front national » Interrogé, dans une interview à Minute du 27 mars, sur les déclarations de M. Poniatowski, M. Erié Raoult, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, répond : « Même en silence, je crois que mon ennemi est en face et pas sur le côté. »

rant que le président de l'OM « s'apparente à la gauche par bien des aspects » et qu'il a « beaucoup de qualités », même si « son parcours personnel est original ». « Si le décide, ce sera un excellent candidat, le meilleur que l'on puisse avoir et, surtout, celui qui peut gagner. Je pense, même, qu'il sera certainement un très bon président de région. »

Voilà donc M. Tapie quasiment investi... par le PS, qui préfère prendre ainsi l'initiative plutôt que le risque de se voir imposer cette candidature faute d'autre choix possible.

GUYPORTE

M. Paul Bernard nommé préfet de la région Rhône-Alpes

Le conseil des ministres a nommé M. Paul Bernard préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, en remplacement de M. Jacques Minnestier, nommé dans le cadre. M. Bernard était jusqu'alors préfet de la région Centre, préfet du Loiret (le Monde du 29 mars).

[Né le 12 septembre 1934 à Montpeller (Hérault), M. Bernard, chargé de cours à l'École nationale d'administration, est nommé en 1966 sous-préfet de Pithiviers et en 1968 chef de la mission régionale de la région Bretagne. Successivement sous-préfet de Lorient en 1974, préfet de l'Aveyron en 1977, de la Sarthe en 1981, de la région Corse et du département de la Corse-du-Sud en 1983, de la région Champagne-Ardenne et du département de la Marne en 1985, il était préfet de la région Centre et du département du Loiret depuis le 22 octobre 1986.

M. Bernard est depuis le début de l'année président de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, où il a succédé à M. Olivier Philip, après le départ de ce dernier de la préfecture de la Marne en 1985. Le corps préfectoral n'avait guère apprécié que la première préfecture de France lui échappe puisqu'elle avait été confiée à M. Christian Sauter, secrétaire général adjoint de l'Élysée et inspecteur général des finances. En confiant la deuxième préfecture, celle de Lyon, à celui que le corps préfectoral s'est choisi comme porte-drapeau, le gouvernement et le président de la République offrent une compensation aux préfets ayant effectué une carrière classique.

Selon un sondage BVA-Paris Match

M. Mitterrand à son plus haut niveau de popularité depuis 1981

Selon un sondage BVA publié jeudi 28 mars par Paris-Match, la cote de popularité du président de la République a gagné quatre points au mois de mars par rapport à février. M. François Mitterrand obtient ainsi son plus haut niveau de popularité depuis son arrivée à l'Élysée, en mai 1981, exception faite du score (le même) réalisé immédiatement après sa réélection en mai 1988.

La cote de la plupart des hommes politiques, en revanche, est à la baisse. Le premier ministre, M. Michel Rocard, perd quatre points en capitalisant 51 % de bonnes opinions contre 38 % de mauvaises. Selon cette enquête, en cas d'élections législatives les partis de droite recueilleraient 48 % des suffrages, les partis de gauche 39 %, et les écologistes 13 %. Ce sondage a été réalisé entre le 15 et le 20 mars auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent quatre-vingt-trois personnes. Les intentions de vote ont été recueillies auprès de trois mille huit cent soixante-dix personnes entre le 1^{er} et le 5 mars et du 15 au 20 mars.

o Le président de la République au Sénat. — M. Daniel Hoefel, président du groupe de l'Union centriste, a indiqué jeudi 28 mars, à Strasbourg, que M. François Mitterrand se rendra au Sénat le 10 avril prochain pour une réception dans les salons du palais du Luxembourg à l'invitation de M. Alain Pothier.

En Polynésie française

M. Vernaudon est élu président de l'Assemblée territoriale

PAPEETE

de notre correspondant

Le vote pour l'élection du président de la nouvelle Assemblée territoriale de la Polynésie française a donné lieu, jeudi 28 mars, à une double bizarrerie. Le maire de Mahina, M. Emile Vernaudon, député (non inscrit) de la deuxième circonscription, président d'Aia api (Patrie nouvelle), qui s'est allié à M. Gaston Flosse, ancien député (RPR), pour constituer la nouvelle majorité du Territoire, a été élu à la quasi-unanimité. Il a obtenu, au premier tour de scrutin, trente-sept voix contre quatre au candidat indépendantiste, M. Oscar Temara, maire de Faaa. Il a recueilli non seulement les dix-huit voix du groupe de M. Flosse et les voix de son propre groupe, mais aussi celles de l'opposition, conduite par le président de l'Assemblée sortante, M. Jean Juventin, maire de Papeete, et par le président du gouvernement renversé, M. Alexandre Lontieff, député (non inscrit) de la première circonscription.

Cette majorité de circonstance résulte de deux calculs. M. Vernaudon s'est personnellement opposé à la candidature de son propre collègue, M. Pierre Dehors, maire de Moorea, auquel il reproche d'avoir joué un rôle déterminant dans l'alliance avec M. Flosse, à laquelle il s'était lui-même résolu, contre son gré, pour éviter de se retrouver marginalisé. Au vu de cette brigue, MM. Lontieff et Juventin, devenus minoritaires, ont donc jugé opportun de soutenir M. Vernaudon, leur ancien allié, en nourrissant l'arrière-pensée de l'annexer un jour à changer de camp une nouvelle fois.

MICHEL TIENGKOW

SOCIÉTÉ

Après de nouveaux incidents violents dans sa commune

Le maire de Sartrouville s'en prend au ministre de l'intérieur

De violents incidents ont éclaté dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 mars, dans la commune de Sartrouville (Yvelines). Quarante-huit heures après la mort de Djamel Chetoui, dix-huit ans, tué par un vigile du centre commercial Euromarché, cent cinquante à deux cents jeunes, éparpillés en petits groupes, s'en sont pris aux forces de l'ordre.

Vendredi, le préfet des Yvelines, M. Delpont, a dénoncé les « casseurs » interpellés : « neuf manifestants français, pour la plupart majeurs et d'origine maghrébine », domiciliés à Sartrouville, à Bezons et à Argenteuil.

Judi 27 mars, le vigile meurtrier, Kamel Zouabi, et son collègue, Mohamed Mostefa, avaient été écroués et incriminés d'homicide volontaire et de complicité, de transport d'arme prohibée et de dissimulation d'indice.

Après une journée de calme relatif, Sartrouville s'est de nouveau embrasée jeudi soir 28 mars. Les affrontements ont commencé vers 22 h 30 dans le quartier de la cité des Indes. Plusieurs dizaines de jeunes ont assailli les CRS stationnés aux alentours du centre commercial Euromarché, à coups de pierres et de boules de pétanque. Les policiers ont riposté, procédant au dégagement des lieux. Ce premier affrontement a été suivi d'un deuxième assaut, avenue Georges Clemenceau, l'une des artères qui délimitent le quartier des Indes. Les cocktails Molotov se sont ajoutés aux autres projectiles, provoquant l'incendie de plusieurs voitures stationnées sur l'avenue.

Repoussés encore une fois, les jeunes se sont repliés vers le centre de la ville, tentant au passage de s'en prendre à plusieurs bâtiments, dont la mairie, très protégée par la police et le poste de police municipal. Un incendie a alors éclaté, avenue Jean-Jourès, dans un magasin de meubles Lévyant occupant le rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation de trois étages. Les flammes ont rapidement gagné les apparte-

ments, exigeant l'évacuation de plus d'une vingtaine de personnes par les pompiers. Tandis que ceux-ci maîtrisaient le sinistre, les échauffourées continuaient entre les jeunes dispersés dans la ville et les forces de l'ordre.

Durant deux heures, ces patrouilles ont sillonné les rues de la ville, à la vue de groupes de « casseurs » : il semble bien, en effet, que l'agitation de la nuit dernière n'ait plus rien à voir avec le mouvement de colère de mardi soir, provoqué par la mort de Djamel Chetoui.

« Des voyous ont cassé en toute impunité »

L'origine et l'identité des auteurs des derniers incidents n'étaient pas encore déterminées vendredi matin avec exactitude. Selon quelques témoignages recueillis sur place, l'incendie de l'immeuble aurait été provoqué, d'une part, par des individus venus à moto, d'autre part, par des jeunes extérieurs à Sartrouville débarqués du train. La gare n'est d'ailleurs qu'à une cinquantaine de mètres de l'immeuble incendié. Dans un premier temps, la préfec-

ture des Yvelines a effectivement fait état de bandes de jeunes venues d'Argenteuil, de Bezons, de Nanterre et de Chanteloup-les-Vignes.

Mais vers 2 heures, le directeur départemental des polices urbaines, M. Aimé Toulton, a été pas en mesure de confirmer ces faits. « Nous avons interpellé sept personnes demeurant toutes à Sartrouville, a-t-il déclaré. Maintenant, il est clair que nous avons affaire à la frange délinquante de la cité des Indes. Autant nous nous sommes montrés conciliants depuis mardi soir, autant aujourd'hui nous réagissons avec énergie face à des voyous qui font preuve d'une certaine organisation dans leur manière de harceler la police. »

De son côté, le maire, M. Laurent Wetzel, s'est de nouveau trouvé mêlé à de sérieux incidents, au point de devoir être éloigné, de force, des lieux de l'incendie par les policiers, sous les insultes d'un groupe de jeunes très agressifs. Interrogé par les journalistes, M. Laurent Wetzel a attribué au ministre de l'intérieur la responsabilité des derniers incidents. « Dès le soir de la mort de Djamel Chetoui, dont le meurtrier o-

été arrêté et sera jugé, des voyous ont manifesté et cassé en toute impunité. L'émeute dure depuis quarante-huit heures, le ministère de l'intérieur ayant donné l'ordre de ne pas intervenir en contradiction avec le code pénal. Voilà le résultat », a-t-il dit.

« Je ne me sens en aucun cas responsable de ce qui se passe ce soir, nous n'avons rien fait. Depuis deux jours, je préconise l'usage de la force, et c'est parce que je suis en train de dire des choses vraies, sur la nécessité de punir les délinquants, que ceux-ci s'en prennent à moi. Je maintiens que mon attitude est la bonne. »

Vers 2 h 30, le centre-ville retrouvait un semblant de calme et les der-

niers spectateurs de l'incendie de l'immeuble de l'avenue Jean-Jourès quittaient les lieux. Les voitures de police continuaient leurs patrouilles entre le centre-ville et la cité des Indes, tandis que la mairie s'occupait du relogement des familles évacuées : plus d'une vingtaine de personnes. Le bilan de ces affrontements, communiqué par M. Toulton, fait état de cinq blessés légers parmi les policiers et d'un blessé parmi les jeunes, ce dernier ayant été transporté vers l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye.

PASCALE SAUVAGE

Cités à la dérive

Suite de la première page

Le meurtre, inexplicable, d'un jeune de leur âge, les dérapages d'un élu sont autant d'éclatantes que les responsables associatifs et autres militants de l'intégration sociale se révoltent impuissants à éteindre. Quant aux discours politiques sur la réhabilitation des cités et l'« accompagnement social », ils sont perçus comme dérisoires, voire provocants.

Un début de dialogue

Le ministère de la ville a été créé après les violences de Vaux-en-Velin, qui, en octobre dernier, avaient marqué les limites de la politique de rénovation des cités. Quatre cents sites ont été officiellement répertoriés comme « sensibles » - dont la cité des Indes de Sartrouville - parmi lesquels des quartiers très dégradés vont faire l'objet d'un suivi particulier par M. Delabarre, ministre de la ville.

D'autre part, depuis la création du secrétariat général à l'intégration, soixante cités ont été qualifiées de « pilotes » pour l'intégration des personnes issues de l'immigration. Les problèmes sont donc amplement définis, étudiés, analysés, et une politique volontariste engagée sur le long terme. Reste à trouver localement les

moyens d'engager ou de maintenir le dialogue avec des jeunes, qui peuvent très vite se révéler totalement incontrôlables. Sartrouville est, à l'évidence, un contre-exemple en matière de communication. La famille de la victime n'a pas reçu, le lendemain du drame, la moindre visite de condoléances d'un édile ou d'un représentant des pouvoirs publics. Quant au dialogue ébauché mercredi entre les jeunes et le maire, il a été brutalement interrompu par ce dernier sans autre forme de procès. L'émotion et la colère ont donc pu se développer sans la moindre soupape de sécurité des chaudières bouillonnantes de la cité des Indes, et dans d'autres quartiers de la banlieue nord-ouest.

La question du dialogue est d'actualité plus que jamais, car se réveille une génération entièrement née en France et qui n'a pas l'intention de « se prendre la tête » avec la question de l'immigration ou de l'arabité. Français, et victimes de l'exclusion et du chômage, ils ne sont absolument pas prêts à accepter la discrimination à laquelle leur non ou leur physionomie les expose brutalement. Si on ne la prévient pas, la révolte de la « troisième génération » risque d'être explosive.

PHILIPPE BERNARD

M. Laurent Wetzel, boutefeu et anticasseurs

Missionnaire de l'anticommunisme, M. Laurent Wetzel, maire de Sartrouville, n'aime pas prêcher dans l'ombre. Pour que micros et caméras soient témoins de sa croisière, il frappe ses adversaires d'estoc et de telle sorte aucune retenue. Lorsque cet enfant des beaux quartiers prépare la prise d'assaut de cette forteresse du PC qu'était la mairie de Sartrouville, il n'hésite pas à s'en prendre au comportement de Marcel Paul à Buchenwald ; il savait que s'attaquer ainsi à un des héros de la résistance communiste, à l'homme, qui avait permis à Marcel Dessaut de revenir vivant, des camps de concentration, ne pourrait qu'attirer vers lui les feux de la rampe.

Quelle que soient ses combats,

sa stratégie est toujours la même. Quand, aux législatives de 1986, M. Raymond Barre soutient la dissidence de M. Christine Boutin, privant ainsi M. Wetzel, qui figurait sur la liste officielle du RPR et de l'UDF, de tout espoir d'être élu, il se glisse dans le meeting versailles de l'ancien premier ministre afin de le prendre à partie avec une virulence qui gêne même ses propres amis. Devenu maire d'une cité confrontée à une forte concentration d'immigrés, il refuse de signer les attestations d'accueil des étrangers souhaitant rendre visite à leur famille. Puis il accuse le maire de Confédération-Sainte-Honore de respecter le loi moins que lui. Il est sûr qu'une telle mise en cause de M. Michel Rocard attirera l'attention.

Lorsque le maire de Sartrouville veut contester les conditions de logement des immigrés, il n'hésite pas à s'en prendre à la puissante Caisse des dépôts, sachant qu'un tel procès ne pourra qu'intéresser les médias. Et quand ceux-ci ne lui paraissent pas rendre compte correctement de ses positions, il les submerge de coups de téléphone, de courriers, de documents. Quand l'émission « Ciel mon mardi », à laquelle il doit participer, est déprogrammée, en juin 1990, il rend l'élysée responsable de cette censure.

Collaborateur de deux ministères membres du Parti républicain, M. Jean-François Danis au commerce extérieur de 1978 à 1981, puis M. André Giraud à la défense lors de la cohabitation, M. Wetzel

est adhérent du CDS. Mais c'est un centriste partisan de la marlière forte. De tout temps. En 1971, alors qu'il préparait son agrégation d'histoire à l'Ecole normale supérieure, et qu'à la suite d'incidents gauchistes, le ministre de l'éducation nationale, M. Olivier Guichard, avait décidé de profiter du week-end pascal pour fermer l'école, il avait écrit au Monde pour critiquer cette mesure. Il s'en était pris à une direction qui avait laissé « se développer des agissements qui appellent des poursuites disciplinaires et pénales », et avait regretté que « jamais sous ce gouvernement les casseurs ne soient les peyeurs ». M. Laurent Wetzel est resté fidèle à lui-même.

Th. B.

MÉDECINE

Le traitement du sida

L'Imuthiol limite les infections opportunistes

Un médicament produit par la société française Pasteur-Mérieux, le ditiocarbate sodique ou Imuthiol, a permis de réduire de façon significative la survenue d'infections opportunistes chez des patients infectés par le virus HIV, selon une étude publiée, mercredi 27 mars, dans le *Journal of the American Association*. Les essais menés dans huit hôpitaux américains de janvier 1987 à avril 1989, ont porté sur 389 patients déjà atteints du sida ou manifestant des symptômes liés à cette maladie, et recevant soit l'Imuthiol, soit un placebo. Selon les résultats publiés, dix infections opportunistes sont survenues parmi l'ensemble des personnes traitées contre vingt et un dans le groupe témoin. En ce qui concerne les malades du sida, sept recevant un placebo ont développé une infection contre un traité à l'Imuthiol.

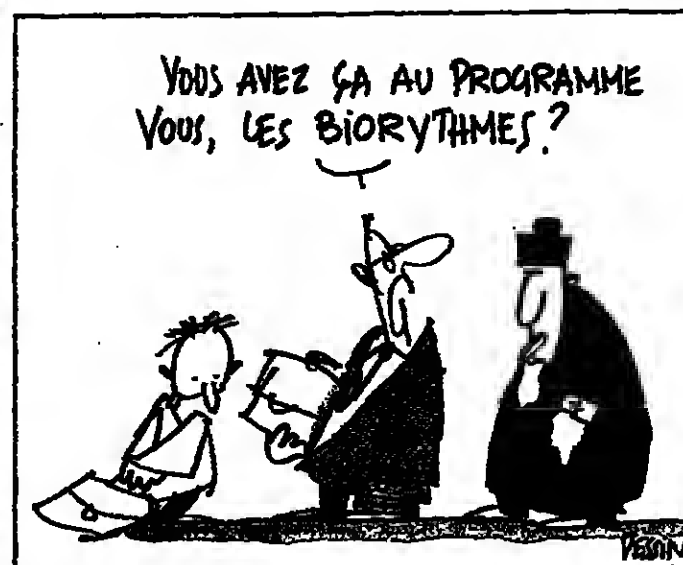
Le ditiocarbate sodique est un traitement immunoprotecteur développé depuis 1983 dans le traitement du sida. Plusieurs études ont montré un effet clinique significatif, signale la société Pasteur-Mérieux qui a l'intention de déposer, dans le courant de l'année, une demande d'autorisation de mise sur le marché en France et dans de nombreux pays européens.

Explosion accidentelle à la caserne des pompiers de Bastia : un mort, trois blessés. - L'explosion d'un chauffe-eau, vendredi 29 mars à 0 h 50, à la caserne des pompiers de Bastia (Haute-Corse), a provoqué la mort d'un pompier, Marc Orsini, trente-deux ans, tandis que trois de ses collègues étaient blessés et une vingtaine d'autres choqués. Selon les premiers éléments de l'enquête, cette explosion s'est produite à la suite d'une compression dans le réservoir d'eau chaude des douches, qui se trouvait à côté du dortoir de la caserne où dormaient quelque vingt-cinq pompiers de garde durant la nuit de jeudi à vendredi.

ÉDUCATION

Alors que la mise au point du calendrier des vacances suscite l'opposition des parents et des enseignants

Des initiatives locales pourront être prises pour l'aménagement des rythmes scolaires en maternelle et en primaire



Corollaire obligé puisque nous détériorons aussi la palme pour le nombre d'heures annuelles d'enseignement (936 heures à l'école primaire). Notre journée de classe est, en revanche, la plus longue.

Découvrant le problème, chaque ministre de l'éducation se fait fort de bousculer le tabou. Il ose l'impossible exercice, démanteler l'imbricolage, tenter la synthèse de multiples rapports pour enfin concilier des intérêts contradictoires : économiques, religieux, sociaux. Ça peut être dur depuis au moins trente ans. Surtout publiés, les rapports qui préconisent peu ou prou la même chose, tombent aux oubliettes. L'allongement de l'année scolaire bute sur l'organisation du bac et sur l'obligation de préserver les deux mois de congé d'été que les enseignants défendent bec et ongles. L'assouplissement de la semaine se heurte aux exigences de l'épiscopat, pour l'enseignement du catéchisme. Quand à l'allongement de la

journée scolaire, elle impose, dans le secondaire, un allègement des programmes, et dans le primaire, que les collectivités locales prennent le relais dans un pays où le taux de travail féminin est un des plus élevés d'Europe (le deuxième après le Danemark).

Avancée symbolique

M. Lionel Jospin n'a pas déroge à la règle. Fignolé au vif par le premier ministre qui annonçait dès décembre 1988 qu'il allait en découvrir avec ce « défaut de notre enseignement qu'on n'a toujours eu peur de regarder en face ». La loi d'orientation du 10 juillet 1989, qui projette de « mettre l'école au service des élèves » offre un cadre idéal. Elle a donc fixé l'objectif ambitieux de rééquilibrer « la journée, la semaine, l'année » et d'en finir, une bonne fois, avec la rigidité et l'uniformité « des journées de classe trop lourdes » et « des

temps morts trop nombreux ». Courageuse volonté. Elle fut marquée par une première avancée, modeste mais symbolique, l'adoption, en juin 1989, d'un calendrier triennal basé sur l'alternance de sept semaines de travail et de deux semaines de congés. Un schéma que M. Jean Pierre Chevènement avait déjà proposé en 1986-1987, pour finalement baisser les armes... devant les professionnels du tourisme.

Détaché rue de Grenelle

Le problème du calendrier - provisoirement - boudé, le ministre de l'éducation nationale poursuivait son idée. Il allait désormais s'attaquer à l'organisation de la semaine scolaire, amorcée-t-il en ouvrant le chantier de la réforme de l'école primaire en février 1990. Trois schémas étaient proposés, le plus audacieux prévoyant le report du samedi matin sur le mercredi. Une hardiesse vite réprimée puisque trois mois plus tard était annoncé le gel provisoire de la réflexion dans le souci « de ne pas imposer de changement brutal », « d'offrir un cadre national » et « de respecter tous ses interlocuteurs » - et en premier lieu les évêques. Mais le ministre avait tenu.

On connaît la suite. Un samedi très rouge le 16 février dernier. La neige. Des bouillons. Le premier ministre prenant sous son aile les vacances en rade et militant pour un retour aux trois zones, allant même, témérement, jusqu'à suggérer que l'on pourrait élargir les vacances d'été. C'était la débâcle du côté de la rue de Grenelle, la satisfaction chez les professionnels du tourisme et la colère des « partisans » du ministère, parents et enseignants, qui pour une fois avaient applaudi ensemble le fameux calendrier.

Pour effacer l'épisode et reprendre l'initiative sur ce terrain miné, le ministère publiait dans la foulée un projet de décret sur l'organisation du

temps scolaire dans les écoles maternelles et primaires. Il a été adopté, jeudi 28 mars, par le Conseil supérieur de l'éducation.

Que propose le ministre ? Un cadre national et juridique permettant de développer localement des expériences d'assouplissement du temps scolaire. En multipliant les garde-fous - concernant le nombre d'heures d'enseignement, la durée totale des périodes de travail et de vacances -, et en essaimant à l'épiscopat une large concertation et un « temps convenable » pour la catéchèse. La solution semble avoir, momentanément au moins, calmé l'inquiétude des évêques. Quant aux syndicats de la FEN, ils n'ont pas voté le décret mais se sont abstenus. Une façon, sans s'y opposer, de marquer leur réserve sur un texte qu'ils jugent trop généreux avec l'épiscopat.

Le décret pourrait donc entrer en vigueur dès la prochaine rentrée. Il marque un progrès indéniable puisqu'il permet, en libérant l'initiative et en portant le débat au plan local, d'aborder les problèmes de fond. Car les querelles byzantines sur le week-end prolongé ou la durée des vacances sont des prétextes commodes pour éviter les vraies questions. Quel est aujourd'hui le rôle de l'école et sa place dans la cité ? Quelles relations entretiend-elle avec les familles, les collectivités locales, les associations, ces fameux « partenaires » du système éducatif ? Les communes sont-elles prêtes à s'engager au-delà de la gestion des bâtiments et des cantines scolaires ? Le ministre, qui s'est montré jusqu'ici un piètre pilote des actions décentralisées, est-il prêt à mettre le paquet pour encourager, stimuler, évaluer ? Peut-on alléger les horaires sans toucher aux programmes et le rituel du bac est-il vraiment intouchable ? Ou s'arrête, enfin, le métier d'enseignant, et les enseignants souhaitent-ils vraiment une école plus ouverte ?

CHRISTINE GARIN

American Airlines vous offre le Nouveau Monde à des prix exceptionnels.

Peut-on rêver mieux que l'Amérique avec American Airlines. Les nouveaux tarifs sont tellement intéressants qu'ils vous permettront de découvrir de meilleurs hôtels, de plus grands restaurants et de faire davantage de shopping.

Outre ses tarifs exceptionnels, American Airlines a aussi l'avantage de proposer plus de destinations aux U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne et vous évite de changer de compagnie entre Paris et votre destination finale aux Etats-Unis.

Précisons que les tarifs exceptionnels cités ici ne sont que quelques exemples parmi les 230* destinations qu'American Airlines dessert aux Etats-Unis.

Appelez dès maintenant votre agent de voyage ou American Airlines à : Paris : (1) 42.89.05.22 - Bordeaux : 56.44.52.90 - Marseille : 91.91.66.34 - Nantes : 40.89.10.92 - Nice : 93.87.19.79 - Strasbourg : 88.32.90.22 - Lyon : 78.92.93.15 - Toulouse : 61.23.30.20.

<p>Paris</p> <p>MIAMI</p> <p>Soleil, plage, bikinis, voile, gratte-ciel, vous allez adorer.</p> <p>3700^F semaine 4000^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>ORLANDO</p> <p>Quoi de plus magique que cette ville de "contes de fées".</p> <p>3700^F semaine 4000^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>NEW YORK</p> <p>Certaines villes veulent l'imiter mais Big Apple reste unique.</p> <p>2995^F semaine 3295^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>WASHINGTON D.C.</p> <p>Plus de 18 millions de touristes par an, ce n'est pas un hasard.</p> <p>2995^F semaine 3295^F week-end</p>
<p>Paris</p> <p>DALLAS FORT WORTH</p> <p>Cosmopolite et culturelle, chaleureuse et amicale, dans le plus pur style texan.</p> <p>4040^F semaine 4340^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>LA NOUVELLE ORLEANS</p> <p>De super restaurants, du jazz toride et son quartier français en font un festival permanent.</p> <p>4040^F semaine 4340^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>CHICAGO</p> <p>Pour pouvoir dire comme Kipling "j'ai rencontré une ville, une vraie ville et c'était Chicago"</p> <p>3645^F semaine 3945^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>LOS ANGELES</p> <p>Hollywood, Beverly Hills, la plage de Venice... Los Angeles ni plus ni moins !</p> <p>4500^F semaine 4800^F week-end</p>
<p>Paris</p> <p>SAN FRANCISCO</p> <p>Le charme incarné avec sa baie romantique, ses mélanges de cultures et tous ses tramways.</p> <p>4500^F semaine 4800^F week-end</p>	<p>Paris</p> <p>SAN DIEGO</p> <p>Le climat y est d'une douceur exceptionnelle, le soleil y brille toute l'année. San Diego n'attend que vous !</p> <p>4500^F semaine 4800^F week-end</p>	<p>Voyage valable uniquement sur American Airlines. Réservation, émission et règlement 14 jours minimum avant la date de départ et avant le 9 juin 1991. Le voyage doit commencer avant le 23 juin 1991 et doit être terminé avant le 30 juin 1991. Minimum/Maximum du séjour : 7/21 jours. Billets non remboursables sauf cas de force majeure. Tous les tarifs sont communiqués sous réserve d'approbation gouvernementale - Valables pour un voyage effectué en milieu de semaine du lundi au jeudi et le week-end du vendredi au dimanche. Ces tarifs ne comprennent pas les taxes (environ 150 FF, montants variables sujets aux fluctuations taux de change FF/dollars). *Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional.</p>	



American Airlines®

CULTURE

ARTS

L'aimable Monsieur Anquetin

La redécouverte d'un moderne des années 1890
jusqu'ici plus célèbre par ses amitiés que par ses œuvres

ANQUETIN
Galerie Brame et Lorenceau

Pour avoir été le condisciple de Toulouse-Lautrec, de Bernard et de Van Gogh à l'atelier Cormon, pour avoir exposé avec Gauguin au café Volpini en 1889, Louis Anquetin avait déjà son tabouret dans l'histoire de l'art moderne. On se souvenait de lui, sur la foi de quelques anecdotes, comme d'un Normand jovial natif d'Étrepagny (en 1861), aussi gaillard que Van Gogh l'était peu, et d'un peintre brièvement hardi aux environs de 1887. Sa vue de *L'Avenue de Clichy (soir, cinq heures)* figurait dans les catalogues en compagnie d'un pastel, *Le Rond-Point des Champs-Élysées*, où deux chevaux à la Uccello se cabrent devant une Parisienne de profil à la Seurat.

Dans l'exposition actuelle, la première qui entreprenne enfin de fortifier la notoriété d'Anquetin, figurent deux études pour son *Avenue*, mais non pas, malheureusement, le *Rond-Point* ni le *Coup de vent sur le pont des Saint-Pères* — deux *Pégases* ébouriffés et une passante que les lourbillons éhangent en oiseau — qui est cependant son chef-d'œuvre le plus certain. Les portraits de dames y figurent à l'inverse en grand nombre, dames qui se répartissent en deux catégories, bigotes et cocottes. Aux premières, Anquetin attribue nez retroussés, mentons renfrêrés et cheveux noirs et blancs. Elles sont sèches, laides et aigres.

Les cocottes, demi-moondaines exerçant leur industrie aux barrières des champs de courses et péripatéticiennes du Bois, ont des volutes qui dissimulent délicieusement leur regard et des boucles rousses. Elles proposent leurs agréments dans les bars de Mont-



« Torse de jeune fille ». Peinture sur toile de Louis Anquetin, (1890)

martre, dont Anquetin fut, dit-on, un assidu, escortant son condisciple Toulouse-Lautrec. Les œuvres de l'un font songer à celles de l'autre : ils pratiquent le pastel sur carton, comme leur maître Degas, et les découpages à la japonaise, comme tant de leurs contemporains. Ils se distinguent par leur goût pour le genre canaille, tapageuses vulgaires, pierreuses des boulevards et filles des maisons closes. La gouge peinte par Anquetin vers 1895 est exemplaire : énorme, affreusement far-

dée, parfaite illustration pour les *Histoires désobéissantes* de Léon Bloy.

Hors ces effigies du désir tarifié, l'exposition compte un nu, dit *Torse de jeune fille*, et une *Femme à sa toilette*, peintures acidulées, composées adroitement par contours sinueux et motifs décoratifs. Elles rappellent que le nom d'Anquetin apparaît dans la fausse énigme le plus volontiers à la plus vaine, débauchée de l'histoire du postimpressionnisme : qui inventa la manière dite synthéti-

que, aplats de couleurs cernés par des contours cloisonnants, de Gauguin, de Bernard et d'Anquetin ? Anquetin, répond naturellement le catalogue, bien illustré du reste, mais à la prose confuse. Bernard, disent les bernardistes, Gauguin, affirment les gauguiniens ulcérés par le sacrilège.

Ne serait-il pas plus sage d'observer que Gauguin, plus préoccupé de symboles et d'idées que de technique, ne pratique ledit synthétisme que le temps de trois ou quatre toiles, à Pont-Aven à l'automne 1888, et qu'Anquetin et Bernard l'emploient de façon décorative durant à peine trois années ? Tous deux échappent grâce à lui à la tyrannie du divisionnisme à la Seurat et à la Signac. Et tous deux le furent quand ils ont épuisé ses bizarres rires à la japonaise. Bernard tombe dans le kitsch exotique, Anquetin dans le pastiche des maîtres anciens. Il cite Rubens et Michel-Ange, aspire à la peinture d'histoire et se brûle au feu d'exemples trop grands pour lui. La manière l'emporte sur le sujet. Fénéon, qui pourtant n'aimait guère Gauguin, s'en était avisé dès 1889. Il écrivait dans la *Cravache* : « Il est probable que la manière de monsieur Anquetin, contours infranchissables, teintes plates et intenses, n'a pas été sans influencer un peu monsieur Paul Gauguin. Influence seulement formelle, car il ne semble pas que le moindre sensation circule dans ses œuvres savantes et décoratives. »

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Brame et Lorenceau, 88, boulevard Malesherbes, 75008 Paris : tél. : 45-22-16-89. Jusqu'au 20 avril.

MUSIQUES

Le pianoforte du Russe

Un cas rare ; Alexei Lubimov

D'une façon générale, les Russes ne sont guère reconnus dans le répertoire du dix-huitième siècle. Ils ont été trop fiers et trop longtemps coupés du monde musical occidental pour avoir pu suivre ses évolutions et ses transformations. Alexei Lubimov est un cas. Formé chez Heinrich Neuhaus, au Conservatoire de Moscou (le professeur de Richter et de Gilels, entre autres), il s'est ensuite, peu à peu, tourné vers la musique ancienne pratiquée sur instruments au fur et à mesure, avec constance celle de son siècle, qu'il a introduite dans son pays, comme pianiste et organisateur de festivals.

L'Auditorium du Louvre accueillait Lubimov le 23 mars pour ses débuts parisiens (1). A son programme il avait inscrit le *Rondo* en la mineur, les *Sonates KV 310*, celle en ut majeur, dite facile, ainsi que la *Fantaisie* et sonate en ré mineur de Mozart. Un vrai programme test.

Indéniablement, l'écoute du piano offre un plus pour ce répertoire fragile. L'aigu sonne avec douceur, même lorsqu'on le « maltraite » ; le médium est rond, toujours lumineux ; les basses sont légères, transparentes, cuivrées, chantantes. Mais sa mécanique est moins fidèle que celle d'un piano moderne. Beaucoup plus traitre. Lubimov joue comme un « vrai » pianiste. Il en a les moyens techniques, l'imagination, la présence. Le paradoxe, c'est que, tout de suite,

on oublie l'instrument pour se laisser emporter par sa musicalité, par l'infinité variée des nuances, par son charme. Le seul reproche pourrait être, que, à force d'être délicat, chantant, subtil, il arrive à Lubimov de paraître précieux, un peu savant dans son traitement de la rythmique, de manquer de cet élan dramatique si présent dans les deux grandes sonates choisies, et de cette fausse candeur qui donne tant de fil à retordre aux professionnels qui abordent la prétendument *Sonate facile*.

Cela dit, à part Christian Zacharias, Maria João Pires, Andreas Staller et Paul Badura-Skoda, peu de pianistes ou de pianofortistes pourront aujourd'hui faire de l'ombre à Alexei Lubimov. Mozart reste le compositeur le plus impénétrable au « progrès musical ». Comment expliquer autrement que, plus de trente ans après leur mort, Clara Haskil et Arthur Schnabel ont encore tant à apprendre à leurs jeunes confrères ?

ALAIN LOMPECH

(1) Le récital d'Alexei Lubimov faisait suite à un débat sur les sonates de Mozart, organisé par France Musique dans le cadre de l'émission *Débat* parisiens, de Jean-Michel Damatin. Le débat et le concert seront diffusés le samedi 30 mars à 14 h 30. Lubimov est en train de publier l'intégrale des sonates de Mozart chez Erato. Les volumes consacrés aux *Sonates KV 309* (2292-45590-2) et aux *Sonates KV 379-380* (2292-45615-2) nous paraissent en tous points remarquables.

PATRIMOINE

Du frigidarium au réfrigérateur

Le Musée Carnavalet ouvre quatre nouvelles salles — glaciales — dédiées aux premiers siècles de la capitale

Naguère Carnavalet était encore un de ces musées de charme, où — disait André Breton — on avait envie d'entrer par effraction. Il a désormais fait peu noise, et personne n'a envie d'y faire un trop long séjour, même clandestin. Si l'annexion de l'hôtel de Saint-Fargeau lui a permis de doubler sa surface, il est en passe de devenir un de ces paquebots sans âme dont la muséographie « nouvelle » aura vite fait de prendre des rides. A signaler l'énorme vestibule blanc inutilisé occupé par un colossal réfrigérateur noir — le vestiaire — et la galerie peuplée de croûtes qui relie l'aile Sévigné à Saint-Fargeau. Ce ne sont pas les nouvelles salles consacrées au passé le plus ancien de Paris qui réchaufferont le bâtiment : murs et plafonds blancs, appareillage de plâtre, de briques et de poutres apparentes autour des portes (façon Chamy), vitrines glacées.

Et pourtant l'ouverture de cet espace, qui retrace l'histoire du site parisien de la Préhistoire à la fin du Moyen-Âge, est un événement : le fond archéologique du Musée Carnavalet est invisible depuis près de soixante-dix ans. Ce sont les fouilles liées aux grands travaux d'urbanisme qui ont permis, à partir du dix-neuvième siècle, la découverte de la plupart des pièces présentées ici. Quelques vestiges animaux pour planter le décor (c'est dans les carrières de Montmartre que Cuvier mit au jour les restes de vertébrés dont il détermina les espèces en appliquant les principes de l'anatomie comparée qu'il avait établis). Bifaces et silex de Neuilly ou de Levallois-Perret, grattoirs et burins de Saint-Clément ou de Montfermeil indiquent que ces lieux sont fréquentés de longue date. Avec l'âge du bronze, Paris est au seuil de l'histoire (des lingots et des armures de ce métal ont été dénichés dans le lit de la Seine) ; avec celui du fer elle en franchit le seuil. Les vestiges celtes

sont nombreux (bracelets, anneaux, boucles, pointes de lance). En 52 av. J.-C., la cité, encore modeste, entre dans les annales sous la plume de César : le chef des Parisii, Camulogène, est écrasé par Labiénus, son lieutenant, sans doute du côté du Champ-de-Mars.

La ville romaine va croître sur la rive gauche. Son cœur bat au grand forum dont les restes ont été mis au jour rue Soufflot. L'amphithéâtre (les arènes) et le frigidarium des thermes de Chamy sont encore visibles aujourd'hui. Carnavalet est riche de fragments de sculptures, décors, statuettes, amulettes et menus objets de la vie quotidienne. Avec la fin de l'Empire romain, la ville se replie lentement sur la Cité, mais commence à déborder rive droite. Les nécropoles mérovingiennes (aux Gobelins, faubourg Saint-Marcel) ont livré leurs trésors (sarcophages, céramiques, ceintures, boucles). Paris est ensuite assiégé par les Normands, avant de s'enfermer dans les murailles de Philippe-Auguste. Les collections médiévales de Carnavalet sont d'une richesse relative. On retiendra cette tête d'ange bouclée, trouvée dans l'île de la Cité, ou cette statue-colonne, draguée dans la Seine en 1880.

Mais il manque une mise en scène convaincante pour animer ces quinze ou vingt siècles, pour donner à voir la croissance urbaine (les maquettes du Paris médiéval, autrefois exposées, ont-elles définitivement disparu ?). A comparer l'établissement chargé de faire revivre l'histoire de la capitale avec — par exemple — le Musée d'Art et d'Histoire de la région, on est convaincu que Paris n'a pas le monopole de l'imagination.

EMMANUEL DE ROUX

► Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : 42-72-21-13.

LA NUIT DU PERE DERNIERES

LIBERATION
Demarcy, un rêveur invétéré... des souvenirs qui font tilt.
LE NOUVEAU OBSERVATEUR
Le talent de Demarcy pour l'insolite.
TELERAMA
Un climat fantastique.
LE FIGARO
Une fantaisie enrique, Pierre Tabard excellent, Alain Longlet, une sincérité.
LE POINT
Coup de blues.

TEXTE ET
MISE EN SCENE
RICHARD
DEMARCY

CARTOUCHE
la Tempête
LOC 43 26 36 36

LENNY KRAVITZ



Nouvel album MAMA SAID



CONCERTS

25 Mai Mulhouse PHOENIX

30 Mai Paris ZENITH

LOC: FNAC, VIRGIN MEGASTORE
36 15 code LIBE

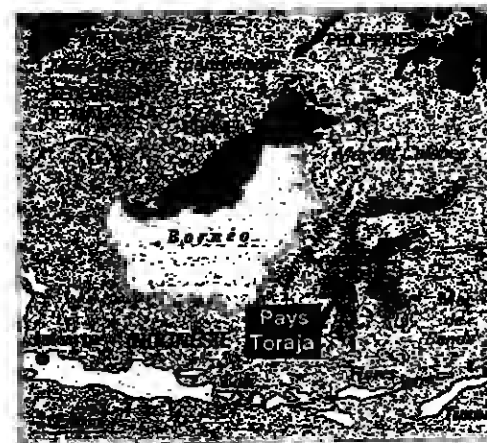


THE
THA-LOU
de Catherine Anne
avec Fabienne Luchetti et Anne Marengo
26 mars - 20 avril
Tél. 47 21 18 81 - 5 Fnac - Billel

S A N S • V I S A

Entrée libre chez les Torajas

Voilà un pays, voilà un peuple que ne rebute pas, jusque dans ses rites, la présence des voyageurs, disons même, au contraire. « Le tourisme nous a apporté la fierté, un sentiment d'importance culturelle. Ce regard extérieur a renforcé les sentiments collectifs. » Surprenants propos entendus chez les Torajas, à Célèbes-Sud (Indonésie).



Maintenant toute la vallée retentit d'exclamations joyeuses. Les enfants dévalent en roulement le coteau, précédant, sur les maures étroits qui séparent les rizières, les buffles tenus d'une longue sangle, et les sabots transpercent les empreintes légères des pieds nus dans la boue noire. Les animaux placides sont aspergés d'eau et abreuvés d'encouragements guerriers puis conduits bien séparément à l'abri du vertical soleil de midi. Sans précipitation, dans un flux spontané, chacun vient de son pas prendre place sur les terrasses vertes peu à peu transformées en amphithéâtre. Les regards en attente convergent tous vers une rizièrre asséchée à mi-pente où s'arrête l'ordonneur.

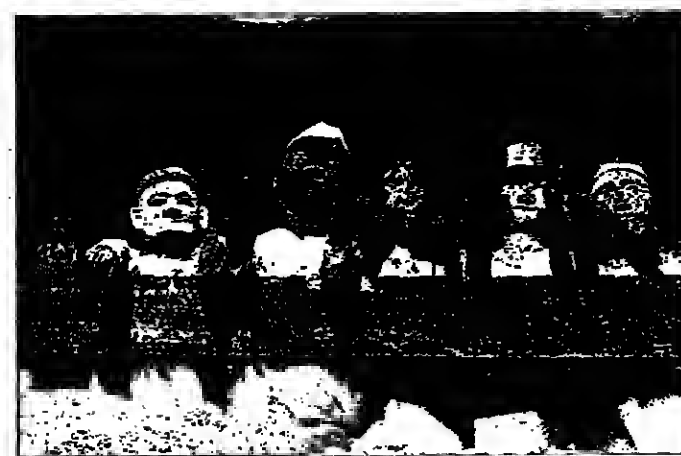
L'annonce du nom des premiers combattants au mégaphone et leur entrée par des côtés opposés du terrain déclenchent une intense circulation de billets de banque froissés. Bien qu'ils paraissent largement indifférents à l'excitation ambiante,

les buffles sont amenés avec la plus grande prudence à proximité l'un de l'autre. Les cris deviennent clameur une fraction de seconde avant que les fronts massifs ne se heurtent d'un élan sans hésitation. Le choc a paru résonner au cœur même de la foule qui accompagne avec jubilation chaque nouvel assaut.

Ici et là, reconnaissables à leurs vêtements richement colorés autant qu'à leurs pieds chaussés de robustes baskets, se sont glissés quelques personnes dont le teint rose semble avoir été par la lumière équatoriale. Leur réserve, leur impossibilité ou leur refus de s'abandonner à la liesse se manifestent par une épuisante activité où le déclenchement de l'appareil photographique tient lieu de cri d'encouragement. Ces invités arrivent il est vrai d'un village sensiblement plus lointain qu'alentour l'Europe. Et leur présence n'est pas considérée comme plus incongrue que celle des centaines de villageois venus à pied de kilomètres à la ronde pour la fête.

Depuis le matin, et après une semaine d'intenses préparatifs, le petit village de La'bu, au cœur du pays toraja à Célèbes-Sud, est en effervescence (les combats de buffles n'ont pas qu'un épisode), car ce jour est le premier de quatre consacrés aux funérailles d'une aristocrate locale décédée deux mois auparavant. Délai presque minimal pour organiser la complexe et coûteuse cérémonie qui fera passer celle qui, depuis son décès, est considérée comme « malade » dans l'autre monde. On a vu le rassemblement de fonds - nécessairement important, comme est important celui de la famille au grand complet, - prendre vingt ans : n'est-il pas des Torajas à retrouver trace d'ancêtres jusqu'au quatorzième siècle ? Ailleurs, on vous montrera le *tongkonan* (maison du noble fondateur du village), où repose depuis 1943 une « malade » soigneusement emmaillottée, dont la famille n'est toujours pas parvenue à organiser les funérailles.

Le passage de la mort clinique au décès socialement reconnu constitue une épreuve particulièrement redoutable pour les survivants puisqu'il



met en jeu, outre une manière de tenir son rang, un règlement des dettes qui ouvre, comme une quelconque relance de poker, la terrible probabilité d'en contracter de nouvelles, à l'échelle aussi imprévisible que la date d'un nouveau décès. Dans les familles de la caste supérieure, l'unité de compte essentielle est le buffle, dont il est exclu d'immoler moins de vingt-quatre individus lors de la fête, compte non tenu de ceux qui seront offerts à l'occasion. Le prix de base de 1 million de roupies (1) la tête (considérable à

Nombreux sont les tau-tau (effigies des morts) victimes des trafiquants d'antiquités qui ont dû être remplacés par des copies ces dernières années.

l'échelle indonésienne) peut être multiplié jusqu'à quinze selon vingt critères d'appréciation, qui vont de la dimension des cornes aux usages (des recherches). Les caractéristiques de chaque animal offert seront soigneusement consignées à son arrivée au village, car le dan (la dette) devra être remboursé par un animal strictement équivalent.

Le « donner, recevoir » qu'indiquent les mains à demi offertes, à demi repliées, des *tau-tau*, ces effigies des défunts, refuges de l'âme, au regard intense et aux traits essentiels dégagés du dur bois de jacquier que l'on place auprès des tombeaux, donnent une image purement binaire et mécanique des termes de l'échange qui oublie aussi bien la volonté de surcroquer que celle d'être nouvellement associé à la collectivité. L'inflation des « dons » (on ne voit pas comment éviter les guillemets dans notre entendement) a été telle ces dernières années que les autorités indonésiennes ont vainement tenté de les limiter en prélevant une taxe sur chaque animal abattu. Et voilà l'administration prenant place dans la fête.

Au milieu des années 60, après qu'enrent été éteintes les dernières flammes indépendantistes à Célèbes-Sud, les Torajas, la scolarisation aidant, ont commencé à émigrer nombreux. Aujourd'hui, on estime parfois le nombre des exilés à 250 000 contre 350 000 au pays, dans le cercle clos de leurs montagnes. Ceux qui auront pu dépasser la côte et les petits métiers savent que les revenus épargnés devront être largement sacrifiés à l'occasion d'une fête des morts, car leur réussite ne sera reconnue comme telle par la collectivité qu'à ce moment-là, en public. Elle devra se donner en spectacle.

Il faut s'être déjà écarté d'un bon pas du chemin des ancêtres pour considérer comme une « fatalité toraja » de ne pouvoir faire connaître sa richesse que dans le moment, dans le geste même où on la dilapide, et que, décidément, l'obligation d'endettement, redoublée par la possibilité désormais d'envoyer et de recevoir des cadeaux de l'extérieur, est une atteinte à

l'épanouissement individuel, à la liberté. Des interrogations qui n'ont pas dû effleurer le secrétaire général du loti indonésien lorsqu'il fit dernièrement immoler plus de trois cents buffles, sous le regard de ce qu'il conviendrait de ministres et de personnalités. La presse, bien sûr, était là, comme si, déjà, la mémoire collective ne suffisait plus pour enregistrer la dépense record.

Le rituel de la fête des morts n'est pas unique chez les Torajas, mais il est le seul qui ait su croître et prospérer de cette façon. Ni le colon néerlandais qui se contentait à partir de 1906 de toiletter le système des castes, interdisant le servage (toujours bien présent dans les esprits des petits-enfants ou arrière-petits-enfants) et n'ouvrant dans le même temps d'écoles qu'aux enfants de l'aristocratie, ni le pasteur (les Torajas sont à 85 % devenus chrétiens), ni le pouvoir central n'ont pu en modifier notablement les contours. « C'est toute notre économie », dit Tanete Poeng Masak, toraja, professeur de français à l'université Hasanudin d'Ujungpandang, la capitale de Célèbes-Sud, qui fonctionne en tant qu'économie de fête des morts, autour du système de l'échange. » Et c'est l'économie qui a commencé d'y apporter des retouches.

Le spectacle peut l'emporter aisément sur le rite dont la complexité exige pour ce qui est du déroulement (la mise en scène ?) la connaissance de toute une généalogie locale, maîtrisée par si peu de participants qu'il coïnciderait, de plus en plus, d'en appeler à l'écrit pour y répondre. Dans cette vaste et délicate affaire, synthèse de toutes les affaires, exaltation du lien social, soumission à l'ordre des ancêtres, nul ne saurait tracer une frontière décisive entre participants et spectateurs. Et sur un terrain où tout est soigneusement comptabilisé, faire nombre n'est pas seulement une manière de faire riche : « La présence d'hôtes étrangers est bienvenue », écrit l'anthropologue Toby Alice Wolkan.

Jean-Louis Perrier
Lire la suite page 18

(1) Une roupie vaut 0,033 franc.

AU SOMMAIRE



Simonon dans les souvenirs de Litge p. 19
Des cartes pour un voyage rêvé p. 16
Béthune, de charitables en charitables p. 17
Le tabasco, du feu en bouteille p. 21

Échecs (p. 15) • Table (p. 16)
Jeu (p. 20) • Table (p. 21)

SANS VISA
EN FRANCE

En visite dans l'Artois, le président du Sénat, des ministres ou des académiciens ont eu la surprise de se voir rendre les honneurs par un insolite groupe d'hommes en quene-de-pie, collerette bien ciselée, nœud pap, bicorne noir et baguette ornée de plantes aromatiques. Ce sont les membres de la confrérie des Charitables de saint Eloi de Béthune, qui vient de fêter ses huit cents ans d'activité.



« On compte en 1991, à Béthune, une cinquantaine de Charitables, dont quarante en activité. La moyenne d'âge, comme celle de la nation, tend à s'alourdir. Le plus jeune Charitable béthunois a vingt-sept ans. Tous les âges, toutes les strates sociales et opinions politiques se retrouvent au sein de la confrérie. »

Béthune, le trépas des joyeux drilles

CETTE survivance bico vivante de la France médiévale, célèbre dans le Pas-de-Calais, n'est guère connue en dehors de ce département. De Béthune même, il vient surtout à l'esprit non point ses citoyens bico-faisants mais plutôt ses deux bourreaux : celui imaginé ou réinventé par Alexandre Dumas et qui décapite Milady, faisant frissonner des générations d'adolescents ; celui, plus récent, qui donna le frisson à des foules d'adultes sous sa cagoule de catibeur supermarché.

Quelques-uns aussi se souviennent du Béthunois Buridan - philosophe scolastique bien oublié, quoique précurseur de Galilée et Descartes - lorsqu'on leur offre du « picotin de l'âne de Buridan ». Ces petites bûches de pur chocolat à la fraiche (c'est-à-dire moins assaisonné de sucre que les proches coccos belges) sont censées rappeler l'âne du philosophe qui, ayant aussi faim que soif et se trouvant à portée d'eau et d'avoine, mourut d'insouciance avant d'avoir choisi par où commencer son repas.

Aujourd'hui, Béthune, loin de cette anecdote que, pendant des siècles, déterministes et partisans du libre-arbitre se jeteront à la figure, essaie d'échapper à la malédiction de l'après-charbon et de l'émigration : ce n'est pas la ville à perdu près de trois mille habitants, en ayant à présent environ vingt-sept mille. Son maire, M. Jacques Mellick, actuel ministre de la mer, a attiré à Béthune la section technique de l'université d'Artois et couvre sa commune de chantiers sociaux ou urbanistiques : les travaux pour un garage souterrain, place Clemenceau, viennent de mettre au jour un grand pas intact des anciennes fortifications en grès de la cité, opposant une fois de plus les tenants de l'économisme et ceux du patrimoine.

C'est tout à la fois à ce patrimoine issu d'une histoire plus que millénaire et à la vie quotidienne de notre fin de siècle qu'appartiennent les Charitables. Conservez aux archives de l'Artois, une lettre de Pierre de Noyon, prieur de Saint-Pry de Béthune, datée de 1317, qui confirme que c'est en 1188 que fut établie la « Karité de messire saint Eloi ». En ce temps-là, Philippe Auguste - après Hugues Capet et avant Philippe le Bel, Louis XI et Louis XIII - venait de jouer le Soudan Hussein en s'emparant de la contrée (seule la paix des Pyrénées, en 1659, devait arrêter, enfin, sa violence et pour toujours, l'Artois à la France). Une fois de plus, le charroi des armées avait fait le lit des épidémies et les maréchaux-ferrants, sur le pas-

sage des officiers mootés, s'étaient mis plein les poches.

Cette corporation éprouvée - elle le besoio de compenser les deniers acquis si facilement grâce aux misères de la guerre ? Deux forgerons, Gauthier, du faubourg béthunois de Saint-Pry, et Germain, du village proche de Beuvry, virent en rêve feu le saint évêque Eloi, à ses heures orfèvre et trésorier de Dagobert I^{er}, qui les menaça de sa croasse s'ils ne se remuaient pas pour assainir le pays. Un pays où les cadavres de pestiférés ou d'animaux n'étaient même plus enterrés.

Les deux hommes se rencontrèrent le lendemain à la source de Quitory - qui, sous peupliers et saules pleureurs, marque toujours la limite entre les communes de Béthune et de Beuvry - et se mirent d'accord pour lancer ce qu'on appellerait maintenant une campagne d'hygiène. Ils furent suivis, car, au douzième siècle, mutatis mutandis, un maréchal-ferrant, c'était un peu comme de nos jours un présentateur de la télévision. Ça eu imposait. Avec leurs « adhérents », ils eurent recours à la loi de 1901 (sous le régime de laquelle agissent aujourd'hui leurs lointains successeurs) de l'époque, c'est-à-dire qu'ils demandèrent à un moine, le prieur Rogon, de Saint-Pry, de leur rédiger une charte.

Ce texte, repris par Pierre de Noyon, n'a pas cessé d'être co-viguer, permettant aux Charitables de revendiquer le titre de « association corollaire la plus vieille de France (1), s'inspirant d'Europe, n'ayant en tout cas jamais cessé son action, sous la contrainte, entre 1793 et 1802 ». L'obligation première de la confrérie, depuis 1188, est de « porter les morts en terre ». Tous les morts de Béthune, sans distinction d'origine, de croyance ou de classe, et tous avec le même cérémonial, du vagabond anonyme de l'hospice au notable pourvu d'une chapelle particulière.

Dès l'origine, et durant les siècles ultérieurs, les hyperbicharistiques que traversèrent les Charitables, il en fut ainsi, tel que le proclame une de leurs chansons aux accents très brassens :

Tot, l'inconnu qui me ressemble,

Tot mon ami, tot mon frère,

Tot qui croyais au Ciel,

Et toi qui n'y croyais pas,

Nous t'accompagnerons jusqu'à la dernière demeure

Et la terre s'ouvrira.

Hooootes gens ou condamnés à la peine capitale, victimes ou assassins, défunts contagieux ou morts de leur belle mort, soldats ou mercenaires, grenouilles de bénitier, libres-penseurs provocants ou chrétiens tièdes, femmes volages ou dames patronnesses, juifs, musulmans, ou Témoins de

Jéhovah, finissent, à Béthune, entre les mêmes gants blancs et le même chapeau à la française des « confrères » de saint Eloi. Aussi loio qu'on remonte, cette étonnante égalité, laïque avant la lettre, n'a apparemment pas été contestée. Les Charitables ont d'ailleurs eu ou prévu Israëlité d'origine polonaise bien avant (d'origine polonaise) que le maire de Béthune soit lui-même issu de cette confession (M. Mellick est, par son père, d'origine hispanique et il a épousé une Franco-Portugaise).

L'Eglise catholique, qui fut probablement, pour des raisons autant sanitaires qu'homoi-taires, à l'origine de ceux qu'on appela d'abord les Karitables, ne chercha pas, semble-t-il, à régenter un groupement composé dès 1850, en pleine reprise en main de la France par les prêtres, l'évêque d'Arras demanda que le grand maître des Charitables - le « prévôt » - soit à l'aveoir chapeauté par son curé. Le refus fut aussi net qu'à toujours été l'acceptation du clergé, s'il est mandé par la famille du défunt, dans le convoi funéraire. De o'importe quel clergé depuis que le catholicisme n'est plus la seule religion présente à Béthune.

En revanche, la République, ce dépit du caractère non aristocratique et non corporatiste de la confrérie - depuis 1573 les fonctions de prévôt ne furent plus réservées à un maréchal-ferrant, - faillit lui porter un coup fatal lorsque, en 1904, sous l'influence du petit père Combes, apôtre de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle donna aux municipalités le monopole des pompes funèbres. Il fallut une pétition à Béthune pour que ce monopole soit aboli, dans la cité, par exception à la loi générale, et appartenir aux seuls Charitables.

Le représentant de la III^e République débutante - après Charles Quint, Louis XIV et Marie-Thérèse d'Espagne, Louis XV, Napoléon I^{er} et Charles X (lequel fut le dernier prince français à être comte d'Artois) et avant l'armée britannique de 1914-1918, l'armée de Verdun, Poincaré, la Kommandantur des années 40, de Gaulle arrivant d'Alger et le président Poincaré - dut reconnaître la confrérie de Béthune.

En 1648, avant même que l'Artois soit intégré définitivement au royaume de France, le comte de Béthune avait demandé des fonds à Louis XIV pour distribuer du pain aux indigents, très nombreux à la suite de la guerre franco-espagnole. Le nouveau seigneur de la province acquiesça aussitôt, facilitant ainsi l'olégation de la contrée dans ses Etats.

Les « messieurs confrères » n'avaient pas attendu que leur

ville appartint au Roi-Soleil pour s'occuper aussi des vivants, en créant des hôpitaux ou en distribuant des vivres. La Sécurité sociale et l'élevage du niveau de vie ont reculé ce rôle presque caduc - à l'exception de colis de Noël ou d'aides ponctuelles pour les moins favorisés - mais la tradition s'est maintenue, chaque année en juin autour de la Saint-Jean, d'une distribution dans Béthune, par les Charitables, de quelque douze mille petits pains frappés du marteau des forgerons, emblème de leur protecteur, saint Eloi.

Afin de conférer quelque solennité à cette répartition, les confrères distribuent avant les pains, depuis le seizième siècle, des médailles, menues monnaies de plomb remplacées, après la Grande Guerre, par des bons en carton, sauf exception comme en 1988, où ces pièces d'ivoire furent remplacées par la devise des Charitables, « Exactitude, Union, Charité », ont été de nouveau émises. C'est en rapportant les médailles à la confrérie, qu'ils s'octoient en plomb ou en papier, que les pains sont offerts.

La remise de médaille par les « confrères » est légitimement suivie, du moins de la part des récipiendaires en ayant les moyens, d'un don en argent. C'est en principe la seule ressource des Charitables, à l'exception des offrandes de particuliers après des obsèques et d'une subvention municipale de quelques milliers de francs. La cagnotte de la confrérie est également alimentée par les versements volontaires de ses membres et aussi, sur un compte séparé, par des amendes, inoquement appelées bouquets, qu'ils s'offoient entre eux pour manquements au règlement, par exemple si l'un d'entre eux a bavardé ou ri durant une inhumation, est arrivé en retard, etc.

Nos porteurs de bicorne passent néanmoins pour de joyeux drilles, et leurs hanquets sont fameux, tel celui, rituel, marquant chaque fin septembre, la commémoration du « sommet » Gauthier-Germon. La confrérie de Béthune, en procession et tous étendards déployés, sans oublier le buste coloré de saint Eloi, rencontre au « poste-frontière » de Quinty, la confrérie de Beuvry - il existe en effet dans l'Artois une cinquantaine de charités villageoises semblables à celle dont nous occupons ici, mais Béthune est l'unique cité de quel-que importance à avoir conservé la sienne.

Cet anniversaire, au cours duquel la confrérie entend également une messe, est baptisé Fête à naviaux, c'est-à-dire « à navets », légume populaire, iodigène et franchouillard s'il en est, l'une des bases de l'alimentation au Moyen Âge. La lecture des

menus de ces festivités montre que par la suite, notamment à la Belle Epoque, les raves furent souvent remplacées par de la tête de veau nature ou du saumon de la Loire à la russe... Avec la mode des régimes minceur, « les navets doux légèrement possés ou beurrés » se sont trouvés derechef bienvenus sur la table des confrères.

Et les conseurs ? Ce sont les épouses des Charitables. En dépit de la charte originelle, qui parle des « chachuns et chachunes » de la confrérie - le Moyen Âge fut sur bien des points féministe, - les conjoints ne font pas formellement partie de la confrérie : encore qu'elles doivent donner leur accord par écrit sur le « grand livre » pour que leur mari soit adoubé, qu'elles gèrent les hôpitaux jadis possédés par les confrères et qu'elles participent de plein droit avec eux, chaque mois de mars, aux assemblées dites « jambon du chéri », financées par les pénalités ou des dons interores à l'association. Ce repas « charcutier » a lieu au milieu des chansons.

Le « chéri » est l'un des derniers membres admis ; il porte la chaudière de saint Eloi lors des défilés et cérémonies et il est également chargé de surveiller l'application du règlement intérieur par ses collègues et de recueillir les amendes.

Le prévôt, grand maître de la confrérie, est désigné tous les deux ans par ses confrères, ce choix étant validé par le grand conseil. C'est à présent M. Rémi Carré, chapelier de son état. Avant lui, on relève le nom d'un ancien mineur de food ou du bâtannier André Delhaye. On peut exercer plusieurs fois la prévôté, mais pas coup sur coup.

Les « mayeurs » sont les plus anciens confrères, ceux parmi les-

quels le prévôt choisit son successeur. Quant au vénérable docteur nommé à vie, il est le plus ancien prévôt et il fait figure de gardien des traditions. A l'autre bout de la hiérarchie, le massier, doté d'une masse de cuivre, apporte leurs convocations aux Charitables et s'occupe de leur local, où il vit avec sa famille. Il est le seul salarié actuel - à mi-temps - de la confrérie.

On compte en 1991, à Béthune, une cinquantaine de Charitables, dont quarante en activité. Idem à Beuvry qui n'a que dix mille habitants. La moyenne d'âge, comme celle de la nation, tend à s'alourdir. Le plus jeune Charitable béthunois a vingt-sept ans. Tous les âges, toutes les strates sociales et opinions politiques se retrouvent au sein de la confrérie.

A l'ombre de son beffroi de grès gris - bien moins vieux que les Charitables puisque l'édifice actuel ne date « que » de 1388 - qui fut le seul bâtiment de quelque importance à résister au tapis de bombes allemandes de la première guerre mondiale, Béthune, la victime de cent conflits, la travailleuse saos résigner, la septentrionale, n'aime que plus la vie. Comme les confrères après une station au cimetière. Cela éclate, particulièrement ces jours-ci avec la Fête à jeunes gens où, entre autos tamponneuses et barbes à papa, Béthune dit, ainsi qu'à chaque printemps depuis belle lurette, « le plus beau couple de l'année ». Pendant ce temps, les Charitables dégustent le jambon du chéri.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Flugoz

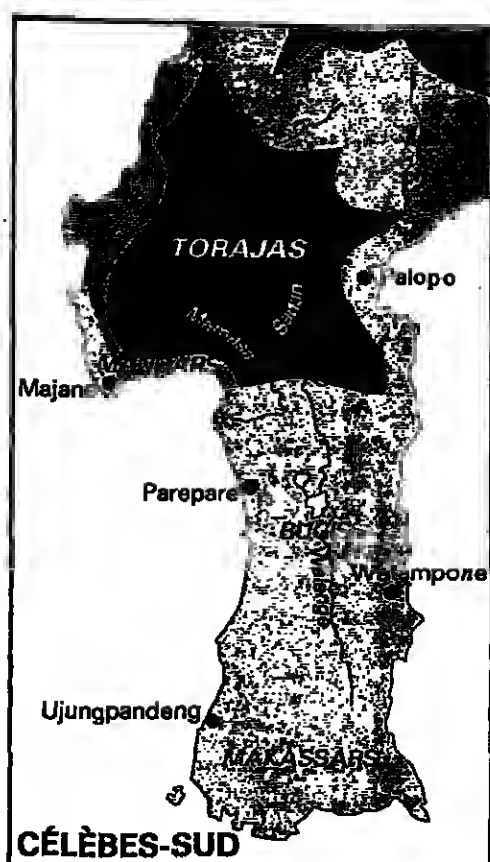
(1) Cette aïnesse serait toutefois contestée par certaines confréries de « charlons » normands qui prétendraient des preuves les faisant remonter presque jusqu'à l'an mil.

Guide

La confrérie des Charitables, 62400 Béthune, édite de temps en temps des publications sur son histoire et ses activités. L'ouvrage général de Martine Segalen, *Les Confréries de la France contemporaine* (Flammarion, 1975), reste valable. *L'Histoire de Béthune et Beuvry*, ouvrage collectif sous la direction d'Alain Derville, médiéviste de l'université de Lille, est diffusé par les éditions des Beffrois, 23, rue Vauban, 59140 Dunkerque (335 pages illustrées).

Béthune est à deux heures de train de Paris. L'Hôtel du Vieux-Befroi, face à ce monument, est

sans doute le gîte le plus agréable de la ville. Le coq à la bière, inventé ici il y a cinquante ans, se goûte de préférence, selon un connaisseur comme notre confrère André Pelletier, de la Voix du Nord, au restaurant du Départ, près de la gare. Les picotins de Buridan sont sans pareil chez le chocolatier Jacques (342, boulevard Poincaré ou 84, rue d'Arres). La chuche-mourte (apérif à base de genièvre et de cassia), très prisé il y a un siècle dans l'actuelle région Nord-Pas-de-Calais, est de nouveau fabriquée dans cette partie de la France.



« La photographie est l'unité de compte du touriste, la monnaie qui permet d'équilibrer sa dépense. Mieux : d'annuler sa dette ou d'exhiber ses bénéfices. »



Entrée libre chez les Torajas

Suite de la page 15
« En effet, ils aident à transformer l'espace rituel, même pour un instant, en ce qu'il est idéal : le centre de l'univers social, attirant de loin de presti-

gieux visiteurs. » Être spectateur, c'est participer : « Avant que les touristes arrivent, ils avaient déjà leur place dans la coutume, confirme Tanete Pong Masak. Le tourisme nous a apporté la

fierté, un sentiment d'importance culturelle. Ce regard extérieur nous a rendu plus intéressants à nous-mêmes et a renforcé les sentiments collectifs. Maintenant, nous faisons partie des grands mythes touristiques internationaux. C'est très positif. » Il y a là les termes d'un étrange marché, une complémentarité à l'origine sans calcul, qu'un trop fréquent usage pourrait faire basculer, et dont la clé réside en la photographie (la vidéographie ?) des rites torajas, et particulièrement des nombreux épisodes d'une fête des morts.

Car la photographie est l'unité de compte du touriste, la monnaie qui permet d'équilibrer sa dépense. Mieux : d'annuler sa dette ou d'exhiber ses bénéfices. Les villageois torajas offrent ainsi sans artifice, même si la tentation de présenter son meilleur profil s'est fait jour, l'occasion éphémère au touriste d'être pleinement lui-même, sans dévaluation ni voyenisme. L'honnête homme de passage y trouvera, au choix, l'occasion d'un retour au village des pères (abandonné il n'y a pas si longtemps) et une réflexion sur soi, ou une preuve de l'irréductible différence des sociétés et la nécessité de se pencher sur l'autre.

Cette dernière image est celle que les Torajas préfèrent voir retenue. Bien sûr, le calcul n'en est pas totalement absent, même si cela profite essentiellement à trois familles locales, une quinzaine de collatéraux et quelques lignes éphémères en harmonie pour une fois avec un pouvoir soucieux de diversification (le tourisme est la troisième industrie de l'archipel), qui propose maladroitement le pays toraja comme une alternative à Bali lorsque la présence australienne y est jugée trop pesante. Déjà, il y a une vingtaine d'années, Djakarta avait tenté d'enrôler la religion traditionnelle toraja, l'*aluk to dolo*, dans les rangs de l'hindouisme pour mieux l'insérer dans une perspective balinaise.

Ne, si le tourisme est l'occasion pour les Torajas d'exalter leur altérité d'abord avec (certains diraient contre) les autres peuples d'Indonésie, et d'abord ceux qui leur sont les plus proches, leurs voisins et rivaux de Célèbes-Sud : Bugis (3 400 000), Makassar (1 300 000) et Mandars (400 000), tous très majoritairement musulmans. Ainsi les Torajas se font les premiers propagateurs de thèses, aujourd'hui mises en doute par les ethnologues, sur leur lointaine origine continentale, qu'accréditerait la forme des toits de leurs demeures semblables à des vaisseaux, et le fait qu'elles soient tournées vers le nord. Ce sont aussi certains d'entre eux qui traduisent le *Tono To Ri Ajo* (Tana Toraja) par « pays du peuple du nord », alors que s'ils ont été nommés ainsi par les Bugis, c'est en tant que « peuple d'en haut » certes, mais en haut des montagnes.

Le professeur Hamzah Deeng Mangemba, qui enseigne l'ethnologie régionale à l'université Hasanuddin, peut détailler le substrat commun aux peuples de Célèbes-Sud et notamment

celui, essentiel, des langues, estimer que la forme des maisons torajas provient tout simplement de la culture maritime qui fut la leur (tout comme les Bugis ou les Makassar), autant qu'un trait de leur relation privilégiée avec la nature, rappeler les liens étroits qu'entretenaient les hautes noblesses respectives, et attribuer l'origine de rapports conflictuels au seul colonisateur sénégalais de régner, il n'empêche, le sujet reste, comme le qualifie un observateur averti de la vie de la province, « sensible ».

Et la guerre du Golfe a éviscé cette sensibilité, les musulmans (surtout les plus jeunes et les plus modestes) se rangeant volontiers dans le camp saddamien, et les Torajas dans celui de ses adversaires, comme en témoignent silencieusement, peu avant le passage chez « ceux d'en haut » à Lakawau, petit bourg où les mosquées (2) dominent de loin les premiers tombeaux torajas, les graffiti des toilettes publiques où les « Saddam, Saddam ! » effrontent un eurythme « Israël vaincra ! ».

Dans le temps même où la volonté identitaire s'enorgueillit et se nourrit de la fête des morts – les érycories ancestrales furent un rempart à l'islamisation, – elle cherche par quel biais échapper à l'engrenage de la dette. « Songez que si je veux me marier, je dois auparavant m'assurer que la jeune fille n'a pas de parents ou de grands-parents encore non enterrés, car je devrais prendre à mon compte la charge de la fête, le poids de la dette, dit Andy Wiryanan, fils d'une famille noble. Sans compter qu'elle doit appartenir à ma caste. Je peux chercher ailleurs, tenter d'épouser une fille minahasan, chrétienne, à Célèbes-Nord, mais en fait, je n'ai aucune vraie possibilité de m'enquêter, car la communauté ne me le pardonnerait pas. Je préfère rester célibataire. »

« Comment sortir de l'isolement, s'interroge Tanete Pong Masak, lorsqu'on s'est barricadé dans un cercle de montagnes ? Ceux de la côte sont forcément plus ouverts au monde extérieur. Nous sommes partagés entre le sentiment de devoir aller chercher quelque chose ailleurs, et une intime injonction qui nous interdit de rester à l'étranger, et nous contraind à revenir. L'appel du pays se ressent très profond. Au premier décès, si la famille peut payer le billet d'avion, on occupe sans hésitation. Ne pas répondre serait rester pour toujours étranger. C'est comme un neud intérieur. »

Ainsi, fonctionnaires, militaires, chercheurs ou... marins (60 % des élèves de l'école de la marine d'Ujungpandang sont torajas), qui gagnent l'étranger, les autres, ou en plaine, estimeront ne pouvoir se détacher du système traditionnel. Il leur faudra surenchérir, être encore plus torajas, et le prouver en réinvestissant au pays, accroître le poids global de la dette et de ce qui l'accompagne lorsqu'on ne peut faire face : dégradation, folie, suicides. Le goût de la violence manifeste dans les combats de coqs (pourtant interdits) ou la pratique du sisemba, art martial qui a autorité théorique-ment que l'usage des pieds, peut

Guide

Le pays toraja est à environ huit heures de route d'Ujungpandang, la capitale de Célèbes-Sud, l'une des vingt-sept provinces indonésiennes. Le petit avion qui relie Ujungpandang à Makala présente la particularité (autre que fréquentes survolations) d'offrir vingt et un sièges à l'aller, mais seulement quatorze au retour. Plusieurs vols quotidiens relient Djakarta et Denpasar à Ujungpandang, plaque tournante vers les autres provinces de Célèbes et vers l'Indonésie orientale (Molouques et Irian Jaya).

Les Français sont de loin les premiers visiteurs de Célèbes-Sud : plus de vingt mille s'y seraient rendus l'an passé, essentiellement en voyages organisés (il est parfois difficile aux « individuels » de trouver des chambres d'hôtel en saison). Plusieurs voyageurs proposent des circuits au pays toraja. Jet Tour (tél. : 40-28-36-48) y ajoute une journée maritime avec la visite de la vivante Ujungpandang, l'ancienne Macassar.

La ravus Archipel avait consacré en 1975 son n° 10 (épuié) à Célèbes-Sud. On peut toutefois la consulter à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 54, boulevard Raspail, Paris-6°. Rambouillet : la fumée descendant, le culte des morts chez les Torajas du sud, de Jeannine Koubi, demeure l'étude la plus complète sur le sujet (CNRS, 576 p., 158 F). Il existe un guide particulièrement remarquable, malheureusement non encore traduit de l'anglais, *Sulawesi, Island Crossroads of Indonesia*, écrit par des universitaires aussi avertis de l'histoire locale, des horaires d'autocars que de la qualité des restaurants. On le trouve notamment au prix de 199 F à la librairie l'Astrolabe, 46, rue de Provence, Paris-9° (Pae-sports Books, 248 p.).

Le photographe néerlandais indonésien Henri Langeveld a publié un ouvrage récent de voyage : *Sulawesi, rencontres fortuites et provoquées*, aux Editions Oizena à Genève (distribué par Vif en France, 120 p., 199 F environ).

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier
(2) Environ 5 % des Torajas sont musulmans (la religion est indiquée sur la carte d'identité indonésienne).

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Ardèche

07520 LA LOUVESC
HÔTEL-RESTAURANT
LE MONARQUE
Séjour toriste et chateaux, pension de 230 F à 330 F. Rés. : 75-67-80-44.

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE
3, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A deux pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Bord de mer, grand confort.
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
3 CL. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-47-42-56 - Tél. 474118
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-46-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, clim.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
4 km de St-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS
Toutes possibilités de ski
Demi-pension, Pension
Tél. : 92-43-37-71.

05340 PELVOUX

Pension complète + clubs enfants +
montagne + soirées + rafting + vtt +
piscine + tennis : 1498 F semaine
réduction enfants de 25 % à 50 %.
AUBERGE LA BLANCHE
N° VERT APPEL
GRATUIT 05-43-23-21.

CHÈQUES DE PAQUES ET PERCE-NEIGE AU CAST-EL-BLANC

Dans le Jura à 3 h de Paris,
vous trouverez un hôtel-château chate-
reux où tout est sur place pour satis-
faire, les amoureux du plein air et
détendre les plus fatigués : une nature
intacte avec des circuits pédestres
incompréhensibles, tir à l'arc, poney, un
guide de randonnée, sauna ; une culi-
ne adaptée avec petits déjeuners caloi-
riques. Pour une vraie détente dans un
« grand chez soi ».
Doc. sur dem. à LE CASTEL BLANC
25240 CHATEL-BLANC
Tél. : 81-69-24-56.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Provence

AIX-EN-PROVENCE

HÔTEL RÉSIDENCE
Location d'appartements meublés
pour séjours de courte
ou longue durée.
Préstations de qualité.
L'HÔTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92.

TOURISME

Home d'enfants

Vacances d'été
HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de
Paris par TGV, agrément jeunesse et
Sports. Yves et Liliane accueillent
vos enfants dans une ancienne
ferme XVII^e, confort, rénov., au
milieu des forêts et pâturages. Accueil
limité à 14 enfants, cuis. saïne et
équilibrée, chaudière 2 ou 3 avec sol, W.C.
Activités avec moniteurs : poney,
tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initiation
échech, peinture sur bois, herbiers,
fabrication du pain,
découverte environnement.
Tarif tout compris : 1 880 F/semaine
par enfant + option V.T.T.
Tél. : (16) 81-38-12-51.
Le Cdt-Agenc - La Longeville
25650 MONTBENOIT.

هكذا من الإصل

SANS VISA
PARCOURS

Liège-Simenon-Liège

L'homme y est né, y a commencé sa carrière amoureuse, s'est essayé au journalisme et a déserté la place. Vexés, les Liégeois n'en contiennent pas moins à engranger dans le Fonds Simenon tout ce qui pourra servir à mieux faire comprendre l'œuvre et le personnage. Enquête.

ces années de jeunesse « qui marquent toute notre vie, ce qui explique que l'on retrouve dans certains de mes romans écrits à quarante ou cinquante ans le rappel de lieux et d'événements dont le souvenir remonte à mes vingt premières années ».

Le bébé a particulièrement sévi à Liège depuis le temps de l'adolescence décrite dans *Pédigree*, mais les principaux repères demeurent : le pont des Arches, qui fournit le titre d'un « petit roman humoristique de mœurs liégeoises » écrit à seize ans ; l'église Saint-Pholien, devant laquelle mit fio à ses jours Kleins, un compagnon de beuveries aux nerfs fragiles qui inspira un Maigret liégeois, le *Pendu de Saint-Pholien*. « Suicide au crime maquillé ? A l'époque, il se passait de bien étranges choses ici », observe Jean-Denis Bousart dans le bâtiment sombre où se réunissent les véritables protagonistes de ce drame, une bande d'anarchistes, de rapins et de carabins dont le jeune Simenon aimait la compagnie sans renoncer à son individualisme foncier.

« QUAND il est mort, en septembre 1989, le téléphone n'a pas cessé de sonner pendant plusieurs jours. On nous appelait de partout, de Paris, de New-York. C'est à ce moment-là que j'ai mesuré combien son nom était associé au journalisme et à notre ville. » Si naturelle, si gaie, si dépourvue de complexe d'infériorité dans son rôle de grande prêtresse de la chronique locale, Lily Portuogals, directrice de la *Gazette de Liège*, est quand même un peu nostalgique en se rappelant ce court moment de vedettariat international.

Au 23 de la rue Léopold, à côté d'une boutique de chapelier où rien ne semble avoir bougé depuis le temps où le grand-père paternel de l'intéressé exerçait – en un lieu pas très éloigné – le même commerce, une plaque le proclame : ici naquit, le 12 février 1903, « le célèbre romancier Georges Simenon, père du commissaire Maigret ». Plus le temps passe, plus augmentent les tirages mondiaux du contemporain francophone le plus traduit – avec, paraît-il, Hergé, autre Belge – plus la « cité ardente » est partagée par des sentiments contradictoires à l'égard de son fils célèbre et ingrat.

Une espèce d'égarément passe dans le regard des gardiens du culte quand on évoque méchamment les deux grandes trahisons : le départ pour Paris, en décembre 1922, après trois années passées à la *Gazette*, réalisation, en ce qui le concerne, du rêve d'arrachage à un destin banal propre à tant de ses personnages ; la dispersion de ses cendres sur la terre suisse, sans retour du corps à la ville natale.

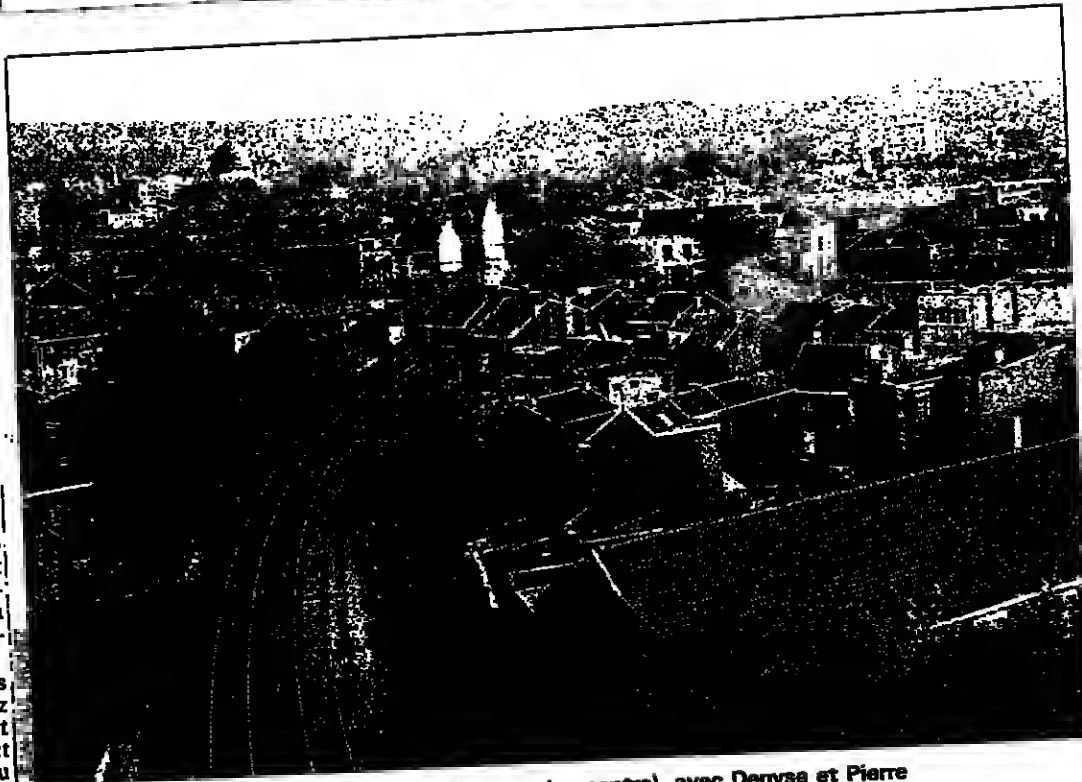
Le nomade « aux soixante changements de résidence » n'a eu que trois ou quatre adresses ici. L'amatrice « aux dix mille femmes » o'a emprunté au cru local qu'une première épouse, après avoir trousseé quelques jeunes gens et consommé nombre de prostituées dans les ruelles adjacentes à la rue Cathédrale, où la relève officie maintenant en maillot de bain fluo derrière les vitrines.

Oui, mais que de beaux gestes pour faire oublier ces trahisons ! Que de dévouements extasiés de pieuses reliques ! Quelques années avant sa mort, l'ermite de Lausanne assure l'échevin de la culture de ses « sentiments liégeois ». A un correspondant local, il écrit : « Le fait que vous habitez boulevard de la Constitution me rappelle la première garçonne que j'ai louée sur ce boulevard à seize ans et demi pour y loger une jeune fille dont j'étais amoureux. » Il donne du « cher confrère » à un jeune journaliste avant d'évoquer

Rochette par la Libre Belgique, dont l'édition régionale comporte chaque jour deux pages spéciales sous le célèbre titre, la *Gazette* a changé de locaux. Elle garde précieusement les traces du passage de son sordide – notamment des billets d'une vacherie inouïe contre le quotidien concurrent – mais ses collaborateurs rigolent doucement devant la version simenonienne de son engagement : un coup de culot qui lui aurait fait pousser directement la porte du directeur. « En fait, il était pistonné par le diocèse auprès de Joseph Demareau, le patron de l'époque ».

Si, du côté maternel, les Brüll, on sentait le soufre, du côté paternel on était bon paroissien, les chaisiers s'éco souvenaient encore. La grande joie des connaissances : la confusion entretenue par certains catalogues quand apparaît une « Vie de sainte Julienne » par G. Simenon, en fait un Guillaume, grand-oncle du débâché, vicaire général du diocèse !

Une littérature plus lisse repose au Fonds Simenon du château de Colonster, dépendance de l'université de Liège : *Orgies bourgeoises*, *Histoire d'un pantalon* et autres polissonneries signées sous divers pseudonymes et « Collection gauloise ». Ici sont rassemblés tous les ouvrages du prolifique Liégeois, un grand nombre de ses manuscrits (étonnantes premiers jets au crayon, pattes de mouche sans une rature), toutes les traductions, tous ses articles, tout ce qui a été écrit sur lui. Chaque jour la matière grossit, mais le noyau initial est constitué



En haut, Georges Simenon (au centre), avec Danyse et Pierre dans les rues du quartier d'outre-Meuse à Liège. Ci-dessus, les quartiers de Longdoz et de Férimus vus depuis le plateau de la Chartreuse.

Guide

• L'Office du tourisme de Liège (92, rue Féronstrée, tél. : 22-24-55) organise, sur rendez-vous préalable, la visite de l'« itinéraire Simenon » dans la ville.

Le Fonds Simenon est accessible aux chercheurs et aux curieux motivés, après autorisation. S'adresser à M^{me} Christine Swinge au 56-30-22, le jeudi. L'université de Liège publie une revue annuelle de grande qualité : *Traces* (Travaux du Centre d'études Simenon). Renseignements au Centre d'études Georges-Simenon, université de Liège, 3, place Cockerill, B-4000 Liège.

Mais Liège rassemble aussi des monuments historiques, des marionnettes fameuses – le Tchotchka – avec un aimable et pittoresque collectionneur-fabricant près de l'église Saint-Pholien ; et des joyaux de l'orfèvrerie (exposition au Musée de l'art wallon, 86, rue Féronstrée, 101, Saint-Georges, du 19 avril au 2 juin 1991).

Seulement une centaine de kilomètres d'autoroute séparent Bruxelles de Liège. On peut dormir à l'*Holiday Inn* (2, esplanade de l'Europe, tél. : 42-60-20), l'aide architecturale « fonctionnelle » mais service chaleureux et vue sur la Meuse et ses péniches, et dîner au Vieux Liège (41, quai Goffe, tél. : 23-77-48). Déjeuner au Café Laquet (17, quai sur Meuse, tél. : 22-21-34), une brasserie comme les aime Maigret. Excellente cuisine et lieu de rencontre des gens en vue dans une ambiance authentiquement populaire. •

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS
3 sessions du 8 juillet au 21 septembre
Cours pour débutants et avancés.
Laboratoire de langues.
Excursions, soirées.
Âge minimum 16 ans.
Droits d'inscription et de cours pour 4 sem. : AS 3 400 (env. FF 1 650).
Prix forfaitaire (inscription, cours chambre) pour 4 sem. : AS 8 850 (env. 4 300).
Programme détaillé :
Wiener Internationale Hochschulkurse
A-1010 Wien Universität.

par un duo de l'auteur à sa ville natale. Une mine inépuisable pour les futurs biographes penchés sur un homme qui a énormément honte les pistes tout en parlant beaucoup de lui. Elle témoigne aussi d'un narcissisme certain, qui qu'il voulu laisser croire la pose.

Quelques jeunes femmes veillent sur ce saint des saints, respectueuses de l'œuvre mais pas toujours tendres pour l'homme. Sur l'infidélité à Liège dissimulée par le tardif cadeau de manuscrits et de correspondances, elles ont une vue plus lucide que leurs collègues masculines, portées à expliquer la coupure de l'auteur avec ses sources par l'influence néfaste de Danyse Ouimet, la seconde épouse, la Canadienne si différente de la Liégeoise Régine Renchon, « qu'il fallait rayer de la carte ».

Marc, le fils du premier mariage, revient de temps en temps avec sa belle actrice d'épouse. Henriette, la mère du grand homme, est morte avant d'une vieillesse passée ici devant un des premiers postes de télévision de la ville, offert par son fils. Le donateur se doutait-il que la jeune génération, celle des riches demeures de la Renaissance mosane comme celle des mornes buildings des bords de Meuse, commence à ignorer son nom et ne retient de son passage sur terre qu'un commissaire Maigret héros de feuilletons télévisés qui a supplanté son créateur dans la mémoire collective ?

De notre envoyé spécial
Jean de la Guérinière

UN CONFORT QUI VOUS TRANSPORTE.



PARIS ANTILLES
2990 F* A/R
SERVICE COMPRIS

L'accueil sourire,
musique et cinéma gratuits,
quotidiens parisiens et antillais, couverture sur chaque siège.
Apéritifs gratuits, plat chaud au choix, snack.

Minerve
LE CONFORT RÉGULIER

5, rue Cambon - 75001 PARIS - Tél. : (1) 49 27 07 00
ou chez votre Agent de Voyage

Islande

Partez à la rencontre de...
Erick le Rouge

Safaris découverte,
randonnées équestres,
trekking... montagnes,
fjords et geyser...
les splendeurs de l'Islande
vous tendent les bras...

Voyages AGREPA
42 rue E. Maréchal 75002 Paris
Tél. : 45 08 81 50
Agent Général Smyth Line
Info minitel : 3615 CODE
OTISLAND

SANS • VISA

JEUX

Bridge

n° 1428

SACRIFICE GRATUIT

Même quand les adversaires n'ont pas fait d'annonces, il est gratuit de prendre certaines précautions comme dans cette donne jouée par un champion chinois aux dernières Olympiades de Venise.

♠ A 3 2
♥ D 3
♦ D 4
♣ A R V 7 6
Ann : E. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Silverst. Lindkv. Diamond Falken.
passé 2 4 passé 4 0
passé 5 0 passé 4 0
passé 5 0 passé 4 0

Ann : N. don. E-O. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Bocchi J. Tang Cedolin H. Tang
1 1 1 1
passé 2 0 passé 3 0
passé 3 0 passé 4 0
passé 5 0 passé 4 0

Quest ayant entamé le Roi de Pique, comment Houzeu Tang en Sud a-t-il gagné CINQ CARREAUX contre toute défense ?

RÉPONSE

Il y a évidemment deux Cœurs à perdre, et le problème est d'éviter l'impasse à Trèfle. Or Tang s'est rendu compte que, si Est avait As Roi de Cœur, le contrat était imperdable grâce à une mise en main à Cœur... Il a donc pris avec l'As de Pique et s'est empressé d'éliminer cette couleur en coupant une première fois Pique, puis il est remonté au mort par la Dame de Carreau pour couper une deuxième fois Pique. Ensuite, il a donné un second coup d'atout et a joué le 2 de Cœur pour le... 3 du mort. Ouest, resté maître avec le 10 de Cœur, a contre-attaqué Trèfle. Le déclarant a pris avec le Roi de Trèfle et il a joué la Dame de Cœur. Est, qui avait As Roi, a été obligé de prendre et de jouer dans la fourchette à Trèfle ou dans coupe et défausse...

La clef du coup était d'éliminer les Piques et de fournir la Dame de Cœur au second tour de la couleur.

L'IMPASSE DU CAVENDISH

Le tournoi sur invitation du Cavendish Club de New-York réunit chaque année quelques-unes des meilleures paires mondiales. En 1988, ce sont les Suédois Falken et Lindkvist qui ont remporté l'épreuve, grâce notamment à la donne suivante :

♠ A R 9 5 2
♥ V 6
♦ 10 8
♣ A 9 8 6
Ann : E. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Silverst. Lindkv. Diamond Falken.
passé 2 4 passé 4 0
passé 5 0 passé 4 0
passé 5 0 passé 4 0

Ann : E. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Silverst. Lindkv. Diamond Falken.
passé 2 4 passé 4 0
passé 5 0 passé 4 0
passé 5 0 passé 4 0

Quest a entamé la Dame de Trèfle (pour le 10 d'Est). Comment Falken, en Sud, a-t-il gagné CINQ CARREAUX contre toute défense, les atouts étant 2-2 ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

En enchères classiques, le main de Nord n'était pas assez forte pour faire la réponse forçant de manche de « 2 Piques », mais dans le système suédois ce jump était limité. Signaux, d'autre part, que Sud est trop beau pour ouvrir de « 3 Carreaux » non vulnérable, et que l'ouverture correcte est... « 3 SA » qui garantit simplement une couleur maîtresse de sept cartes sans reprise.

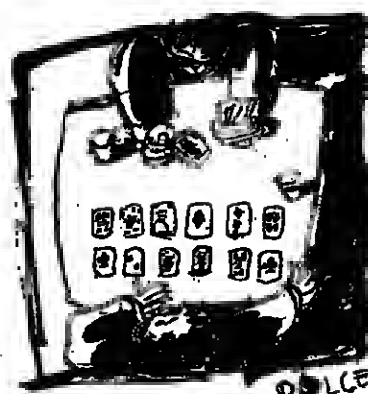
COURRIER DES LECTEURS

Stymann ou Baron
« Est-il vrai, demande un lecteur, que sur l'ouverture de 2 SA la réponse de 3 Trèfles n'est plus la convention Baron, mais le Stayman, et que, avec quatre cartes à Carreau, l'ouverture ne doit plus faire la demande de 3 Carreaux, mais annoncer sa majeure ou dire 3 SA s'il n'a pas quatre Cœurs ou quatre Piques ? »

Une fois de plus, les experts prennent un malin plaisir à compliquer la tâche des malheureux... bridgistes. Les deux conventions ont une quarantaine... d'années, et le Baron est utilisé depuis longtemps par la majorité des Français, mais pas par les Américains. En fait, pour les manches, le Stayman (sur 2 SA) présente un léger avantage, mais pour les chelemes la convention de Leo Baron est préférable. Alors l'essentiel est d'être d'accord avec le partenaire !

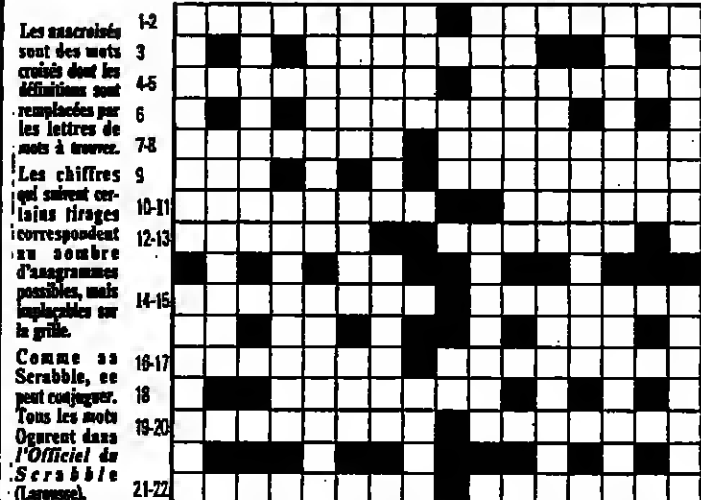
Bien entendu, sur l'ouverture de 1 SA, seul le Stayman (2 Trèfles) est valable.

Philippe Bragnon



Anacroisés

n° 659



Les anacroisés sont des mots croisés dont les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres indiquent le nombre de lettres de la grille.

Comme en Scrabble, se peut conjuguer.

Tous les mots doivent être dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. ACEINRV. - 2. EEIFENS. - 3. AEEIMNS (+ 5). - 4. DEEINTT. - 5. ADHMRSU. - 6. EEEINPRS (+ 2). - 7. ACEEGRNR (+ 4). - 8. AIIINORS. - 9. ACEINNSO (+ 1). - 10. EHNORU. - 11. AELRT (+ 5). - 12. AERSU (+ 2). - 13. AINPS (+ 1). - 14. AEGINNUX. - 15. AENPRT (+ 2). - 16. EEEINNUX. - 17. ACEEGRNR (+ 4). - 18. EELNRTU (+ 1). - 19. AENSSTU. - 20. CEEINRS (+ 3). - 21. DEEEMNPY. - 22. EENKST.

VERTICALEMENT

1. AEEHPTT. - 2. AEEHPTT. - 3. AEEHPTT. - 4. AEEHPTT. - 5. AEEHPTT. - 6. AEEHPTT. - 7. AEEHPTT. - 8. AEEHPTT. - 9. AEEHPTT. - 10. AEEHPTT. - 11. AEEHPTT. - 12. AEEHPTT. - 13. AEEHPTT. - 14. AEEHPTT. - 15. AEEHPTT. - 16. AEEHPTT. - 17. AEEHPTT. - 18. AEEHPTT. - 19. AEEHPTT. - 20. AEEHPTT. - 21. AEEHPTT. - 22. AEEHPTT. - 23. AEEHPTT. - 24. AEEHPTT. - 25. AEEHPTT. - 26. AEEHPTT. - 27. AEEHPTT. - 28. AEEHPTT. - 29. AEEHPTT. - 30. AEEHPTT. - 31. AEEHPTT. - 32. AEEHPTT. - 33. AEEHPTT. - 34. AEEHPTT. - 35. AEEHPTT. - 36. AEEHPTT. - 37. AEEHPTT. - 38. AEEHPTT. - 39. AEEHPTT. - 40. AEEHPTT. - 41. AEEHPTT. - 42. AEEHPTT. - 43. AEEHPTT. - 44. AEEHPTT. - 45. AEEHPTT.

SOLUTION DU N° 658

1. BISCOITE. - 2. EMPESAI (EPHIAIES). - 3. ANORMAUX. - 4. NOTAIS. - 5. CHARLOTTE (COHERITA). - 6. REALES (ALESER).

LESERA RESALE. - 7. AIDASSES. - 8. APEPSIE, trouble de la digestion. - 9. NEOTENES, animal présentant des caractères larvaires (ETONNÉS). - 10. OMISSION (MOISONS). - 11. AREFLEXIE. - 12. COMPLET. - 13. ALINEA (ALIENA). - 14. MENEAU. - 15. AGREABLE. - 16. GHILDE. - 17. SEILLON, petit baquet. - 18. SOLOGNOT. - 19. LENIFIE. - 20. LISIERE (RESILIE). - 21. ENNEADE. - 22. ESSARTER (SARRETES...). - 23. BANDANA. - 24. CAMPOS (COMPAS). - 25. INOUIES. - 26. OLEICOLE. - 27. DOPAMINE. - 28. CRAVATE. - 29. PNEUMOS. - 30. OMISSION (MOISES OMISSIONS). - 31. SNO. - 32. REEMET (METREE). - 33. EXCESSIF. - 34. TAGETES, ornement d'Inde (GATETES SAGETTE TESTAGE). - 35. SLOUOH, levrier d'Afrique. - 36. ECALASSE. - 37. BRILLER. - 38. MIREPOIX. - 39. SELLENT. - 40. ISEROIS. - 41. ADONNE. - 42. EBENIER. - 43. ALERON, petite aile sans bec ni pattes (AILERON ENROLAI). - 44. ANEROIDE (DENOIERA). - 45. GENIONS.

Michel Charlemagne et Michel Dugnet

Scrabble (R)

n° 368

L'homme à la tête de chou

Je suis l'homme à la tête de chou. Mouté légume et mouté mec : c'est ainsi que Serge Gainsbourg se définit dans son deuxième disque-roman, qui narre ses amours avec la sham-pounneuse Marilou. Nous en citons un extrait qui rend hommage au reggae, auquel l'inspiration du chanteur doit tant. Comme ce passage est un peu lisse, nous l'avons non pas expurgé mais crypté, en remplaçant certaines rimes par leur anagramme (solutions en fin d'article).

Quand Marilou danse agréé
Ouvrir braguette et prodiguer
Salutations distinguées
De petit serpent latangais
Quand Marilou danse reggae
Sur Marilou passer à gué

Beaucoup caresses et endiguer
Spermatozoïdes aux tuages
Quand Marilou danse reggae
Au bord climax faire le guet
Changer vitesse changer traquet
Et décoller avion Bréguet
Quand Marilou danse reggae
Elle et moi plaisirs conjugués
En Marilou moi seigneur (r)
Faire mousser en meringué
Quand Marilou danse reggae
Quand Marilou bien irriguée
Jamais jamais épiloguer
Record à corps homologué
Quand Marilou danse reggae
Petit détail à divulguer
En petit nègre dialogué
Après l'amour pisser assagie
Michel Charlemagne
* Solution des anagrammes :
REGGAE - AGUETS - SERIN-
GUER - SAGAIES.

Scrabble Club de Venise, 19 janvier 1991
Tournoi à Venise. Accueil le mardi à 20 h 45.

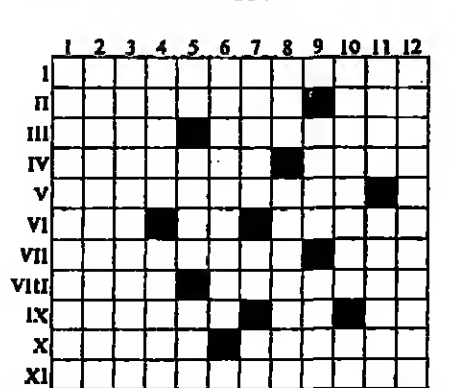
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	IWSUUNE	NEWS	H 5	26
2	IUU-AJGT	JAUNIT	5 E	26
3	UG-EASHU	EH	6 E	35
4	UGASU+RX	SURAUX (e)	4 1	34
5	G+PPOZCA	ZOU	M 2	24
6	GPCAH+H	ZIP	2 M	28
7	W+CAAL+OE	CAPE	3 C	25
8	AQSDYOM	JAUNITES	5 E	32
9	AQDOM+AI	DOM	2 F	16
10	AQAH+UET	REQUETAI (b)	K 4	28
11	A+CNLHVE	CHEVALIN	11 E	82
12	IINTEE	INNETTE	12 B	83
13	AACTISB	BALISAGES	8 D	66
14	TYVUEL	ETUVE	12 J	37
15	YL+EEERRM	ELYME (e)	O 8	58
16	RR+EEFOOT	FOIRER	B 10	34
17	OT+FBNAO	FLETAN	J 10	32
18	OBO+UNDE	DEVON	M 10	35
19	BOU+HLS	BULLIONS (d)	15 D	89
20	AETOMRR	MARNE	C 9	27
21	TOR+IDIR	ROTIR	N 8	28
22	TD+AKS	KS (f)	10 F	74
23	DEG	DECAPE	3 E	14
				933

(a) Relatif au mot. (b) Cherché de nouveau, pour un chien. (c) Plante des dunes ; LYREK perd 3 points. (d) Marquons d'un scan. 1. M. Bellot : 847. 2. E. Vassilchenko : 797. 3. P. de Francesco : 760.

Mots croisés

n° 657



HORIZONTALEMENT

1. Celles des idées inspiraient Lacan.
II. A de la conversation. Ne maoque pas de hauteur, souvent. - III. Elle va vous requinquer. Ce sont des attrape-tout. - IV. Se trouve au Maghreb. Ce n'est pas une poudre pour les yeux. - V. Freins. - VI. Dans les bonnes choses de la vie. Adverbe. Va à contresens et ici tout à fait rétro. - VII. Fis un nouvel effort. A eu un Nobel. - VIII. Saint. Vieux chef. - IX. Ulémas. Vient souvent à la fin. Vient au début. - X. On la trouve dans les Alpes. Connaître ses détours peut être nécessaire. - XI. Elle veut du beau parait.

VERTICALEMENT

1. Il existe des lois contre elle. - 2. En mées parfois. - 3. Placent bien trop haut. - 4. S'arrêtera de courage. Un thème bien embrouillé. - 5. Eo chacun. En chacun. Morceau de gaze. - 6. Le temps ne les amèliore pas. Il les fortifie. - 7. Eteint. Note inversée.

La suivante à l'endroit. - 8. Prolonge le numéro. Vont ensemble. - 9. Pour les bûches. Fis un chemin peu utile. - 10. Pour le farrou. Dans le temps. - 11. Trop tôt pour le crier... S'écrit pour les 1. - 12. Hypersensible.

SOLUTION DU N° 656

Horizontalement
1. Footballers. - II. Enroulé. Créé. - III. Uguine. Surgir. - IV. Il. Statuent. - V. Lent. Vire. Si. - VI. Lézard. Est. - VII. Apures. Ofs. - VIII. Train. Maculé. - IX. Odieuse. Itou. - X. Direction. Lorgnons. - XI. Sentiments.

Verticalement

1. Feuilletons. - 2. Onglée. Adage. - 3. Orientatin. - 4. Tan. Tapie. - 5. Bues. Lénité. - 6. Al. Tver. Son. - 7. Léali. Emerc. - 8. Utrera. Gl. - 9. Ecues. Ciné. - 10. Uge. Toutou. - 11. Reins. Fions. - 12. Serisseuse.

François Dorlet

Echecs

n° 1430

Tournoi de Linars, mars 1991.

Blancs : G. Kamsky.

Noirs : G. Ivantchuk.

Partie espagnole.

Contre-gambit Marshall.

1. e4	25. e5	26. e6	27. e7
2. c3	26. e5	27. e6	28. e7
3. f5	27. e6	28. e7	29. e8
4. f4	28. e7	29. e8	30. e9
5. e4	29. e8	30. e9	31. e10
6. f4	30. e9	31. e10	32. e11
7. f3	31. e10	32. e11	33. e12
8. e3	32. e11	33. e12	34. e13
9. e4	33. e12	34. e13	35. e14
10. e5	34. e13	35. e14	36. e15
11. e6	35. e14	36. e15	37. e16
12. e7	36. e15	37. e16	38. e17
13. e8	37. e16	38. e17	39. e18
14. e9	38. e17	39. e18	40. e19
15. e10	39. e18	40. e19	41. e20
16. e11	40. e19	41. e20	42. e21
17. e12	41. e20	42. e21	43. e22
18. e13	42. e21	43. e22	44. e23
19. e14	43. e22	44. e23	45. e24
20. e15	44. e23	45. e24	46. e25
21. e16	45. e24	46. e25	47. e26
22. e17	46. e25	47. e26	48. e27
23. e18	47. e26	48. e27	49. e28
24. e19	48. e27	49. e28	50. e29
25. e20	49. e28	50. e29	51. e30
26. e21	50. e29	51. e30	52. e31
27. e22	51. e30	52. e31	53. e32

NOTES

a) En renouant à la suite 7... d6, les Noirs annoncent leur intention d'entrer dans le gambit Marshall.
b) Les Blancs peuvent s'opposer à l'attaque Marshall par 8... a4, mais ce système défensif n'est pas gisant pour

les Noirs, qui ont le choix entre 8... f7 et 8... b4.

c) On 12... g3 ; 12... f6 ; 12... d3 ; 12... f6d5. A noter que 12... f6d5 est mauvais : 12... f6d5 ; 13... f6d5 ; 14... f6d5 ; 15... f6d5 ; 16... f6d5 ; 17... f6d5 ; 18... f6d5 ; 19... f6d5 ; 20... f6d5 ; 21... f6d5 ; 22... f6d5 ; 23... f6d5 ; 24... f6d5 ; 25... f6d5 ; 26... f6d5 ; 27... f6d5 ; 28... f6d5 ; 29... f6d5 ; 30... f6d5 ; 31... f6d5 ; 32... f6d5 ; 33... f6d5 ; 34... f6d5 ; 35... f6d5 ; 36... f6d5 ; 37... f6d5 ; 38... f6d5 ; 39... f6d5 ; 40... f6d5 ; 41... f6d5 ; 42... f6d5 ; 43... f6d5 ; 44... f6d5 ; 45... f6d5 ; 46... f6d5 ; 47... f6d5 ; 48... f6d5 ; 49... f6d5 ; 50... f6d5 ; 51... f6d5 ; 52... f6d5 ; 53... f6d5 ; 54... f6d5 ; 55... f6d5 ; 56... f6d5 ; 57... f6d5 ; 58... f6d5 ; 59... f6d5 ; 60... f6d5 ; 61... f6d5 ; 62... f6d5 ; 63... f6d5 ; 64... f6d5 ; 65... f6d5 ; 66... f6d5 ; 67... f6d5 ; 68... f6d5 ; 69... f6d5 ; 70... f6d5 ; 71... f6d5 ; 72... f6d5 ; 73... f6d5 ; 74... f6d5 ; 75... f6d5 ; 76... f6d5 ; 77... f6d5 ; 78... f6d5 ; 79... f6d5 ; 80... f6d5 ; 81... f6d5 ; 82... f6d5 ; 83... f6d5 ; 84... f6d5 ; 85... f6d5 ; 86... f6d5 ; 87... f6d5 ; 88... f6d5 ; 89... f6d5 ; 90... f6d5 ; 91... f6d5 ; 92... f6d5 ; 93... f6d5 ; 94... f6d5 ; 95... f6d5 ; 96... f6d5 ; 97... f6d5 ; 98... f6d5 ; 99... f6d5 ; 100... f6d5 ; 101... f6d5 ; 102... f6d5 ; 103... f6d5 ; 104... f6d5 ; 105... f6d5 ; 106... f6d5 ; 107... f6d5 ; 108... f6d5 ; 109... f6d5 ; 110... f6d5 ; 111... f6d5 ; 112... f6d5 ; 113... f6d5 ; 114... f6d5 ; 115... f6d5 ; 116... f6d5 ; 117... f6d5 ; 118... f6d5 ; 119... f6d5 ; 120... f6d5 ; 121... f6d5 ; 122... f6d5 ; 123... f6d5 ; 124... f6d5 ; 125... f6d5 ; 126... f6d5 ; 127... f6d5 ; 128... f6d5 ; 129... f6d5 ; 130... f6d5 ; 131... f6d5 ; 132... f6d5 ; 133... f6d5 ; 134... f6d5 ; 135... f6d5 ; 136... f6d5 ; 137... f6d5 ; 138... f6d5 ; 139... f6d5 ; 140... f6d5 ; 141... f6d5 ; 142... f6d5 ; 143... f6d5 ; 144... f6d5 ; 145... f6d5 ; 146... f6d5 ; 147... f6d5 ; 148... f6d5 ; 149... f6d5 ; 150... f6d5 ; 151... f6d5 ; 152... f6d5 ; 153... f6d5 ; 154... f6d5 ; 155... f6d5 ; 156... f6d5 ; 157... f6d5 ; 158... f6d5 ; 159... f6d5 ; 160... f6d5 ; 161... f6d5 ; 162... f6d5 ; 163... f6d5 ; 164... f6d5 ; 165... f6d5 ; 166... f6d5 ; 167... f6d5 ; 168... f6d5 ; 169... f6d5 ; 170... f6d5 ; 171... f6d5 ; 172... f6d5 ; 173... f6d5 ; 174... f6d5 ; 175... f6d5 ; 176... f6d5 ; 177... f6d5 ; 178... f6d5 ; 179... f6d5 ; 180... f6d5 ; 181... f6d5 ; 182... f6d5 ; 183... f6d5 ; 184... f6d5 ; 185... f6d5 ; 186... f6d5 ; 187... f6d5 ; 188... f6d5 ; 189... f6d5 ; 190... f6d5 ; 191... f6d5 ; 192... f6d5 ; 193... f6d5 ; 194... f6d5 ; 195... f6d5 ; 196... f6d5 ; 197... f6d5 ; 198... f6d5 ; 199... f6d5 ; 200... f6d5 ; 201... f6d5 ; 202... f6d5 ; 203... f6d5 ; 204... f6d5 ; 205... f6d5 ; 206... f6d5 ; 207... f6d5 ; 208... f6d5 ; 209... f6d5 ; 210... f6d5 ; 211... f6d5 ; 212... f6d5 ; 213... f6d5 ; 214... f6d5 ; 215... f6d5 ; 216... f6d5 ; 217... f6d5 ; 218... f6d5 ; 219... f6d5 ; 220... f6d5 ; 221... f6d5 ; 222... f6d5 ; 223... f6d5 ; 224... f6d5 ; 225... f6d5 ; 226... f6d5 ; 227... f6d5 ; 228... f6d5 ; 229... f6d5 ; 230... f6d5 ; 231... f6d5 ; 232... f6d5 ; 233... f6d5 ; 234... f6d5 ; 235... f6d5 ; 236... f6d5 ; 237... f6d5 ; 238... f6d5 ; 239... f6d5 ; 240... f6d5 ; 241... f6d5 ; 242... f6d5 ; 243... f6d5 ; 244... f6d5 ; 245... f6d5 ; 246... f6d5 ; 247... f6d5 ; 248... f6d5 ; 249... f6d5 ; 250... f6d5 ; 251... f6d5 ; 252... f6d5 ; 253... f6d5 ; 254... f6d5 ; 255... f6d5 ; 256... f6d5 ; 257... f6d5 ; 258... f6d5 ; 259... f6d5 ; 260... f6d5 ; 261... f6d5 ; 262... f6d5 ; 263... f6d5 ; 264... f6d5 ; 265... f6d5 ; 266... f6d5 ; 267... f6d5 ; 268... f6d5 ; 269... f6d5 ; 270... f6d5 ; 271... f6d5 ; 272... f6d5 ; 273... f6d5 ; 274... f6d5 ; 275... f6d5 ; 276... f6d5 ; 277... f6d5 ; 278... f6d5 ; 279... f6d5 ; 280... f6d5 ; 281... f6d5 ; 282... f6d5 ; 283... f6d5 ; 284... f6d5 ; 285... f6d5 ; 286... f6d5 ; 287... f6d5 ; 288... f6d5 ; 289... f6d5 ; 290... f6d5 ; 291... f6d5 ; 292... f6d5 ; 293... f6d5 ; 294... f6d5 ; 295... f6d5 ; 296... f6d5 ; 297... f6d5 ; 298... f6d5 ; 299... f6d5 ; 300... f6d5 ; 301... f6d5 ; 302... f6d5 ; 303... f6d5 ; 304... f6d5 ; 305... f6d5 ; 306... f6d5 ; 307... f6d5 ; 308... f6d5 ; 309... f6d5 ; 310... f6d5 ; 311... f6d5 ; 312... f6d5 ; 313... f6d5 ; 314... f6d5 ; 315... f6d5 ; 316... f6d5 ; 317... f6d5 ; 318... f6d5 ; 319... f6d5 ; 320... f6d5 ; 321... f6d5 ; 322... f6d5 ; 323... f6d5 ; 324... f6d5 ; 325... f6d5 ; 326... f6d5 ; 327... f6d5 ; 328... f6d5 ; 329... f6d5 ; 330... f6d5 ; 331... f6d5 ; 332... f6d5 ; 333... f6d5 ; 334... f6d5 ; 335... f6d5 ; 336... f6d5 ; 337... f6d5 ; 338... f6d5 ; 339... f6d5 ; 340... f6d5 ; 341... f6d5 ; 342... f6d5 ; 343... f6d5 ; 344... f6d5 ; 345... f6d5 ; 346... f6d5 ; 347... f6d5 ; 348... f6d5 ; 349... f6d5 ; 350... f6d5 ; 351... f6d5 ; 352... f6d5 ; 353... f6d5 ; 354... f6d5 ; 355... f6d5 ; 356... f6d5 ; 357... f

Assiette anglaise

Le Dictionnaire de l'Académie des gastronomes le précise judicieusement : l'assiette est le contenu d'une assiette, donc une assiette assortie est présentation de hors-d'œuvre, et une assiette anglaise un assortiment de jambon d'York, rosbif, langue écarlate (et mieux vaudrait écrire roastbeef, aussi bien).

Un lecteur qui veut bien me citer dans l'ouvrage qu'il prépare sur la pédagogie me fait part de cette aventure, dans une brasserie parisienne. Il a commandé (selon la carte) une assiette anglaise. On lui apporte une assiette de charcuteries, d'où ce dialogue :

« Garçon ! C'est une assiette anglaise que j'ai demandée, non une assiette de charcuteries. »

— Monsieur, ce sont deux assiettes anglaises dans lesquelles le bœuf a mis de la charcuterie.

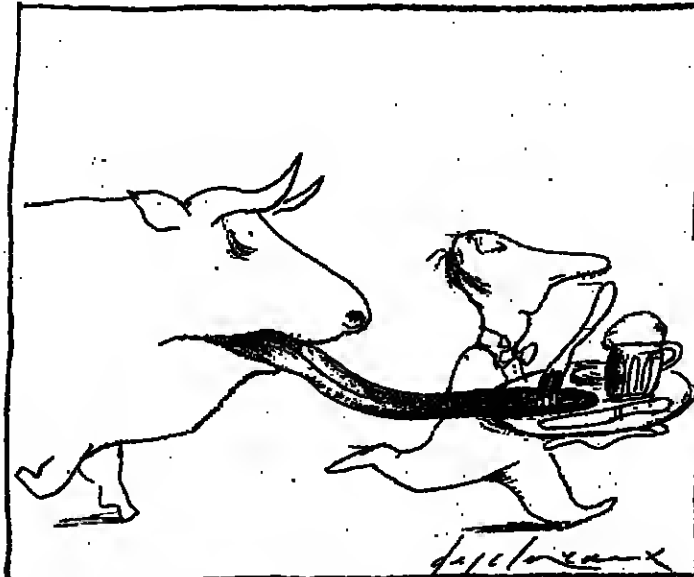
C'est bien ce que vous avez commandé !

— Si vos assiettes étaient « anglaises », elles comporteraient certes de la charcuterie : jambon d'York et langue écarlate, mais aussi de la viande rouge (roastbeef), voire aussi du poulet froid (chicken).

— Je n'ai pas le temps de m'amuser, monsieur. Moi, je travaille !

Et mon correspondant, précisant qu'il faut distinguer « le jeu de rôles et l'étude du cas » (sic), me demande un avis.

Que du moins cela me soit occasion pour, une fois de plus, partir en guerre contre les fausses appellations, des épaves Suzette flambées aux sarladaises truffées et au beurre (alors qu'elles devaient être à la graisse d'oie), des escalopes vieoosises ornées de



filets d'anchois aux tartes Tatin aux kiwis.

Et puis se conviendrait-il pas de saluer l'arrogance du garçon pris en défaut ? Mais savait-il qu'il était en défaut ? Et le chef ? Et le patron ? Tout est bon, aujourd'hui, pour n'oublier cette vérité première : les mots ont un sens et navarin vient de navet. Un navarin sans navets, fût-il merveilleusement cuit, est condamnable sous cette appellation !

Revenons à l'assiette anglaise. Elle mérite son nom car le jambon d'York est une grande charcuterie, le rôti de bœuf d'outre-Manche une institution, comme la langue écarlate... Il s'agit d'une langue de bœuf (et certes le mot charcutier, si, autrefois, il s'écrivait « ébaïr-cuitier », indique aujourd'hui plutôt ce qui concerne le porc) qui ne peut pas-

ser pour ébarcuterie. Morceau divin (en certaines régions de France, le dindon féodal accordait au seigneur la langue des bœufs abattus sur son territoire, et c'en était-il pas de même outre-Manche ?).

Donc la chose est entendue : même contenant de la charcuterie, l'assiette anglaise ne saurait être uniquement de porc. De même, elle doit être servie avec de la moutarde anglaise et des pickles. Et, pourquoi pas ? une pointe d'ail ! Ce n'est plus dans les brasseries, pas même au Critérium, qui, avant l'autre guerre, attirait les « fans » de la *British Life*, Alphonse Allais en tête, que vous trouverez une vraie bonne assiette anglaise. Aussi bien, de nos jours, ce serait un plat coïteux.

La Reynière

L'aubergine entre mélancolie et pyromanie

Légendes et actualité du légume favori de la Turquie

EST-CE vrai que la consommation de l'aubergine cause la mélancolie aiguë chez l'homme ? En l'appelant *Mala insana*, c'est en tout cas ce que prétendent certains « médecins » avant Hippocrate. Même au XVI^e siècle, relativement très proche de nous, le célèbre botaniste anglais John Gerard, ayant « par et pour curiosité » cultivé dans son potager cette plante, *Solanum melongena* aux fruits massues de couleur violette, n'hésita pas à la déconseiller aux sujets de Sa Majesté. Ces « mad apples », autrement dit « pommes folles », insiste-t-il, ne sont pas bonnes à manger à cause du péril mélancolique qu'elles contiennent.

Tant pis si durant des siècles les Anglais insulaires se sont privés de ce légume que les habitants de l'Inde, son pays d'origine, avaient baptisé *brinjâl*, les Arabes *badrijan* et les Catalans, grands voyageurs, *albergina*. Pour leur part, les Turcs, descendants des nomades, une fois sédentarisés en Anatolie, depuis qu'ils ont goûté le *patlican* farci à la viande ou au riz, frit à la poêle, en purée-salade, ou cuit à l'huile d'olive (et c'est le plat connu sous le nom populaire d'*imam bayildi* : imam évanoui) n'ont jamais pu s'en séparer.

Selon la légende, qui court toujours en Turquie, l'imam en question ayant pour la première fois mangé des aubergines préparées de cette façon se serait évanoui de plaisir. Mais de méchantes langues prétendent que ledit imam, réputé pour son avarice, aurait simplement perdu connaissance après

avoir appris la quantité d'huile d'olive utilisée par son cuisinier pour rendre ce mets encore plus savoureux.

Ces commérages rappelés, l'aubergine reste la reine des légumes en Turquie, où une bonne trentaine de spécialités traditionnelles, allant de la confiture (*patlican reçeli*) aux pickles (*turşu*), du *musakka* au *patlicanli pilav*, du *Karniyarik* à l'*Islim kebap*, du *kizartma* au *dolma* (farcis au riz ou à la viande), se pratiquent encore. L'aubergine s'allie aussi bien au sucre ou au vinaigre, à l'huile d'olive ou au beurre.

Abondante sur le marché et peu chère, l'aubergine, ce légume du pauvre, peut sans doute être boudée. Mais si elle n'est pas noble par naissance, elle le devient par le savoir-faire des cuisiniers turcs, arméniens, grecs, juifs et arabes, tous réunis sous l'étendard de la cuisine ottomane, dont le Palais demeure l'ultime centre d'expérimentation et de présentation raffinée. C'est l'art culinaire d'un pays qui transforme un produit apparemment insipide en chef-d'œuvre. *Hunkar begendi*, la délicieuse purée d'aubergines inventée par un ebeï ottoman pour accompagner les morceaux de viande mijotés, veut simplement dire « le souverain l'apprecie ».

N'empêche que, jadis, il ne manquait pas de « bonnes femmes » pour « calomnier » l'aubergine comme étant cause de maladie mentale. Elles s'avaient jamais entendu parler du botaniste anglais Gerard, mais, fidèles colporteurs des croyances populaires séculaires, elles se méfiaient de ce légume.

L'été, la saison de l'aubergine (à cette époque, chaque saison suivait son cours normal et produisait ce qu'on avait l'habitude d'attendre d'elle, et personne n'entendait parler de primeurs), pour peu que quelque-vo leur parlât soudain un

peu trop agité ou « anormal », ces gentilles mères, ignorant les méfaits des périodes de chaleurs excessives et de variations brusques de la pression atmosphérique sur certains corps et esprits fragiles, en venaient à désigner la coupable, et aujourd'hui encore à Balikesir, près de Bursa, on parle des « fous d'aubergine » (*patlican delisi*).

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'aubergine est sur la sellette : ainsi le 4-on pas dénoncée comme l'une des responsables des incendies gigantesques qui ravagèrent Istanbul durant des siècles ? Aubergines frites sur des braucres : la moindre étincelle constitue un danger potentiel pour des maisons bâties en bois. Et Dieu sait que, des incendies, la capitale ottomane en a souffert... Les embrasements de cuisines sont si fréquents en été qu'on les appelle « incendies d'aubergines » (*patlican yangini*), même si le feu s'est déclaré pour d'autres raisons que la chère friture. Peu importe, voilà la coupable.

Pourtant, on continue toujours à faire frire les aubergines, maudites peut-être, mais infiniment délicieuses. Voici la recette, celle à la sauce tomate, pour 6 personnes, de Beyhan Unsal :

1 kg d'aubergines ;
500 g de tomates bien mûres ;
5 gousses d'ail ;
1 cuillère à dessert de sucre ;
1 cuillère à soupe de vinaigre de vin ;
250 g de yaourt velouté ;
1/4 de litre d'huile de friture ;
Sel, poivre.

1. Épluchez les aubergines et mettez-les dans l'eau salée environ une heure. Puis sortez-les de l'eau et séchez-les dans un torchon.

2. Coupez-les en quatre dans le sens de la largeur, puis en morceaux de 2 cm d'épaisseur dans le sens de la largeur.

3. Plongez-les dans l'huile de friture. Lorsqu'elles sont bien dorées, mettez-les dans une passoire afin de les égoutter.

4. Pendant ce temps, dans une cocotte, mettez les tomates pelées, épluchées et concassées, les gousses d'ail hachées et le sucre, et laissez cuire à feu moyen environ vingt minutes. Salez et poivrez. Remuez de temps à autre. Au dernier moment, ajoutez le vinaigre.

5. Disposez les aubergines dans un plat creux, salez et saupoudrez avec la sauce tomate. Servez chaud ou froid.

ou si vous voulez plutôt avoir une idée de ce qui « a pu égarer l'imam, essayez la recette suivante, à l'huile d'olive (pour six personnes) :

6 belles petites et minces aubergines ;
4 gros oignons ;
3 grosses tomates ;
1 tête d'ail ;
1 cuillère à dessert de sucre ;
1/2 bouquet de persil ;
1/4 de litre d'eau ;
5 cuillères à soupe d'huile d'olive ;
sel.

1. Épluchez entièrement les aubergines et mettez-les dans de l'eau froide salée environ une heure ;

2. Pendant ce temps, coupez les oignons en demi-lunes et les tomates en petits morceaux, ajoutez la tête d'ail épluchée, le sucre et le sel. Malaxez le tout ;

3. Sortez les aubergines de l'eau, coupez-les en quatre dans le sens de la longueur sans aller jusqu'au bout ;

4. Farceusez les avec la préparation, disposez-les dans une casserole ;

5. Ajoutez de l'eau et de l'huile d'olive. Mettez un poids sur les aubergines (assiette ou couvercle), puis couvrez la casserole. Faites cuire cinq minutes à feu vif, puis trente minutes à feu moyen. Disposez sur un plat ovale. Décorez avec le persil haché et servez froid.

Last but not least, la riche purée d'aubergines *hunkar begendi*, le délice du souverain, est certainement une garniture qui peut rivaliser avec la viande qu'elle est censée accompagner. En voici la recette :

2 grosses aubergines (1 kg) ;
1 cuillère à soupe de farine (30 g) ;
30 g de beurre ;
50 g de fromage rapé ;
1/4 de litre de lait.

1. Piquez les aubergines avec un couteau. Passez-les directement sur une flamme moyenne pendant quinze minutes chacune, en les retournant souvent. Puis peler-les, écrasez-les avec une fourchette ;

2. Dans une petite casserole, faites blondir le beurre et la farine, et ajoutez les aubergines écrasées ;

3. Versez-y le lait petit à petit, la sauce doit être épaisse. Salez, poivrez et ajoutez le fromage. Servez aussitôt. *Afiyet olsun* ! (bon appétit).

Artem Unsal

Tabasco

FRANÇOIS RABELAIS, médecin des Hôpitaux de Lyon en 1532, indique dans le *Quart Livre* que le Créateur a revêtu les piments du rouge que l'on voit aux étiquettes apposées sur les médicaments dangereux, pour rappeler aux utilisateurs les inconvénients de ce condiment du Diable.

Le Tabasco, c'est précisément la classique « histoire du soldat » qui rapporte au pays natal — la Louisiane — dans sa besace, à son retour de la guerre du Mexique (1846-1848), les premières graines des solanacées cueillies à Villa-Hermosa, chef-lieu de l'Etat de Tabasco, situé au fond de la baie de Camêche. Tabasco devint ensuite le nom d'une marque, propriété exclusive de la famille Mae Henny, après l'invention en 1868 d'une mixture de piment rouge, macéré avec du sel, des épices et du sucre, dans une solution de vinaigre d'alcool, et contenue dans une petite bouteille écarlate, bientôt célèbre dans le monde entier.

Une invention qui aurait pu être « française », si, comme le rappelle Jacqueline Denzrière, la Louisiane, « cette ancienne colonie », n'avait pas été « vendue pour une grosse poignée de dollars et cédée pendant presque deux siècles » (1). Les fruits produits par le *Capsicum anuum*, corail des jardins, et le *Capsicum fastigiatum* ou piment enragé, ont un aspect assez curieux. Une coloration rouge orangé les fait ressembler, le premier, à une goutte de métal en fusion et le second, terminé par une pointe, à une lame de sang ou à la langue d'un cavalier de l'Apocalypse. Les piments cultivés dans les champs de Louisiane, où ils sont encore aujourd'hui, forment des étendues colorées à perte de vue, dans la région d'Avery-Island. Produit miracle, le Tabasco fut bientôt indispensable à la confection du cocktail *Bloody Mary*, emblème des *roaring twenties*.

A *Every-Island*, la récolte est abondante et traditionnelle, avec ses travailleurs noirs, son jardin exotique et une réserve animale qui attire les touristes. Bien avant cette époque, dans une lettre adressée au chapitre de Séville en 1494, Christophe Colomb racontait son étonnement d'avoir vu à Hispaniola les Amérindiens faire leurs délices d'une épice nommée *Aji*, l'ancêtre du piment rouge. Mayas et Aztèques assaisonnaient de ce vésicatoire leurs prisonniers, après quelques supplices.

Pour nous, le Tabasco a une saveur brûlante qui laisse le palais en feu. Les chimistes du dix-neuvième siècle ont isolé du piment enragé deux substances cristallines dont l'ardeur est si intense qu'une goutte de solution dosée à 1 pour 100 000 détermine sur la langue une sensation persistante de brûlure. Rabelais et les médecins du temps le prescrivaient « *confit au sucre* » pour dissiper les flatulences et fortifier la digestion.

Et sa poudre comme un bon moyen d'évacuer les humeurs pituitaires.

C'est encore la vertu qu'on reconnaît au Tabasco, comme dans les autres cuisines exotiques, celles du « ebili » des Mexicains — qua l'oo « déguste » à la Perla (26, rue François-Miro, Paris-4, 42-77-59-40), le plus chic Tex-Mex de Paris, — le « qixa » des Brésiliens, Achards et Chutneys de l'océan indien.

Le Tabasco est un excellent vulnérable, et le fabricant le préconise pour faire « voler » les poissons chagrins, amener les viandes rouges, rendre explosif le gaspacho et donner vie à l'insipide hamburger. Tout un programme ! Au Grand Colbert, où l'on trouve le meilleur tartare de la capitale, haché au couteau (2, rue Vivienne, Paris-2, 42-86-87-88), le Tabasco figure en bonne place parmi les ingrédients nécessaires à son assaisonnement.

Allègre, illustre médecin, signala en 1857 à l'Académie de médecine de Paris les bons effets de la liqueur de piment sur les sujets atteints de *delirium tremens*. On obtenait sur eux, selon notre auteur, un retour au calme et au bon sommeil. C'est l'emploi connu et le moins divulgué du Tabasco — guérir les gueules de bois, avec le jus d'un demi-citron vert !

Le piment est un condiment dont les propriétés irritantes ne permettent d'user qu'avec une extrême modération et qu'il faut déconseiller aux estomacs délicats. Les recettes connues qui emploient le Tabasco mentionnent la « salade Belzébuth », à base de poivrons, haricots verts et aubergines. Mais la *Cuisine de Louisiane* (1) suggère d'autres utilisations de la potion magique : haricots secs au maïs, gratons au blé d'Inde, dinde en melle-mélo, frito de serpent — que n'eût pas dédaigné Paul Corcaillet — ou fiascasse de taton sorte de soupe amphibie dont raffolaient les Aztèques. Le Tabasco est indispensable au poulet à la diable, qui fit la réputation de certains restaurants au dix-neuvième siècle.

Guy de Maupassant ne savait sans lui tenir un tête-à-tête galant en cabinet particulier. Le Tabasco, tel un félin qui cache ses griffes sous une patte de velours, est un condiment magique dont la fureur se déchaîne quelques instants après l'avoir ingéré. Il donne aux mets un relief puissant, chemine le long du tube digestif, co galvanisant les sécrétions les plus parasites. Vous le trouverez dans toutes les épicerie fines et chez un sympathique traiteur américain à l'enseigne de Thanksgiving (13, rue Beaurepaire, Paris-4 42-77-70-83), sous l'appellation « Louisiana Gold », ou « Musique du Diable », ou « Variations Diabliques » de la cuisine ? A vous de choisir !

Jean-Claude Ribaut

(1) *La Cuisine de Louisiane*, de Jacqueline Denzrière et Charles-Henri Band, Denoël, 1989.

GASTRONOMIE

Voyagez le temps d'un repas
DIEP à l'Opéra 萬珍樓

Sous sa coupole, salle à manger circulaire, commodément et divisibles de 350 places. Cadre chaleureux comme à HongKong.

Menus « EXPRESS » au déjeuner, du lundi au vendredi.

Menu « A », assortiments à la vapeur et dessert : 72 F.

Menu « B », ravioli en beignets ou salade de poulet, porc sauté, riz et dessert : 74 F.

Menu « C », soupe aux crevettes, double laqué de viande, riz et dessert : 92 F.

Menu « D », salade thaï, poulet au curry, riz et dessert : 88 F.

Menu « E », pinces de crabes farcies en beignets, 1/2 canard laqué (peau croustillante), galettes de riz (la chair sautée aux pates), salade de fruits frais.

DIEP à l'Opéra, 28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. : 47-42-31-58 et 94-47 (tous les jours).

DIEP, 55, rue Pierre-Charon (8^e). Tél. : 45-63-52-76.

DIEP, 22, rue de Ponthieu (8^e). Tél. : 45-56-23-86.

(même famille, service assuré jusqu'à minuit).

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.-B. MICHEL
B.P. n° 5
MOUSSY 51200 EPERNAY
Propriétaire-viticulteur
Doc. et tarifs sur demande
Etiquettes personnalisées

L'ORT VERT
CAVE VITICOLE
DE CLEBOURG
Vente par correspondance. Tarif sur demande
Livraisons rapides dans toute la France et à l'étranger
67160 Wissenbourg - Tél. : 88-94-30-33

* « l'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».

Jameson Irish Whiskey.

JAMESON & SON

ESTABLISHED

SINCE 1780

IRISH WHISKEY

DISTILLED, MATURED AND BOTTLED
IN IRELAND BY

John Jameson & Co

STREET,

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. A consommer avec modération.

Le Monde

24 Transfert des
- Les élections à la P

Les difficultés de

L'informatique en crise

Quand IBM tousse, c'est que l'informatique occidentale est vraiment malade. Après l'annonce en début de semaine d'une réduction des effectifs de 8 500 personnes sur deux ans chez Bull (le Monde du 27 mars), celle, il y a plusieurs mois, des 8 000 suppressions d'emplois chez Digital Equipment (Dec), deuxième constructeur mondial d'ordinateurs, sans parler des difficultés rencontrées par Philips dans ce secteur, c'est aujourd'hui au tour du numéro un mondial d'annoncer 14 000 suppressions d'emplois. Des signes précurseurs étaient apparus, il y a quelques jours, avec l'annonce par IBM d'une baisse de ses bénéfices pour le premier trimestre 1991.

Outre-Atlantique comme sur le Vieux Continent, aucun secteur ne semble donc épargné par le tourbillon qui sévit dans ce secteur. La crise est d'autant plus violente qu'elle est aujourd'hui la résultante de deux phénomènes : l'un est conjoncturel, l'autre est structurel.

Le ralentissement de l'activité enregistré aux Etats-Unis puis en Europe, accentué par la crise du Golfe, a évidemment conduit les entreprises à réduire leurs investissements : ceux consacrés à l'informatique ne sont souvent que les premiers sacrifiés. La baisse du dollar entraîne une baisse des prix, accentuant le problème, notamment pour les firmes américaines.

Mais, au-delà de la conjoncture, il y a aussi des raisons plus structurelles. L'informatique est en pleine restructuration. La standardisation des ordinateurs a contraint les fabricants à réduire leur marge, leur imposant d'une part de réorienter leur activité, vers les services en particulier, et d'autre part de conclure des alliances et des regroupements. C'est ainsi que le britannique ICL a été racheté par Fujitsu, que Siemens a négocié des accords avec IBM dans le domaine des minis, que le numéro un mondial des télécommunications, ATT, a depuis plusieurs mois de conclure son OPA sur NCR, que Dec a amplifié ses accords de coopération avec Olivetti, etc.

Autant de mouvements qui bouleversent les structures et les stratégies des entreprises concernées. Pendant que les groupes américains et européens annoncent des réductions d'effectifs, leurs confrères japonais poursuivent leurs acquisitions...

ANNIE KAHN

0. Près de 3 milliards de francs pour le siège d'Esso à la Défense. Esso a vendu son siège à la Défense (30 000 mètres carrés) pour 1,685 milliard de francs, les taxes à un consortium composé de groupe britannique, Continental Investments (50 %), d'Interconstruction et de Kaufman and Broad. Esso, dans un groupe américain (pour 25 %), associé à huit établissements financiers (BNP, Indosuez, Crédit agricole, Crédit foncier, Crédit national, Société générale, Banque Worms, GAN). Les acquéreurs devront en outre verser à l'Etablissement public d'aménagement de la Défense (EPAD) 1,284 milliard de francs pour la réalisation d'équipements généraux. L'ensemble - une tour mise en service en 1994 - doit être terminé pour construire d'ici à 1995 un ensemble de 190 000 mètres carrés de bureaux et commerces, plus un centre culturel. L'acte de vente doit être signé en 1992.

سكزا من زلازل

24 Traitement des déchets : investissements croissants. Les élections à la Poste et à France Telecom.

24 M. Rocard cherche à rassurer les agriculteurs. 26 L'UAP augmente sa participation dans la Royale belge.

26 Marchés financiers. 27 Bourse de Paris.

Les difficultés des entreprises européennes et américaines

L'informatique en crise

Quand IBM tousse, c'est que l'informatique occidentale est vraiment malade. Après l'annonce au début de semaine d'une réduction des effectifs de 8 500 personnes sur deux ans chez Bull (le Monde du 27 mars), celle, il y a plusieurs mois, de 8 000 suppressions d'emplois chez Digital Equipment (Dec), deuxième constructeur mondial d'ordinateurs, sans parler des difficultés rencontrées par Philips dans ce secteur, c'est aujourd'hui au tour du numéro un mondial d'annoncer 14 000 suppressions d'emplois. Des signes précurseurs étaient apparus, il y a quelques jours, avec l'annonce par IBM d'une baisse de ses bénéfices pour le premier trimestre 1991.

Outre-Atlantique comme sur le Vieux Continent, aucun acteur ne semble donc épargné par la tourmente qui sévit dans ce secteur. La crise est d'autant plus violente qu'elle est aujourd'hui la résultante de deux phénomènes : l'un est conjoncturel, l'autre est structurel.

La ralentissement de l'activité enregistré aux États-Unis puis en Europe, accentué par la crise du Golfe, a évidemment conduit les entreprises à réduire leurs investissements : ceux consacrés à l'informatique ont souvent été les premiers sacrifiés. La baisse du dollar, entraînant une baisse des prix, a accentué le problème, notamment pour les firmes américaines.

Mais, au-delà de la conjoncture, il y a aussi des raisons plus structurelles. L'informatique est en pleine restructuration. La standardisation des ordinateurs a entraîné une réduction de leur marge, leur imposant d'une part de renforcer leur activité, vers les services en particulier, et d'autre part de conclure des alliances et des regroupements. C'est ainsi que le britannique ICL a été racheté par Fujitsu, que Siemens a négocié des accords avec IBM dans le domaine des télécommunications, ATT, tente depuis plusieurs mois de conclure son OPA sur NCR, que Dec a amplifié ses accords de coopération avec Olivetti, etc.

Autant de mouvements qui bouleversent les structures et les stratégies des entreprises concernées. Pendant que les groupes américains et européens annoncent des réductions d'effectifs, leurs confrères japonais poursuivent leurs acquisitions...

ANNIE KAHN

Près de 3 milliards de francs pour le siège d'Esso à la Défense. Esso a vendu son siège à la Défense (30 000 mètres carrés) pour 1,685 milliard de francs hors taxes à un consortium composé du groupe britannique Geocal, Conifocal Investments (pour 50 %), d'Interconstruction et de Kaufman and Broad, filiale d'un groupe américain (pour 25 % chacun), associés à huit établissements financiers (BNP, Indosuez, Crédit agricole, Crédit foncier, Crédit national, Société générale, Banque Worms, GAN). Les acquéreurs devront en outre verser à l'Établissement public d'aménagement de la Défense (EPAD) 1,284 milliard de francs pour la réalisation d'équipements généraux. L'immeuble - une tour mise en service en 1964 - doit être démolie pour construire d'ici à 1995 un ensemble de 190 000 mètres carrés de bureaux et commerces, plus un centre culturel. L'acte de vente doit être signé en 1992.

IBM annonce 14 000 suppressions d'emplois

La crise de l'informatique n'épargne personne. IBM, premier constructeur mondial, a annoncé jeudi 28 mars 14 000 suppressions d'emplois. Celles-ci s'effectueront sans aucun licenciement social. Cette décision prolonge le plan de réduction d'effectifs amorcé par IBM en 1986, faisant passer ses effectifs mondiaux de plus de 400 000 salariés en 1986 à 373 000 à la fin 1990.

La réduction de 14 000 postes inclut les 4 000 emplois de la branche équipement de bureau (machines à écrire), vendue à la société Lexmar pour 1,5 milliard de dollars (7,5 milliards de francs). En France, les réductions d'emploi devraient porter sur un peu moins de 1 000 postes, dont 300 transférés à Lexmar.

Cette annonce explique en partie la baisse des résultats, annoncée ces jours derniers par IBM, pour le

premier trimestre, le constructeur ayant incliné dans ses résultats une provision de 2,3 milliards de dollars (11,3 milliards de francs) pour restructuration.

Une baisse des résultats expliquée aussi par la tourmente qui agite actuellement l'informatique mondiale. Pour y remédier, IBM a ces derniers temps multiplié les annonces de nouveaux produits : un micro-ordinateur « familial », le PS-1, fin 1990; ces jours derniers, un modèle portable, nouvel ordinateur AS 400 en milieu de gamme, et System 390 en haut de gamme, il y a quelques mois.

La demande croissante des utilisateurs pour des systèmes ouverts permettant aux ordinateurs de communiquer entre eux a aussi amené IBM à conclure lundi dernier un accord dans ce domaine avec ATT.

ATT ne renonce pas en dépit des obstacles à son OPA sur NCR

Revers cuisant pour le numéro un mondial des télécommunications, ATT, qui s'efforce depuis plus de deux mois de prendre le contrôle du fabricant d'ordinateurs NCR.

Le groupe ATT n'est pas parvenu à faire désavouer le conseil d'administration de NCR par l'assemblée générale d'actionnaires du jeudi 28 mars. L'opération aurait permis à ATT de placer « ses hommes » dans le conseil de direction (board) du constructeur américain d'ordinateurs et de faire avaliser la fusion.

Le leader démocrate, qui défend souvent des thèses protectionnistes, est plutôt favorable à l'accord, mais, dit-il, « pas au prix de fuites d'entreprises américaines vers

le Mexique ». « Se baser sur des avantages comparatifs tels que bas salaires et mauvaises conditions de travail ne sauvera pas l'économie mexicaine, mais affaiblira encore plus l'économie américaine », M. Gephardt, qui s'inquiète d'une « expédition » de M. Bush des formules de réduction des tarifs de salaires entre les deux pays et des règles strictes de protection de l'environnement.

L'accord de libre-échange avec le Mexique suscite des inquiétudes aux États-Unis

La centrale syndicale AFL-CIO a pris de son côté la tête d'une croisade contre l'accord de libre-échange. Mais un certain nombre de leaders démocrates y sont favorables.

La centrale syndicale AFL-CIO a pris de son côté la tête d'une croisade contre l'accord de libre-échange. Mais un certain nombre de leaders démocrates y sont favorables.

Implantées en 1982

Les missions locales sont à la recherche d'un second souffle

Avec un peu d'avance sur le calendrier, les missions locales (voir notre dossier dans le supplément « Heures locales » du Monde daté 24-25 mars) fêtent leur dixième anniversaire. Effectivement implantées en 1982, pour les premières d'entre elles, leur naissance date de la sortie du rapport sur les difficultés d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, remis au premier ministre en 1981 par le professeur Bertrand Schwartz. Depuis, elles sont passées de 82 à 185 en 1990 et il est prévu qu'il y en ait 250 à la fin de 1991. Vaux-en-Vello en possède une, mais pas Sartrouville...

Les missions locales se sont imposées dans le paysage des villes qui subissent un fort taux de chômage des jeunes ou sont intégrées dans les dispositifs du développement social des quartiers. A mi-chemin entre le ministère du travail et la politique des villes initiée par M. Michel Delebarre, elles symbolisent le traitement « transversal » que requièrent les situations les plus critiques.

A chaque fois, leur implantation correspond à une volonté d'ouvrir en commun, les pouvoirs publics associant leurs efforts avec ceux des

élus locaux, directement intéressés à leur création. Si, à l'origine, le réseau était coordonné par la délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté (DIJ), ce lien a été renforcé en 1990 par la nomination d'un Conseil national, composé d'élus, qui préside M. Michel Besson, député (PS) et maire de Croissy (Essonne).

Mais, associées aux périodes les plus sombres de la lutte contre le chômage des jeunes, les missions locales ont évolué avec le temps. Elles se sont institutionnalisées. Le dispositif a parfois perdu de sa pertinence ou s'est usé, et leurs respon-

sabilités se sont épuisées au contact de réalités qui, elles aussi, ont changé. Aujourd'hui, ainsi que le dit M. Michel Hannouin, maire de Voreppe (Isère) et président d'une mission locale, « les gérants de l'enthousiasme » que sont les membres du Conseil national doivent donner « un second souffle » à cette action.

Une charte nationale a été adoptée, et lors de la réunion du 27 mars l'instance s'est efforcée de définir de nouvelles orientations. Il s'agit désormais de favoriser la participation des jeunes à la vie de la cité, d'ouvrir pour le rapprochement entre l'entreprise et les jeunes et, toujours, d'améliorer l'insertion.

ALAIN LEBEAUBE

La CNPF : M. Jean-Louis Girard pourrait abandonner ses fonctions de président de la commission sociale. Dans un entretien publié par le magazine le Monde, daté du 29 mars, M. Jean-Louis Girard, président de la commission sociale de la CNPF, indique qu'il pourrait abandonner ses fonctions à la fin du mandat de M. François Perrot, président de la CNPF, c'est-à-dire à la fin de l'année. Évoquant ses occupa-

Pour la première fois de son histoire, l'Inde est confrontée à une crise de liquidités qui l'oblige à solliciter une aide immédiate des pays donateurs, afin d'éviter une cessation de paiements. Pour redresser la situation de sa balance des paiements, elle a besoin de nouveaux prêts, mais l'instabilité de sa situation politique et le manque de rigueur budgétaire découragent bien des bonnes volontés.

NEW-DELHI

de notre correspondant

« Grand pays (843 millions d'habitants) à la réputation financière jusqu'à son récent mois victorieux depuis lequel temps de gouvernements démissionnaires, sollicite un prêt d'environ 2 milliards de dollars (11 milliards de francs) pour faire face aux échéances des six prochains mois. Remboursement garanti si stabilité politique enfin atteinte. » Ce texte aurait été plus conforme à la réalité, mais c'est ce terme plus diplomatique que le premier ministre indien, M. Chandrasekhar, vient d'adresser à six pays (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, France et Pays-Bas) une sorte de « SOS » financier. Ce plaidoyer a pris la forme d'un « aide-mémoire » destiné à déclencher une « coopération sur une base urgente ». L'Inde demande une assistance financière pour faire face à des besoins immédiats et inévitables pour financer des importations essentielles et les échéances du service de la dette.

Perte de crédibilité

La période critique, selon le premier ministre, s'étend sur les « six prochains mois », c'est-à-dire au-delà des prochaines élections, prévues pour la fin du mois de mai. New-Delhi met en quelque sorte les pays donateurs face à leurs responsabilités, puisqu'il s'agit d'éviter un démantèlement de l'économie indienne et de « soutenir l'élan de sa politique de réformes ». Avec réalisme, M. Chandrasekhar constate que « des changements majeurs de la politique économique ne sont pas possibles avant les élections » et sollicite une réponse « urgente et compréhensive ».

La franchise de cette démarche, très inhabituelle pour un pays où la plupart des hommes politiques et des économistes ont tendance à assimiler tout appel à l'aide étrangère à une atteinte à la souveraineté nationale, a provoqué une série de réactions négatives. Certains commentateurs comparent leur

Grave crise financière en Inde

New-Delhi lance un appel « urgent » à l'aide internationale

pays à un mendiant qui tend sa chaise, et le parti du Congrès de M. Rajiv Gandhi a dénoncé une « humiliation sans précédent ». La balance des paiements de l'Inde affiche en effet un déficit profond : les réserves en devises sont inférieures à 40 milliards de dollars, ce qui permet de financer entre trois et quatre semaines d'importations.

L'Inde a connu une telle situation il y a six mois, mais elle pouvait compter, à l'époque, sur la confiance des donateurs bilatéraux et multilatéraux. La crise de liquidités actuelle est directement issue de la perte de crédibilité qui affecte la « signature » indienne, elle-même étant une conséquence d'une instabilité politique devenue chronique. Ce phénomène se matérialise notamment par l'érosion de la position de l'Inde dans le classement des agences internationales de notation financière, qui évaluent la solvabilité de tous les pays.

Laxisme budgétaire

L'agence Moody's, l'une des principales sociétés de notation américaines, vient, pour la seconde fois, de rétrograder l'Inde, ce qui signifie que New-Delhi aura de plus en plus de mal à emprunter auprès des banques commerciales, celles-ci lui proposant par ailleurs des conditions draconiennes. Bref, c'est le début d'un cercle vicieux. Faute de pouvoir obtenir un « ballo d'oxygène » de la communauté internationale, l'Inde, prosaïquement, « a fini de moisir », notamment s'agissant du financement de ses importations (lesquelles ont augmenté en moyenne de 30 % depuis deux ans), et surtout de ses engagements internationaux : le service de la dette représente environ 35 % des recettes d'exportation. En 1991-1992, New-Delhi devra rembourser environ 12 milliards de roupies au FMI et 24 milliards de roupies d'emprunts commerciaux.

L'aide-mémoire qui a été remis aux pays occidentaux n'est pas chiffré, mais deux pays - le Japon et l'Allemagne - se sont vu remettre des demandes précises : 1 milliard de dollars chacun. New-Delhi espère ainsi pouvoir franchir la période de « soudure » qui mène aux lendemains des élections, le prochain gouvernement ayant seul l'autorité nécessaire pour négocier la deuxième tranche d'un crédit stand-by (accord de confirmation) avec le FMI, lequel devrait se situer entre 2 et 3 milliards de dollars. Ce prêt ne sera évidemment pas « gratuit », mais assorti de conditions strictes, visant à « attaquer en profondeur aux faiblesses structurelles de l'économie indienne et à amorcer une certaine libéralisation ».

Volte-face du CNPF et de FO

La formule d'abonnement auprès d'un généraliste remise en cause

Après avoir voté en faveur de la création d'une formule d'abonnement entre les médecins généralistes et les patients qui le souhaitent (le Monde du 21 mars), le CNPF a fait brusquement machine arrière en exigeant, jeudi 28 mars, que le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie - qui sera renouvelé dans quelques jours - se saisisse de nouveau du dossier.

Un avis partagé par Force ouvrière, allié traditionnel du patronat au sein de l'assurance-maladie, qui n'a pas hésité à désavouer M. Maurice Dertin, président de la Caisse nationale, un de ses propres représentants.

« Il est plus que nécessaire de réfléchir »

Le CNPF - dont un des six élus au conseil d'administration avait voté contre ce projet - redoute que l'extension progressive de la dispense d'avance de frais (tiers payant) accordée dans le cadre de la formule d'abonnement - et réservée dans un premier temps aux malades pris en charge à 100 % - ne stimule le consuma-

Dans l'immédiat, la communauté internationale est a priori réticente à venir au secours d'un pays qui, estime-t-elle, fait preuve d'un grand laxisme budgétaire (15 % d'augmentation des dépenses au cours du dernier exercice). Il est aussi probable que l'Inde paie le prix d'une ambiguïté diplomatique lors de la crise du Golfe. Son ancien ministre des affaires étrangères, M. Gujral, a effectué une visite au Koweït occupé par les troupes irakiennes, et New-Delhi a annulé une autorisation accordée aux avions américains de se ravitailler ou carburant sur son territoire. L'Inde a cependant réussi à exploiter les conséquences de la crise pour obtenir des compensations financières.

Le 1^{er} janvier, le FMI lui a accordé un prêt de 1,8 milliard de dollars, dont 1 milliard destiné à pallier le surcoût de sa facture pétrolière, ou « coup de pouce » qu'aucun autre pays n'a pu obtenir. Or cette aide sera vraisemblablement épuisée à la fin mai et ne sera sans doute pas suivie d'autres soutiens financiers, puisque le prix du pétrole s'est stabilisé à un niveau bien plus favorable que prévu.

Le gouvernement de M. Chandrasekhar, soumis à la surenchère électorale du parti du Congrès, a tenté de réagir pour arrêter cette hémorragie de devises : les importations de pièces détachées et de matières premières sont désormais soumises à un système de limitation et de contrôle extrêmement contraignant, qui risque de ralentir la production industrielle, donc les exportations, d'influencer négativement la croissance et de relancer une inflation qui dépasse déjà 11 % annuel.

Cette perte de confiance dans la capacité de l'Inde à surmonter ses propres faiblesses s'est aussi traduite depuis un an par une baisse importante des investissements étrangers, passés de 316 milliards de roupies en 1989 à 126 milliards l'an dernier. Tout se passe comme si l'ensemble des partenaires de l'Inde avaient aujourd'hui la quasi-certitude que les choses ne peuvent aller qu'en empirant. Le prochain gouvernement ou disposera vraisemblablement que d'une majorité faible, et risque donc de ne pas avoir les moyens politiques pour imposer la cure d'austerité et les réformes structurelles qu'exige la situation.

Si New-Delhi (dont la dette extérieure est d'environ 75 milliards de dollars) ne parvient pas à obtenir l'aide financière urgente dont il a besoin, la vision de l'avenir devient subitement très « sud-américaine ». L'Inde aura-t-elle d'autres choix que de déclarer un moratoire unilatéral du remboursement de ses dettes « à la brésilienne » ?

LAURENT ZECCHINI

tio médicale. En fait, le patronat craint que ce dispositif, souhaité par le gouvernement et le syndicat de médecins MG-France mais rejeté par la FMF et la CSMF, ne débouche sur des enveloppes globales encadrant les dépenses.

Dans cette affaire, la palme de l'humour involontaire revient sans aucun doute à M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, qui a estimé le 28 mars que, « étant donné l'enjeu, il est plus que nécessaire de réfléchir avant de changer de cap » en instaurant une formule d'abonnement... que les administrateurs FO avaient adopté quelques jours auparavant.

Ce genre de volte-face, spécificité des partenaires sociaux et des syndicats médicaux depuis l'interminable négociation de la convention médicale de mars 1990, jette un nouveau doute sur leur capacité à élaborer une politique cohérente en matière d'assurance-maladie.

J.-M. N.

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Selon l'enquête du Crédit national

Les grands groupes français maintiendraient leurs investissements en 1991

L'investissement des grandes firmes serait maintenu cette année, après une croissance qui aura été très soutenue (+ 12 %) l'an passé malgré la guerre du Golfe. Cette prévision, qui porte à l'optimisme sur l'une des variables les plus attendues de l'économie française, ressort de « l'enquête des 50 » du Crédit national réalisée chaque année et qui a porté cette fois-ci précisément sur soixante-trois grands groupes.

L'enquête souligne la volonté de croissance externe des groupes, qui auront dépensé 83 milliards de francs dans des acquisitions à l'étranger et 54 milliards en France. Ce « dynamisme » confirme qu'ils « ont acquis une stature et une maturité qui leur permettent de faire face à des aléas conjoncturels (...) et de poursuivre une stratégie de développement à long terme ».

La croissance des investissements a été maintenue en 1990, malgré une chute de 14 % de l'autofinancement des firmes qui explique la compression des marges due à la stagnation des chiffres d'affaires (- 0,3 %). L'optimisme pour 1991 s'appuie sur la fin de la baisse de l'autofinancement et sur un très léger regain de chiffre d'affaires (+ 1,4 %). Les effectifs, en revanche, devraient subir une baisse de 1 %, plus grave qu'en 1990 (- 0,3 %).

Les prix des services ont augmenté de 0,6 % en février

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,2 % en février, a confirmé l'INSEE jeudi 28 mars. L'indice s'est inscrit à 137,4 contre 137,1 en janvier, sur la base 100 en 1980. En un an, la hausse est de 3,5 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,1 % en un mois et de 2,6 % en un an. Quatre postes sont en baisse par rapport à janvier : la viande, la volaille, le poisson, les œufs. Les prix des produits manufacturés du secteur privé ont augmenté de 0,3 % en un mois et de 2,6 % en un an. Les prix des services privés ont à nouveau beaucoup augmenté : + 0,6 % en un mois, + 5,4 % en un an. À l'origine de ce dérapage, les prix des spectacles (+0,9 %), les cafés (+0,8 %), les travaux de réparation du logement et des appareils ménagers (+0,6 %) et les hôtels-restaurants-cantines (+0,5 %). Les prix des produits pétroliers ont baissé de 1,2 % en février, mais leur augmentation est de 6,8 % sur un an. Les tarifs publics quant à eux n'augmentent que de 0,1 % en un mois et de 1,7 % en un an.

AFFAIRES

Filiale de la Lyonnaise des eaux-Dumez

Le groupe Sita profite du développement de l'industrie du traitement des déchets

Portés par la « vague verte », la collecte et le traitement des déchets deviennent des activités de plus en plus sophistiquées, nécessitant des investissements croissants. Le groupe Sita, filiale spécialisée de la Lyonnaise des eaux-Dumez, a bénéficié de cette vague mais est confronté à ces exigences.

Le chiffre d'affaires de Sita a augmenté de 20,9 % en 1990, atteignant 3,2 milliards de francs. Cette croissance tient à la fois aux acquisitions nouvelles, en particulier à l'étranger, et à la progression des activités de traitement en France. Le développement à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne et en Italie, a nécessité d'importants investissements financiers (110 millions de francs sur un total de 217 millions) sans donner encore des bénéfices en proportion.

Sita entend jouer la carte européenne mais envisage de vendre ses trois entreprises aux États-Unis, dont les pertes, ajoutées à celles de la filiale SMV (11 millions), ont ramené ses bénéfices nets consolidés presque au niveau de 1989 (78,5 millions de francs au lieu de 78 millions). Mais, en 1991, les acquisitions étrangères absorbées, ceux-ci devraient remonter tandis que la croissance du chiffre d'affaires reviendrait à 12 % ou 15 %.

Si l'activité traditionnelle de collecte et de traitement reste la plus profitable, avec une marge légèrement supérieure à 5 %, elle va évoluer sensiblement sous la pression de la demande. D'une part, les villes, depuis trois ou quatre ans, souhaitent un service plus complet, s'étendant par exemple au nettoyage des rues (aujourd'hui 9 % de son chiffre d'affaires). Souhaitant d'autre part une collecte hors des bords de trafic urbain, elles s'intéressent à nouveau à des véhicules électriques. Un avantage pour Sita, qui dispose d'une expérience dans ce domaine et d'une alliance conclue avec l'allemand Faun.

De plus en plus sophistiqués

Surtout, la collecte et le traitement de déchets doivent devenir plus sophistiqués. La collecte tend à séparer dès le départ papiers, cartons, déchets toxiques (piles, médicaments, etc.). Les déchetteries se multiplient (pour le ministère de l'environnement, il en faudrait 6 000 en France, et Sita pour sa part en a construit 18 en 1990). Des centres de regroupement, où les déchets sont déjà triés et conditionnés, doivent être installés, les déchets ou les usines d'incinération devant être de plus en plus éloignées des agglomérations. Les déchargés (Sita en gère 90 en

France) doivent être dotés de systèmes de sécurité pour la protection des sols et des eaux, et prévoir une remise en état des sites. Les usines d'incinération elles-mêmes doivent devenir plus élaborées et plus « écologiques » sous les pressions réglementaires et politiques.

Cette évolution, selon M. Philippe Brongniart, président de Sita, exigeant un développement de la recherche et de nouveaux investissements (alors que Sita souhaite plutôt ralentir leur croissance qui était de 11 % en 1990), va rendre plus coûteux le traitement et la col-

lecte, qui reviennent aujourd'hui en France à 100 F la tonne en moyenne contre 250 F en Allemagne. Or « le cash flow devient insuffisant pour financer le matériel, et les nouvelles usines de traitement. Les collectivités locales (propriétaires en France de 250 usines sur 300) ont elles-mêmes des difficultés de financement. Cela va entraîner le développement d'une nouvelle ingénierie financière pour réaliser des montages complexes ». Mais, estime-t-il, « il faut faire plus si l'on veut retrouver la confiance du public et des élus ».

GUY HERZLICH

SOCIAL

Avec des taux de 86,19 % et 84,7 %

Forte participation du personnel aux premières élections professionnelles à la Poste et à France Télécom

Un très fort taux de participation a caractérisé, mardi 26 mars, la première consultation des personnels de la Poste et de France Télécom depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier dernier, du nouveau statut d'exploitant autonome (le Monde du 27 mars). Appelés aux urnes pour élire les représentants des salariés au sein des deux nouveaux conseils d'administration, 86,19 % des agents de la Poste et 84,7 % de ceux de France Télécom ont participé à ces scrutins, qui ont donné les résultats suivants :

— A la Poste : CGT, 36,94 % des voix (3 sièges) ; CFDT, 26,66 % (2 sièges) ; Force ouvrière, 26,38 % (2 sièges) ; CFTC, 7,12 % ; CFE-CGC, 2,91 %.

Un accord sur les conditions d'emploi des convoyeurs de fonds

Un accord national relatif aux conditions d'emploi spécifiques des convoyeurs de fonds a été signé le 5 mars entre les organisations patronales de cette branche et cinq fédérations syndicales (CFDT, FO, CFTC, FNCR-indépendants et CFE-CGC). Cet accord prévoit notamment « une extension des mesures relatives à la sécurité (moyens de liaison, masques à gaz) », l'augmentation du montant de l'assurance en cas de décès ou d'invalidité permanente (de 300 000 francs à 360 000 francs), ainsi que l'institution d'une « indemnité de départ en retraite » pour les convoyeurs ayant au moins cinq ans d'ancienneté.

Cet accord n'a pas satisfait la CGT, qui exigeait la signature d'une convention collective autonome des convoyeurs de fonds. Si le texte donne bien à ces derniers « l'assurance d'une couverture conventionnelle identique à l'ensemble de la profession », les convoyeurs de fonds demeurent rattachés à la convention collective des transporteurs routiers. Un groupe de travail a, d'autre part, été mis en place afin d'améliorer la sécurité des véhicules et d'étudier les modalités de transfert de fonds entre les camions et les lieux de dépôts.

CEE

Dans des propositions à la conférence intergouvernementale

La Commission européenne veut faciliter l'adoption de la législation sociale et la voie contractuelle

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Faciliter l'adoption d'une législation sociale communautaire qui a pris du retard, en même temps donner la priorité chaque fois que possible au dialogue entre les partenaires sociaux, privilégier donc la voie conventionnelle par rapport à la voie législative : tels sont les objectifs des propositions que la Commission européenne vient de soumettre à la Conférence intergouvernementale chargée de rédiger le traité qui transformera la Communauté en une union politique.

En dépit de l'adoption de la Charte des droits sociaux fondamentaux par le conseil européen en décembre 1989 à Strasbourg, la politique sociale marque le pas et n'accompagne pas, comme l'ont pourtant réclamé à plusieurs reprises tant les chefs d'État et de gouvernement des Douze que le Parlement européen, la mise en place du marché unique.

Le Traité de Rome, conçu à une époque où l'on n'envisageait guère le mouvement d'intégration transnationale des entreprises auquel on assiste depuis la mise en œuvre de l'Acte unique, a pris quelques rides. L'obligation de décider à l'unanimité gêne l'action du législateur européen, d'autant plus que le Royaume-Uni, qui n'a pas signé la Charte, est hostile à l'idée d'une réglementation sociale arrêtée au niveau communautaire.

Ce sont ces blocages que la Commission invite maintenant la conférence à faire sauter, en élar-

gissant les compétences de la Communauté ainsi que le champ du vote à la majorité qualifiée. Celui-ci, actuellement limité à la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs, serait étendu notamment à l'information, à la consultation et à la participation des salariés, aux domaines de la formation et de la qualification professionnelle, aux conditions de vie...

La Commission constate toutefois avec prudence que, dans une Communauté éminemment diverse où, comme le souligne récemment M. Jacques Delors, les niveaux de vie s'étagent entre 50 et 140 lorsqu'on place la moyenne à 100, on ne peut pas, sans risquer la paralysie de l'économie, tout uniformiser. Elle suggère donc que certains domaines particulièrement sensibles, tels l'harmonisation des systèmes de sécurité sociale ou l'accès à l'emploi des travailleurs des pays tiers, continuent à relever du vote à l'unanimité.

Dans bien des cas les partenaires sociaux sont les mieux placés pour cerner les nouveaux besoins. La Commission propose donc une procédure en deux étapes qui leur donnerait largement l'opportunité de s'exprimer. Avant même de soumettre des propositions dans les domaines couverts par la Charte, elle s'engagerait à consulter un organe de concertation — dont la nature reste à définir — sur les perspectives d'atteindre les objectifs envisagés par la voie d'un accord-cadre entre les partenaires sociaux. Ce n'est que dans l'hypothèse d'une réponse négative qu'elle reviendrait à la voie législative traditionnelle.

PHILIPPE LEMAITRE

Recevant les principales organisations paysannes

M. Rocard cherche à rassurer les agriculteurs

Inquiètes de l'évolution des négociations sur le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), de l'avenir de la politique agricole commune et de la fixation prochaine des prix agricoles européens pour 1991-1992, les principales organisations agricoles françaises ont été reçues jeudi 28 mars par le premier ministre, M. Michel Rocard, et le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermeas.

Les agriculteurs demandent notamment que la fixation des prix pour la prochaine campagne ne soit pas un préalable à une réforme de la politique agricole commune mais soit faite uniquement en fonction de la situation de l'agriculture en Europe. Ils ont aussi réclamé la mise en place de

mesures d'analyse et de soutien des marchés pour le secteur de l'élevage, toujours en crise.

« Nous avons eu des réponses qui semblent positives, dans la mesure où le gouvernement français soutient son ministre de l'Agriculture », a déclaré M. Raymond Lacombe, président du Conseil de l'Agriculture française, mais « nous sommes toujours sur le qui-vive ».

Autre sujet d'inquiétude pour les responsables agricoles : le projet de loi sur l'eau préparé par le ministre de l'Environnement, M. Brice Lalonde. Celui-ci envisage de créer une redevance imposée aux agriculteurs. Ces propositions sont « insulées », a estimé M. Philippe Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs.

POUR LE SOLEIL LEVANT, SEPT FOIS PAR SEMAINE, BIENVENUE À BORD D'AIR FRANCE.



PARIS/TOKYO NON-STOP, 7 VOLS HEBDOMADAIRES.

Désormais, Air France relie Tokyo tous les jours sans escale en Boeing 747/400. Ce nouvel appareil est le plus grand et le plus moderne des avions de ligne. Air France l'a équipé de manière à vous offrir un maximum de confort.

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Pour voyager, vous avez le choix entre Air France Première, la Classe Le Club et la Classe Économique. En 1991, Air France vous permettra également d'aller plus rapidement à Pékin, Séoul, Hong Kong et Osaka. Pour tout savoir sur nos nouveautés Asie, adressez-vous à Air France ou à votre Agent de voyages.



سك (م) ل.إ.م

GROUPE DOCKS DE FRANCE

RÉSULTATS 1990

Le conseil d'administration des Docks de France, réuni le 21 mars 1991, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'assemblée générale du 23 mai prochain.

LES PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDÉS COMPARABLES FIGURENT DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS :

PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDÉS COMPTES DE RÉSULTAT

	1989	1990	Variation
Chiffre d'affaires toutes taxes comprises (MF)	26.816	29.288	+ 9,2
Chiffre d'affaires hors taxes (MF)	24.174	26.402	+ 9,2
Résultat courant avant impôt (MF)	404,8	471,4	+ 16,4
Résultat courant après impôt (MF)	250,3	307,0	+ 22,7
% du chiffre d'affaires hors taxes	1,03	1,16	
dont Part du Groupe (MF)	241,6	296,0	+ 22,5
Résultat de l'exercice (MF)	246,8	310,8	+ 30,8
Résultat par titre			
• courant après impôt (F)	214	258	+20,6
• de l'exercice	211	259	+27,5

Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale de porter le dividende à F. 77 par action (soit un revenu global de F. 113,50) contre F. 65 versés au titre de 1989.

Compte tenu des conversions d'obligations et des levées d'options de souscription d'actions intervenues en cours d'exercice, le montant distribué augmenterait ainsi de 22,7 %.

En outre, les conseils d'administration des Sociétés Docks de France et Doc Français ont approuvé à l'unanimité le projet d'apport de l'ensemble de ses actifs d'exploitation par la Société-Mère à sa filiale qui sera soumis pour approbation le 23 mai aux Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires de chacune des deux sociétés. L'apport sera rémunéré par l'attribution à Docks de France de 438 000 actions de F. 100 émises par Doc Français à titre d'augmentation de capital et se traduira chez cette dernière par une prime d'apport de 127 millions de francs. A l'issue de cette opération, la participation directe et indirecte de la Société Docks de France dépassera 99 % dans le capital de la Société Doc Français rebaptisée Docks de France Ouest.

Ainsi seront clarifiées les structures juridiques internes du Groupe, la Société-Mère cessant toute exploitation directe et concentrant son activité sur la gestion de participations supérieures à 95 % dans des filiales d'exploitation situées en France et à l'étranger.

Enfin, le conseil d'administration de la Société Docks de France proposera également la division par 10 de la valeur nominale de l'action à la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en vue de faciliter l'échange de la cote de la Société au règlement mensuel de la Bourse de Paris.

Valeo : résultats 1990
une année de consolidation

Le conseil d'administration de Valeo réuni le 26 mars 1991, a approuvé les comptes du Groupe pour l'exercice 1990. Les chiffres consolidés se résument ainsi :

En millions de francs	1990	1989
Chiffre d'affaires	20 186	18 373
Résultat net du Groupe	650	977
Résultat net (hors intérêts financiers)	603	936
Autofinancement	1 666	1 817
Investissements	1 747	1 813
Actif net	6 434	6 083
Endettement net	3 470	4 264
Effectifs (au 31 décembre)	29 300	31 400

(1) Les comptes 1989 et 1990 sont présentés dans le nouveau périmètre de consolidation qui exclut les activités cédées en 1990.

Le chiffre d'affaires de 1990 a progressé de 10 %, grâce aux acquisitions réalisées en 1989. Si l'on ne prend pas en compte l'effet de ces acquisitions et à taux de change constants, le chiffre d'affaires a été maintenu au niveau de l'exercice précédent, dans une conjoncture pourtant difficile. La récession du marché automobile a été particulièrement sévère au Brésil et aux Etats-Unis pendant l'année 1990, et a gagné l'ensemble de l'Europe, hors Allemagne, pendant le second semestre.

Valeo a consolidé son activité dans ses secteurs les plus forts, en cédant ses activités non stratégiques qui représentaient un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs et un effectif de 3 000 personnes.

Le résultat net du Groupe s'élève à 650 millions de francs, soit 3,2 % du chiffre d'affaires. Il avait atteint 531 millions de francs au premier semestre 1990, et représentait 119 millions de francs pour le second semestre, du fait de l'érosion des marges d'exploitation dans un contexte de faible activité. Les plus-values de cessions ont été totalement compensées

par les provisions passées au titre des plans de restructuration de 1991.

Un important programme d'investissement de 1,7 milliard de francs a été poursuivi en 1990. Cet effort a été autofinancé à 95 %.

Le bilan de Valeo s'est dans le même temps renforcé : son actif net a progressé de 6 %, et son endettement net a baissé de près de 20 %. Le ratio d'endettement net sur actif net s'est établi à 0,54 fin 1990, contre 0,7 fin 1989.

La productivité s'est améliorée : le chiffre d'affaires par personne est passé de 635 000 francs en 1989 à 690 000 francs en 1990, en progression de 9 %.

Le dividende proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée pour le 20 juin 1991, s'élève à 6 francs par action, ou 9 francs avant fiscal compris, contre 9 et 13,50 respectivement en 1989. Le niveau de dividende ainsi proposé correspond à l'évolution des résultats consolidés. Comme l'an dernier, les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions, à un niveau de cours qui sera fixé le jour de l'Assemblée et devrait leur permettre de tirer profit du potentiel de croissance du titre Valeo.

Le marché automobile au début de 1991 reste déprimé en Europe (hors Allemagne), aux Etats-Unis et au Brésil. Cependant, les effets de l'atténuation des entreprises et des ménages qui s'était développé avec la crise du Gobe depuis le mois d'août 1990, se résorbent peu à peu. Les perspectives de marché devraient donc s'améliorer progressivement avec la reprise de la demande, encouragée par la politique de désaccélération des constructeurs. Finalement, le rebond du marché automobile dépendra des niveaux dans chaque pays de l'inflation et des taux d'intérêt.

Pendant cette année difficile, Valeo boisse ses coûts de production et poursuit activement son plan de développement technologique. Le Groupe compte ainsi sortir de la crise renforcé et plus compétitif.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

LA CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE « CNE »

Établissement public national doté de l'autonomie financière, créé par le décret du 28 novembre 1948 modifié.

Siège social : 18 bis, rue de Berri, 75008 Paris.
R.C. Paris B 784 393 266
Tél. : 45-28-40-41
Fax : 45-63-88-31
Téléc. : 641 286 F.

SERVICE DES TITRES DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES ÉMIS PAR LA COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

En complément de l'avis publié au Bulletin des annonces légales obligatoires du 7/02/1991 page 379, la Caisse nationale de l'énergie assure seule, à compter du 01/04/1991, la totalité du service des titres des emprunts obligataires émis par la Compagnie nationale du Rhône et non amortis.

La Caisse nationale de l'énergie rappelle qu'à compter de cette date, le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, Recettes des finances, trésoreries principales et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris-8, 18 bis, rue de Berri, ainsi que chez tous intermédiaires habilités.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AXA

AGEPLACEMENT - AXA COURT TERME FUSION

Actionnaires d'AGEPLACEMENT.
Détenteurs de parts d'AXA COURT TERME.

Lors de sa séance du 22 février 1991, le conseil d'administration d'AXA GESTION FCP, société anonyme au capital de F 500 000, dont le siège social est 40, rue du Colisée, 75008 Paris (RCS PARIS B 352 741 748), agissant pour le compte du fonds commun de placement AXA COURT TERME, et le conseil d'administration d'AGEPLACEMENT, ont arrêté le projet de fusion d'AXA COURT TERME avec la société d'investissement à capital variable AGEPLACEMENT, dont le siège social est 40, rue du Colisée, 75008 PARIS (RCS PARIS B 326 085 180).

Cette fusion de deux O.P.C.V.M. aux objectifs de gestion extrêmement proches s'effectue dans un objectif de rationalisation. Compte tenu des critères d'évaluation retenus, la parité se ferait sur la base de 3 actions AGEPLACEMENT pour 2 parts AXA COURT TERME avec versement d'une soule en espèces.

La Commission des opérations de Bourse a rendu son agrément sur l'opération en date du 22 mars 1991.

Les comptes seront arrêtés au 31 mars 1991 et certifiés par les commissaires aux comptes. La réalisation définitive de l'opération de fusion interviendra le 16 avril 1991. L'échange de titres se fera chez AXA BANQUE 57, rue de Milan, 75009 Paris, dépositaire des actions du FCP et de la SICAV.

A l'occasion de la fusion, la SICAV AGEPLACEMENT changera sa dénomination sociale en AXA COURT TERME, abandonnera le régime de distribution de ses revenus pour revenir à celui de la capitalisation. Par ailleurs, la caractéristique sommaire de la SICAV sera modifiée pour passer de la sensibilité de la valeur liquidative aux variations des cours de Bourse à la régularité de la valeur liquidative.

Pour faciliter la fusion, les émissions et rachats de parts et d'actions seront suspendus, conformément à la loi, du 31 mars 1991 au 16 avril 1991.

Hormis cette période de suspension et conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les porteurs de parts ou les actionnaires disposent d'un délai de trois mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs parts ou actions ; étant précisé, de toute façon, que les commissions de rachat et de souscription n'existent ni dans le fonds commun de placement AXA COURT TERME ni dans la SICAV AGEPLACEMENT.

ALLEVARD INDUSTRIES

Un nouvel ensemble européen dans le domaine des suspensions automobiles

Poursuivant sa volonté, amorcée en 1989 par le rapprochement avec Ascomat, de constituer un ensemble européen, le conseil d'administration a envisagé, au cours de sa séance du 27 mars 1991, de proposer à l'assemblée générale du 28 juin le regroupement au sein d'Alleward Industries de l'ensemble des activités suspension du Groupe Union Saviator. Ce regroupement se traduira par l'apport de ces activités industrielles à Alleward Industries. Par ailleurs, l'absorption par cette dernière d'Alleward Financier mettra fin au RES.

Sous réserve de la vérification des apports par les commissaires aux apports et à la fusion et après approbation par les actionnaires, ces opérations devraient conduire à la création de 422 081 actions de 60 F, elles seraient sans incidence sur le bénéfice et la situation nette par action.

Alleward Industries, renforcée par ces apports, continuerait à distribuer une fraction importante de ses résultats à ses actionnaires. Ainsi, sous la présidence de M. Jean-Pierre Givry, se constituerait le deuxième groupe ressortir européen implanté industriellement en Allemagne, Grande-Bretagne et France (1,5 MdF de chiffre d'affaires, 17 % du marché).

Comptes 1990

Au cours de la même réunion, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1990. La société a réalisé un chiffre d'affaires de 1 016 MF contre 985 MF en 1989 et un résultat courant de 82 MF contre 107 MF. L'activité d'Alleward Industries a été affectée par la conjoncture de la deuxième partie de l'année. Le résultat net a été de 33 MF en 1990 comparable à 42 MF en 1989, exercice qui avait bénéficié en outre d'un profit exceptionnel de 22 MF.

Le chiffre d'affaires consolidé, 1 059 MF, inclut l'activité de la filiale britannique, depuis juin 1990. Le résultat est consolidé et s'élève à 31 F par action.

Pour 1991, la société prévoit de maintenir ses résultats en s'adaptant à la conjoncture qui demeure faible. Le conseil proposera à l'assemblée générale du 28 juin 1991 de distribuer un dividende de 25,5 F par action. Assorti d'un avoir fiscal de 12,75 F, il assurera un revenu de 38,25 F par action.

La société Alleward Industries est cotée au second marché depuis 1988.

Le Monde
Cadres

MicroAge

Leader mondial dans l'intégration de services en Micro Informatique et Réseaux Informatiques, recherche des :

TECHNICIENS DE SUPPORT

BTS ou expérience confirmée dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants : S.I.T., NOVELL, UNIX et Réseaux Informatiques, Télécoms, Base de données...

Appel, Véronique PETIT au :

(1) 40-68-01-07

De 9 h à 12 h, du lundi au vendredi.

ACUTRONIC FRANCE recherche :

UN INFORMATICIEN niveau DUT ou équivalent.

Aura la responsabilité des systèmes micro de l'entreprise.

Prévoir pour un développement d'applications clients.

Connaissance du langage C souhaitée.

CV manuscrit, photo en préférence à :

ACUTRONIC FRANCE, 8, rue des Carmes, BP 64

76340 Les Clayes-sous-Bois

Agea crét. Images de marque

OVVO recherche

STANDARD-RECEPTIONNISTE (traitement de textes)

Débutante. Bonne orthographe.

Tél. : 40-25-00-82

DEMANDES D'EMPLOIS

Femme, secrétaire dactylo-

graphiste, sachant conduire, nat.

française, Paris Centre, gares

Est ou Lyon, Nantes.

Tél. : 43-04-42-41.

RELATIONS PUBLIQUES

J. F. 25 ans, vive et métho-

dique, Bap + 3 (DUT + spé-

cialisation), 3 années d'ex-

périence réussies en

agence de communication,

cherche poste à responsabi-

lité en entreprise ou agence.

Tél. : 48-51-78-86.

CHEF DU PERSONNEL

44 ans. Solide expérience acquise

dans usine de production, 3

grande groupes industriels. Nat.

française, parfaitement à l'as-

soir des méthodes de la fonction.

Libre rapidement, rech. poste

similaire dans grande entreprise.

Région parisienne sud, province

(région centre) ou outre-mer.

Env. au 10-2229/LM à

PARIS/20000

13, r. Ch.-Lacour 75015 Paris

qui transmettra.

STANDARDISTE

expérience

anglais, recherche

emploi 5-6 heures par jour.

Tél. 43-55-77-51.

L'AGENDA

Cours

Étudiant à Sup. de Co. Rennes. SAXOPHONISTE DIPLOMÉ D'ÉTAT, donne leçons à Lyon le week-end et à Rennes en semaine.

Pour tous renseignements, demandez l'adresse au :

1181 89-31-77-23.

Vidéo

V.O. ONLY

spécialiste du vidéoclip en

v.o., en Europe (Pal, NTSC).

Plus de 3 000 titres disponibles immédiatement.

Cours : 7 jours sur 7, 26, bd de la Somme

75017

M. Porte de Champerret

Tél. : 42-67-78-17

ou 42-67-78-27

Vacances

Tourisme

Loisirs

ENTRE

NIMES ET MONTPELLIER

GRAU-DU-ROU 1301

Particulier pour STUDIO

INDÉPENDANT pour couple

1 entr., plein-pied, avec petit

jardin, 11 entrées. Côté

cabine, 100 m plage, tous

conforts modernes, tout

coin très agréable.

Julien 5 000 F.

Bur. : 64-59-46-22

dom. : 30-21-83-51

STERNE VOYAGES

LOCATIONS VACANCES

A louer villas avec piscine

PROVINCE CÔTE-D'AZUR

BP 50

83340 La Luc-sur-Provence

Tél. : 64-73-50-82

Fax : 64-73-18-47

automobiles

ventes

de 8 à 11 CV

A vendre URGENT

BMW 318 i

Janvier 1988, 18 000 km,

Gie Delphin Industrie, Paris (44),

naviret électr. rétro

électr. télexcop.

Bur. : 64-59-46-22

dom. : 30-21-83-51

plus de 16 CV

Particulier vend

JAGUAR SOVEREIGNE

5,3 l 12 cyl., mod. 85

125 000 km, bleu métal,

côté belge B.A. neuve, ultra-

modernisation, autoradio K7 au-

to-reverse, 8 HP

Prix : 125 000 F

Tél. : 40-78-08-07

9 h à 19 h, lundi au vendredi

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

16^e arrdt

VUE S/SEINE, 4^e étal

M. MIRABEAU

Imm. récent et off. park., gd

lv. d'été, 2 chbres, cuis.,

2 bnts, 140 m² + serv.,

2 r. AMYRAL-CLAUDE

(Angle 58, qu. L.-Blanc)

Serv., clim. 14 h à 17 h

19^e arrdt

BUTTES-CHAMONT

MAISON PARTIC. 270 m²

4 rvaux, dble exposition,

5 chbres, originaux,

4 000 000 F. 40-70-82-07

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Construction de sociétés,

et tous services 43-55-17-50

pavillons

62 ANNEE

40 m² d'ext., 100 m² int.,

Cours relevés à 18 h 02

COMPTANT

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

0 : none direct, 1 : other, 2 : some direct, 3 : none

سكروان للإعلام

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 29 mars

TF 1

20.50 Variétés : Tous à la Une.
22.45 ► Magazine : 52 sur la Une. Cérés en état d'urgence, de Francine Buchi et Michel Salandre.
23.45 Sport : Boxe. Rodolfo Aguilar (Panama)-Frankie Randall (Etats-Unis), à Desauville.
0.45 Au trot.
0.50 Journal et Météo.

A2

20.45 Divertissement : Balthazar.
22.00 Magazine : Caractères. Spécial Henri Troyet.
22.50 Journal et Météo.
23.10 Cinéma : L'Apiculteur. ■■■ Film franco-italien de Tino Angeopolous (1986) (v.o.).
2.00 Magnétophone : Tennis de table. Parisiens de Belgrade-Lavallois (120 min.).

FR 3

L'ANTENNE EST A NOUS
LE MAGAZINE TELE
DU CONSEIL GENERAL
DE SEINE-SAINT-DENIS
SAMEDI A 11 H 30
SUR FR3

20.35 Magazine : Thelassa. Les Marchands de Mimi, de Bernard Dussol et Robin Teboul.
21.35 Feuilleton : L'Affaire Saint-Romens (2 épisodes). Une rançon fixée à 10 millions.
22.30 Journal et Météo.
22.50 Magazine : Hors sujet.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Nick Mancuso. Documentaire : Les allumés... Surfers de trains. De Jorge Bodenski.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Les liaisons dangereuses. ■■■ Film britannique de Stephen Frears (1988).
0.55 Cinéma : Le singe fou. ■ Film franco-espagnol de Fernando Trueba (1988). Avec Jeff Goldblum, Miranda Richardson, Amanda (v.o.).
2.40 Cinéma : Meurtres en sous-sol. ◻

LA SEPT

21.05 Téléfilm : Moi, Antoine de Tournes, roi de Patagonie (1). De Stéphane Kurc.
22.45 Documentaire : L'Ecole de La Neuville. Danse : L'Oiseau de feu. Chorégraphie de Gian Terey.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Leurs débuts : Béatrix Dussane, Madeleine Renaud.
21.30 Musique : Black and blue. Autour de Dave Holland.
22.40 Les nuits magnifiques. Trente-neuf ans derrière les barreaux : aventure d'un homme-parcourreur de confessions.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.

LA 5

20.45 Feuilleton : La saga du perrain (dernier épisode). Le gouvernement met en place une brigade antigang.
23.35 Série : L'inspecteur Derrick. Journal de minuit.
0.45 Le club du Télé-écho.
1.00 Feuilleton : L'homme du Picardie.
1.15 Série : Lumes de miel.

M 6

20.35 Téléfilm : Main basse sur Hawaii.
22.15 Série : La Malédiction du loup-garou.
22.40 Magazine : Venus.

Samedi 30 mars

TF 1

13.50 La Une est à vous.
17.25 Divertissement : Mondo dingy.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Série : Marc et Sophie.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert et Météo.
20.35 Sport : Football. Championnat d'Europe 92 (match de qualification) : France-Albanie, en direct du Parc des Princes.
21.30 Tirage du Loto.
21.46 Sport : Football (suite).
22.40 Magazine : Ushuaïa.
23.40 Magazine : Formula sport.
0.35 Journal et Météo.

A2

14.10 Magazine : Anémolia.
15.05 Sports passion. Cyclisme : Tennis.
17.30 Club Sandwich.
18.00 Jeu : La Chevalier du labyrinthe.
18.30 Série : L'Appart (rediff.).
18.50 INC.
18.55 Feuilleton : La Vallée en carton.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Le vol du siècle. A la poursuite d'un diamant. Magazine : Bouillon de culture. Les plus beaux schistes.
23.50 Journal et Météo.
0.10 Série : Médecins de nuit (rediff.).
2.00 Magnétophone : Athlétisme. Championnat du monde de cross-country (120 min.).

FR 3

13.00 Télévision régionale.
14.00 Magazine : Rencontres. Via locale.
— De 15.00 à 19.00 La Sept —
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.05 La Sept —
0.05 Série rose : L'épreuve d'amour.
0.35 Magazine : L'heure du golf.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm :

Le Premier du genre.

16.05 Série : Les inventions de la vie. Jeu : V.O.
16.35 Jeu : Les superstars du catch.
17.05 En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Océane pas Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : L'Amour maudit de Leisenbock. Océane étrange et passionnée sur fond de musique d'opéra.
22.00 Les Nuls... l'émission.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Shockley. ■ Film américain de Wes Craven (1989).
0.45 Cinéma : La fille des collines. ■ Film français de Robin Davis (1989).
2.20 Cinéma : Démoniaque présence. ■ Film italien de Martin Newlin (1989).

LA 5

13.35 Série : L'homme de l'Atlantide.
14.25 Série : Simon et Simon.
15.25 Tiercé à Melons-Lafitte.
15.45 Série : Galactica.
16.30 Série : Superkid.
17.15 Série : Ripide.
18.00 Magazine : Intégral. Présenté par Philippe Bruet.
19.00 Journal.
20.40 Journal des courses.
20.50 Téléfilm : Actes d'amour. La vie de la célèbre actrice Patricia Neal.
22.25 Série : Kojak.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Magazine : Intégral (rediff.).

M6

13.56 Série : L'homme invisible.
14.45 Série : Laramie.
16.35 Série : Les espions.
18.30 Jeu : Hit hit hit journal.
18.40 Série : La Saine.
17.35 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Les têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Choisir sa mort. Une femme atteinte d'une maladie incurable souhaite mourir.
22.15 Soirée spéciale :

Les Plais 91.

23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Musique : Rapline.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

13.25 Téléfilm : Le banquet de Platon.
14.40 Court métrage : Nuits noires.
16.00 Magazine : Dynamo.
15.25 Documentaire : L'école de La Neuville.
16.00 Documentaire : Les Esprits dans la ville.
17.05 Anicroches.
18.00 Magamix. Spécial Funk.
19.00 Documentaire : Paris, c'est l'Afrique.
20.00 Le Dessous des cartes.
20.05 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Cinéma de poche. Spécial Brésil.
22.30 Soir 3.
22.50 Documentaire : A fleur de terre.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Jean-Claude Zyberstein, avocat, éditeur.
20.45 Dramatique. Victoire, d'Orville Loriau, à 22.10, le futur d'Or, nouvelle de Jean Fougère.
22.35 Musique : Opus. Ding dang dong : les cloches.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 mars à Aix-les-Bains) : San Giovanni Battista, oratorio de Stradella, par Les musiciens du Louvre, dir. Marc Minkowski ; sol. : Catherine Bott, soprano, Christine Betty, mezzo-soprano, Gérard Leane, contre-ténor, Richard Edgar-Villson, ténor, Philippe Huttenlocher, basse.
23.05 Pousièrre d'étoiles. Lacunes de Georges Steiner. Œuvres de Haydn, Berg, Beethoven, Cage, Stravinsky, Liszt, Schubert, Bach, Schönberg, Chopin, Chostakovitch, Webern, Mozart, Wagner.

Dimanche 31 mars

TF 1

10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.25 Magazine : Auto-moto.
12.00 Jeu : Tournez, manège.
12.30 Jeu : La Juste Prix.
12.53 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc (rediff.).
15.10 Série : Agence tous risques (rediff.).
16.05 Divertissement : Vidéo gag.
16.30 Disney Parade.
17.55 Magazine : Téléfoot.
18.55 Loto sportif.
19.05 Série : Les professionnels (rediff.).
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.50 Cinéma : Les aventures de Rabbi Jacob. ■■■ Film français de Gérard Oury (1973). Avec Louis de Funès, Claude Gauthier, Suzy Delair.
22.30 Cinéma : Cinq dimanches.
22.35 Cinéma : La rivière. ■ Film américain de Mark Rydell (1984).
0.45 Journal et Météo.
1.10 Musique : Soirée Beethoven-Landowski.

A2

11.00 Messe. En Eurovision avec les communautés francophones.
12.30 Dimanche Martin.
13.00 Journal et Météo.
15.00 Série : Mac Giver.
16.45 Série : Eurofiles.
17.40 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde.
18.30 Magazine : Stade 2. Cyclisme : Football ; Rugby : Images et résultats de la semaine ; Athlétisme ; Tennis : Tennis de table ; Automobile.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Série : SOS Disparus.
22.20 Magazine : L'œil en coulisses. Rencontre avec Roger Vadim : Le couple Mondy-Poirat ; Portrait de Martin Lamotte ; Maurice Bequet au théâtre.
23.20 Journal et Météo.
23.40 Courts-métrages : Histoires courtes.
0.10 Série : Le Saint (rediff.).

FR 3

10.30 Magazine : Mascarnes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.30 Magazine : Musicales. L'œil écoute... Londres (2 parties).
14.30 Magazine : Sports 3 Images. Tennis.
17.30 Magazine : Montagne. L'observatoire météo du mont Aiguoual, de Pierre-Yves Moulin.
18.30 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information (2 parties).
20.05 Cours du Bénéfice. ■ Film allemand de Fritz Lang (1958) (v.o.).
20.35 Divertissement : La classe sonne les cloches.
22.00 Magazine : Le clown. Invité : Christine Spangler, photographe.
22.20 Journal et Météo.
22.45 Cinéma : L'Épave du Bengale. ■ Film allemand de Fritz Lang (1958) (v.o.).

0.20

Magazine : Boîtes et bielles.

0.50 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

10.30 Cinéma : Les liaisons dangereuses. ■■ Film britannique de Stephen Frears (1988).
— En clair jusqu'à 14.00 —
12.30 Film d'informations.
12.35 Magazine : Mon Zénith à moi. Invité : Muriel Robin.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : La nuit du silence.
15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.20 Magazine : Domicile.
16.40 Dessin animé : Les Simpson.
17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).
18.00 Pacific palisades. ◻ Film français de Bernard Schmitt (1989).
— En clair jusqu'à 20.35 —
19.30 Flash d'informations.
19.35 Ce cartoon.
20.30 Dis Jérôme... ?
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.
20.40 Cinéma : Une autre femme. ■■■ Film américain de Woody Allen (1988).
21.55 Flash d'informations.
22.05 Magazine : L'équipe du dimanche. Football : L'événement : Avignon ; Basket-ball américain.
0.50 Cinéma : Le champion des Carpates. ■■ Film français de Jean-Claude Bière (1989).

LA 5

11.00 Série : Bonanza.
11.55 Série : Buck Rogers.
12.45 Journal.
13.20 Divertissement : André Lamy. Spectacle enregistré au Théâtre du Gymnase.
14.25 Série : Ripide.
15.25 Tiercé à Autail.
15.50 Dessin animé : Dents la malice (et à 16.55).
16.00 Série : Lou Grant.
17.05 Série : Soko. Brigade des stupés.
18.05 Série : La Loi de Los Angeles.
19.00 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : Parole d'homme. ■ Film britannique de Peter Hunt (1976).
22.45 Cinéma : Rue des prairies. ■ Film français de Dany de La Paterie (1989). Avec Jean Gabin, Madeleine Nat, Claude Brasseur.
0.15 Journal de minuit.

M6

11.00 Série : Hongkong Connection.
11.50 Magazine : Sport 6 première.
11.55 Infoconsommation.
12.00 Informations : M 6 express (et à 22.40).
12.05 Série : Murphy Brown.
12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.
13.00 Série : Aline et Cathy.
13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : La Famille Ramdam.
14.20 Téléfilm : Le Clown et l'Assassin. Un combat inégal entre le bien et le mal.
16.00 Série : L'ami des bêtes.
16.45 Série : Roseanne.
17.10 Série : L'Aventurier.

17.40

Série : L'Homme de fer.

18.30 Série : Les Routes du paradis.

19.25 Magazine : Culture pub.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Magazine : Sport 6.

20.35 Téléfilm : Commando sur Singapour. Une pénible mission.

22.45 Capital.

22.50 Cinéma : L'oiseau au plumage de cristal. ■ Film italo-allemand de Dario Argento (1970). Avec Tony Musanta, Enrico Maria Salerno, Susy Kendall.

0.25 Six minutes d'informations.

0.30 Magazine : Sport 6.

2.00 Rediffusion.

LA SEPT

13.00 Cinéma d'animation : Vampires à La Havane.

13.30 Histoire parallèle.

14.25 Danse : L'Oiseau de feu.

15.20 Téléfilm : Moi, Antoine de Tournes, roi de Patagonie (1).

17.00 Opéra : Echo et Narcisse. Opéra de Gluck.

18.40 Concert : James Gayway.

19.00 Réflexions faites. Pierre Bourdieu.

20.00 Ici bat la vie (La tanié).

20.30 Cinéma : Omar Gattato. ■■ Film algérien de Merzak Alouché (1976).

22.00 Court métrage : La Vego.

22.30 Cinéma : Divine enfant. ◻ Film français de Jean-Pierre Mocky (1988).

23.50 Court métrage : Chicago Digest.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Alors, j'en cesse combien ?

22.35 Musique : Le concert. Semaine sainte à Bonifacio.

0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné ce jour au Bourget-du-Lac) : Sonata a quattro pour deux violons, alto et basse continue, de Recco ; Sonata a quattro pour deux violons, alto et basse continue, de Rovetta ; Balletto secondo et Passacaglia pour deux violons, alto et basse continue, de Mimarini ; Sonata a quattro, de Legrenzi ; La folie, pour deux violons, alto et basse continue op. 1 n° 12, de Vivaldi, par le Musico Antico de Cologne, dir. Reinhard Goebel.

23.05 Pousièrre d'étoiles. Paris, géographie musicale (2).

De lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER

« ZAPPING »

Une émission de GILBERT DENOYAN avec AMICK COJEAN et la collaboration de « Monde ».

Audience TV du 28 mars 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	52,2	Roue fortune 15,7	McGyver 13,0	Journal rég. 15,9	Bande ann. 1,9	Ripide 2,7	Petite maison 3,2
19 h 45	55,7	Roue fortune 25,8	McGyver 13,2	19-20 11,1	Nulle part 2,7	Ripide 2,9	Petite maison 3,2
20 h 15	69,1	Journal 27,7	Édition 16,5	Le chrono 10,0	Nulle part 4,2	Journal 3,6	M 6 est servie 7,2
20 h 55	68,4	Un privé... 22,5	Envoyé spés. 19,2	Buffet froid 15,8	M 6 a l'Anglais 1,9	Mon enfant... 6,4	Le jour... 4,9
22 h 8	51,7	Un privé... 18,0	Hercule 9,7	14,8	Occupasy 1,0	Mon enfant... 7,9	Le jour... 4,2
22 h 44	28,8	Ex-Libris 3,6	Hercule 11,9	Bande ann. 3,6	Occupasy 0,8	Reporters 3,4	Le jour... 5,0

Selon le rapport d'une mission d'information parlementaire

La responsabilité de Télé-Free-DOM dans l'enchaînement des violences à la Réunion est engagée

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 27 mars, le rapport de la commission d'information conduite sur l'île de la Réunion du 10 au 12 mars par M. Michel Sapin, député socialiste des Hauts-de-Seine, qui était accompagné de quatre autres députés, MM. Jacques Floch (PS, Loire-Atlantique), Jérôme Lambert (PS, Charente), Gilbert Millet (PC, Gard) et José Rossi (UDF, Corse-du-Sud).

Ce rapport souligne notamment la responsabilité de M. Camille Sudre et de autres responsables de la station pirate Télé-Free-DOM dans l'enchaînement des violences qui ont effleuré le département à partir du 23 février. Il dénonce « l'incitation à la violence sur les ondes de Télé-Free-DOM dans les semaines qui ont précédé les événements ».

« M. Sudre et les responsables de

Télé-Free-DOM, indique le texte, ont fait monter la tension, souvent d'ailleurs en s'obstinant à l'anonymat d'auditeurs à qui l'antenne était ouverte. Ce document cite pour exemple l'une des déclarations faites à l'antenne le 14 février à l'adresse des pouvoirs publics : « Maintenant nous disons : ça suffit ! Y'en a marre ! vous voulez la bagarre, eh bien, vous l'aurez ! ».

Le rapport souligne aussi que la décision du procureur de la République — prise en concertation avec le préfet qui en avait informé préalablement les principaux responsables politiques locaux — de faire saisir l'émission de Télé-Free-DOM, le 25 février, en application de la demande émanant du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) apparaît comme « l'événement déclencheur de la deuxième phase de violence ». S'il relève que « l'opportunité de cette décision est discutée », le rapport note aussi « les nombreux efforts et les multiples tentatives faits au fil des mois par le CSA pour permettre à Télé-Free-DOM d'émettre dans un cadre légal » et il parle de « l'intransigeance de M. Sudre ».

Dans ses conclusions, la mission

affirme que, parmi les auteurs de violences des 24 et 25 février, figuraient notamment « une trentaine de personnes » appartenant à des « petits groupes très mobiles de quinze à vingt personnes ». Elle précise que la plupart de ses interlocuteurs locaux « maintiennent en cause les dirigeants de Radio-Télé-Free-DOM qui auraient constitué un « comité de lutte », réseau de sympathisants aptes à se mobiliser autour d'eux » et ajoute que « l'action de groupes organisés transformant la nature des violences et rendant particulièrement difficile le maintien de l'ordre est un fait établi ».

Son rapport « constate qu'aucun élément ne permet d'accréditer la thèse d'un complot politique ou de troubles organisés à l'initiative du Parti communiste réunionnais ». Le rapport insiste toutefois sur le rôle que tenait Télé-Free-DOM dans la vie sociale de certains quartiers de Saint-Denis de la Réunion : « Télé-Free-DOM, de proximité, elle donnait un moyen d'expression directe aux Réunionnais. Elle était le loisir des inactifs et consommée à haute dose, elle peut être comparée à une drogue ».

Évoquant la quadruple situation de crise politique, sociale, morale et économique qui affecte le département, la mission conclut : « La situation reste explosive. Les violences sociales pourraient même s'aggraver. Le dossier audiovisuel n'est pas désamorcé même si Télé-Free-DOM a cessé d'émettre. Il y a des urgences. Il faut presser le pas et sur plusieurs fronts à la fois ».

M. Sudre pour sa part a écrit jeudi 28 mars au président de la République pour dénoncer « la campagne de calomnies sans précédent » dont il se considère la victime. Le fondateur de Télé-Free-DOM a annoncé qu'il se rendra à Cannes à l'occasion du MIPCOM, pour tenir une conférence de presse. « J'espère », a-t-il dit, que ceux qui nous ont accusés seront là pour nous contredire ».

De son côté, M. Danielle Mitterrand a indiqué jeudi sur Antenne 2 à propos de son voyage à la Réunion qu'elle avait été le porte-parole des jeunes Réunionnais auprès du président de la République dès son retour à Paris. « Savoir bien écouter, c'est aussi pouvoir bien transmettre », a-t-elle déclaré.

ALAIN ROLLAT

Les secrets de M. Le Pensec

Bien que ses fonctions annexes de porte-parole du gouvernement lui donnent souvent l'occasion de s'exprimer, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, n'est pas homme à étaler ses sentiments personnels sur la place publique. C'est dommage. Son témoignage contribuerait sans aucun doute à éclairer la face cachée des événements dramatiques qui ont affecté, ces dernières semaines, Saint-Denis de la Réunion.

M. Le Pensec pourrait expliquer par exemple pourquoi il n'est pas intervenu pour dissuader le préfet, M. Daniel Constantin, de procéder le lundi 25 février à la saisie de l'émission de Télé-Free-DOM, requise par le procureur de la République à la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

De toute évidence, l'opportunité de cette décision apparaissait fortement contestable, dès lors que cette saisie intervenait au lendemain de deux journées d'émeutes et ne pouvait pas manquer d'être considérée comme une provocation par les partisans de cette chaîne pirate dont la manifestation avait été, samedi 23 février, à l'origine des premiers incidents.

M. Le Pensec pourrait dire qu'il ne s'était pas senti le droit d'empêcher le préfet de la Réunion d'agir comme il l'a fait face à un homme,

M. Camille Sudre, président de Télé-Free-DOM, qui ne cessait depuis des mois d'utiliser son antenne pour encourager à la violence contre les représentants de l'Etat en des termes tellement personnalisés que plusieurs proches de M. Constantin avaient reçu d'anonymes menaces de mort. Il dirait qu'il assumait les conséquences de cette décision même si, en la circonstance, le préfet de la Réunion et le procureur de la République ont agi en donnant l'impression de régler des comptes personnels avec le patron de Télé-Free-DOM.

La maladresse du CSA

Au passage, M. Le Pensec pourrait aussi préciser que c'est à partir des accusations formulées par le préfet qu'il avait parlé, le 27 février, à propos des émeutes, d'une « attitude préjudiciable » et d'une « censure organisée ». Il pourrait souligner qu'il visait surtout les « comités de lutte » de Télé-Free-DOM, mis en cause depuis par le rapport de la mission d'information de la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Tout cela le conduirait peut-être à faire observer que la paternité de la thèse sur le prétendu complot fomenté par le Parti communiste réunionnais ne saurait lui incomber.

A. R.

Après l'abolition de l'apartheid

L'Afrique du Sud pourrait être invitée aux Jeux olympiques de 1992

Bennie des Jeux olympiques depuis 1988 en raison de sa politique d'apartheid, l'Afrique du Sud devrait être invitée à participer aux Jeux de 1992 à la suite de la reconnaissance d'un nouveau Comité national olympique intérimaire (INOCSA). Cette invitation pourrait être précisée, fin avril à Lausanne, d'une rencontre entre M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), et M. Nelson Mandela.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'Afrique du Sud vient de faire avec succès son premier pas vers la réintégration dans la grande famille du sport. Une délégation du Comité international olympique (CIO), au terme d'une visite de cinq jours, a finalement reconnu « sous conditions » le tout nouveau Comité national olympique intérimaire d'Afrique du Sud (INOCSA). Une structure issue du regroupement de cinq organisations aux visions parfois divergentes quant à l'avenir du sport sud-africain.

Au cours d'une conférence de presse, le juge sénégalais, M. Kéba Mbaye, vice-président du CIO qui dirigeait la délégation, a indiqué, mercredi 27 mars, que la décision devait toutefois être entérinée par les organes compétents du CIO. M. Mbaye a également souligné que la réintégration de l'Afrique du Sud dans le giron olympique passait par la réalisation de cinq conditions : l'abolition de l'apartheid ; l'obligation pour l'INOCSA de se conformer aux dispositions de la Charte olympique ; d'œuvrer à la création d'un comité national et de favoriser les relations entre les diverses fédérations sportives et les fédérations internationales correspondantes ; la poursuite de l'unification des fédérations sportives sur une base non-raciale ; la normalisation des relations avec les autres organisations sportives du continent et plus particulièrement l'Association des comités olympiques nationaux d'Afrique (ANOCA).

Le CIO exige que les sanctions sportives restent en application tant que tous ces préalables n'auront pas été satisfaits. M. Mbaye a expliqué que l'INOCSA disposait de cent quatre-vingts jours pour prouver que les conditions ci-dessus sont remplies, faute de quoi la reconnaissance accordée serait révoquée. Sur un plan pratique, le Comité intérimaire présidé par M. Sam Ramsamy, l'arti-

san de la mise à l'écart des arènes sportives de l'Afrique du Sud, n'a pas plus de trois mois pour agir. Les invitations à participer aux prochains Jeux de Barcelone partiront dès le mois de juillet. Pour être de la fête, l'INOCSA doit être prêt le 30 juin, une date qui correspond à la fin de la session parlementaire au cours de laquelle les lois fondamentales de l'apartheid devraient être abrogées.

Zola Budd de nouveau en piste

M. Mbaye, qui dirigeait la délégation du CIO, s'est déclaré préoccupé par l'accroissement et l'amélioration des installations sportives pour « les communautés désavantagées » d'Afrique du Sud. Il a précisé à ce sujet que le CIO et l'ANOCA étaient prêts à assister financièrement le gouvernement sud-africain. Au cours de leur séjour, les membres de la délégation ont rencontré le président Frederik De Klerk, le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, le président de l'Inkatha, un parti essentiellement zoulou, M. Mangosuthu Buthe, les responsables du Congrès panafricainiste (PAC) et de l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO), ainsi que les responsables de toutes les grandes organisations sportives.

Depuis le boycottage des Jeux olympiques de Montréal en 1976 par une majorité de pays africains, l'Afrique du Sud s'est progressivement retrouvée au ban des nations. Les sportifs sud-africains ont été écartés des stades. Certains ont tourné la difficulté en changeant de nationalité, comme le joueur de tennis Kevin Curran, finaliste à Wimbledon en 1985, et le nageur Jonty Skinner, qui ont opté pour l'exil aux Etats-Unis.

Zola Budd, la jeune coureuse prodige aux pieds nus, avait opté pour la nationalité britannique afin de participer aux Jeux de Los Angeles en 1984. Son spectaculaire accrochage avec l'Américaine Marie Decker dans la finale du 1 500 mètres avait sensibilisé l'opinion mondiale au problème sud-africain. Depuis, Zola Budd, qui s'était pas été sélectionnée pour les Jeux de 1988 à Séoul, est rentrée au pays. Elle a repris la compétition cette année, avec des « chronos » prometteurs et ne désespère pas de retrouver bientôt sa place chez les Springboks, l'équipe nationale, et, pourquoi pas, de s'aligner en 1992 à Barcelone au départ du 1 500 mètres, un marathon sud-africain sur les épaules.

FREDERIC FRITSCHER

Le Vatican confirme la suspension du procès de béatification d'Isabelle la Catholique

Le procès de béatification d'Isabelle la Catholique a été « suspendu », a confirmé jeudi 28 mars le cardinal Angelo Felici, préfet de la congrégation vaticane pour la cause des saints (Le Monde des 7 décembre 1990 et 28 mars 1991). Le cardinal n'a pas voulu donner d'explications sur la « suspension » de ce procès touchant la souveraine espagnole du quinzième siècle, qui, selon les historiens, aurait été responsable de la persécution de milliers de juifs et de musulmans.

Il s'agit seulement ajouté que cette suspension avait été décidée pour permettre un approfondissement des études, ce que les « postulants » de la cause, introduite au Vatican à la demande de l'archevêque de Valladolid, en-

Espagne, continueraient certainement de faire. Celui-ci, ainsi que de nombreux responsables des célébrations du cinquième centenaire de l'évangélisation de l'Amérique latine, souhaitaient que Jean-Paul II béatifie Isabelle de Castille en 1992, à l'occasion de sa seconde visite à Saint-Domingue. (AFP.)

A nos lecteurs

En raison d'un mouvement de grève des employés du Monde, faisant suite à l'annonce par la direction de mesures d'économie pour 1991, la diffusion de notre journal a subi des retards jeudi et devra subir aussi vendredi. Nous prions nos lecteurs et nos abonnés de bien vouloir nous en excuser.

Mgr Vilnet invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Mgr Vilnet, ancien président de la Conférence épiscopale française, actuel évêque de Lille, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 31 mars, de 18 h 30 à 19 h 30.

Mgr Vilnet, en ce dimanche de Pâques, répondra en direct de Lille aux questions d'Henri Tincq et de Jean-Noël Coghe et de Jeanine Perrinmond, de RTL, le débat étant dirigé par Dominique Pennequin.

Diminution de la délinquance dans le métro et les bus parisiens

La diminution de 10 % des actes de délinquance dans les transports en commun parisiens incite le RATP à poursuivre sa politique sécuritaire : lutte accrue contre les graffitis et multiplication des sections de prévention.

M. Christian Blanc, PDG de la RATP, est un obstiné. Dès le mois de juin 1989, il avait diagnostiqué le mal sournois qui minait la Régie, l'insécurité sous sa forme agressive — le vol à la tire — ou sous sa forme insidieuse — le graffiti. Aussi a-t-il très vite mis au point un plan « de reconquête du territoire » qui porte aujourd'hui ses fruits. Bien sûr, il se garde

de crier victoire trop tôt, tant il est persuadé que la RATP ne pourra pas lutter seule contre un phénomène de société comme la montée de la délinquance. « Un recul moyen de 10 % de l'insécurité est une bonne chose, déclare-t-il, mais ce ne sera significatif que si ce résultat est répété pendant plusieurs années ». Les chiffres sont pourtant là : 27 % de vols à la tire entre le premier semestre 1989 et le premier semestre 1990, - 28,9 % d'agressions de voyageurs, - 28,1 % d'agressions d'agents des stations et des trains.

Avec l'aide de la police, la Régie n'a pas lâiné sur les moyens. Les deux unités de la sécurité, la surveillance générale et le groupe d'intervention en tenue ou pas, se sont chargés de faire fuir petits délinquants, loubards et autres délinquants. Mais, comme le rappelle M. Blanc, « la sécurité n'est pas une question d'effectifs, mais d'intelligence » et une vraie politique sécuritaire repose sur la prévention.

« Désormais, nous sommes pionniers en la matière », se plaît à souligner le PDG. La RATP s'est lancée dans une politique tous azimuts qui comprend la création d'antennes de prévention dans des banlieues où les adolescents se sont livrés à des « cultures de délinquance » sur les bus, par exemple à Montfermeil ou à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), des opérations « coup de pouce » prenant en charge les marginaux et les clochards qui hantent le métro, l'organisation du championnat de football inter-départementaux, celle du

tour de l'île-de-France à vélo tout terrain, sans oublier la recherche d'emplois pour les jeunes banlieusards.

Depuis août 1990, les agents de la RATP ont saisi 4 600 objets de vente, de la suvette, et toutes les marchandises périssables confisquées ont pris le chemin des associations caritatives comme les « Restos du cœur ». Même coup de torchon sur les tags et autres graffitis, baptisés désormais « barbouillages ». Sur la ligne 13 (Châtillon-Saint-Denis-Anières), moins de 5 % des rames sont souillées depuis la fin de l'année 1990. La reconquête concerne, désormais, les lignes 1, 3, 3 bis, 5 pour le métro, et B pour le RER.

M. Blanc n'est pas complètement satisfait du ministère de l'Intérieur : « J'aurais aimé que notre action soit accompagnée, du côté des pouvoirs, d'un effort comparable. » Il a, toutefois, bon espoir que la loi permette, dès le printemps prochain, aux forces de police de poursuivre les délinquants du métro au-delà du boulevard périphérique. Le PDG n'épargne pas plus le ministère de l'économie : « Nous ne signons pas le contrat de plan avec l'Etat, si celui-ci n'accepte pas — pour cause d'indice des prix — de prendre l'engagement d'une progression de nos tarifs de trois points supérieure à l'inflation ».

Enfin, M. Blanc aimerait supprimer la première classe. « Pas pour des raisons sociales-chrétiennes », mais parce que, sur des trajets courts, « rien ne justifie l'existence d'une classe particulière ».

ALAIN FAUJAS

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Restaurer l'image du Japon », un entretien avec l'ancien ministre des affaires étrangères japonais : « Réformer l'ONU », par Jean-Pierre Cot et Alain Pellet... 2

Après le coup d'Etat militaire au Mali... 4

La crise yougoslave Les présidents des six Républiques se sont rencontrés à Split... 6

Polémiques en Argentine Les accusations de corruption se multiplient à l'entour du président Menem... 7

La fin de la session extraordinaire du Parlement Désaccords sur l'administration territoriale... 8

Le statut de la Corse La droite durcit sa position... 8

Rythmes scolaires Des eménagements d'horaires pourront être expérimentés dans les écoles maternelles et primaires... 9

L'avenir de la télévision haute définition... 10

« Père », à la Comédie-Française Ou Strindberg très stylisé... 12

Monsieur Anquetin La galerie Sreme et Lorenceau redécouvre ce moderne des années 1890... 13

SECTION B

SANS VISA

« Célebas » : entrée libre chez les Torajis • Béthune, le trépas des joyeux drilles • Coup d'œil : cartes à jouer • Parcours : Liège-Simonon-Liège • Teble : Assena anglaise... 15 à 22

SECTION C

Crise financière en Inde Le gouvernement lance un appel « urgent » à l'aide internationale... 23

14 000 suppressions d'emplois chez IBM Un peu moins de 1 000 postes seront supprimés en France, dont 300 transférés à la société Lexmar... 23

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 25
Carnet... 28
Jeux... 28
Marchés financiers... 28
Météorologie... 28
Philatolie... 28
Radio-Télévision... 29
Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDRE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 mars 1991 a été tiré à 345 644 exemplaires.